

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

DU DROIT DE POURSUITE

DES CRÉANCIERS DE LA FEMME DOTALE

ET

INSAISSISSABILITÉ DES BIENS DOTAUX

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue devant la Faculté de Droit de Caen

Le vendredi 6 juillet 1906, à 1 heure 1/2 du soir

PAR

André BRÉCHEMIER

CAEN

IMPRIMERIE CHARLES VALIN

13, rue Écuyère, 13

1906

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

DU DROIT DE POURSUITE

DES CRÉANCIERS DE LA FEMME DOTALE

ET

INSAISSISSABILITÉ DES BIENS DOTAUX

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue devant la Faculté de Droit de Caen

Le vendredi 6 juillet 1906, à 1 heure 1/2 du soir

PAR

André BRÉCHEMIER



CAEN

IMPRIMERIE CHARLES VALIN
13, rue Écuyère, 13

—
1906



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41548418_0024

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1905-1906

DOYEN :

M. Edmond VILLEY (✱, I. ☉), correspondant de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

PROFESSEURS :

MM. DANJON (I. ☉), assesseur du Doyen, professeur de *Droit commercial*, chargé du cours de *Droit maritime*.

Edmond VILLEY (✱, I. ☉), professeur d'*Économie politique*, chargé du cours de *Droit constitutionnel comparé*.

LAISNÉ DES HAYES (✱, A. ☉), professeur de *Droit civil*.

GUILLOUARD (✱, I. ☉, C. ✱, G. O. ✱, C. I. C. ✱, O. ✱, L. ✱), professeur de *Droit civil*, correspondant de l'Institut.

LEBRET (I. ☉), professeur de *Droit civil*, ancien Ministre de la Justice, chargé du cours de *Notariat et Enregistrement*.

CABOUAT (I. ☉), professeur de *Droit international public* et *privé*, chargé du cours de *Législation industrielle*.

MM. BIVILLE (I. ②), professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours de *Droit administratif*.

DEBRAY (A. ②), professeur de *Droit romain* et chargé d'un cours d'*Histoire du Droit français*.

LE FUR (A. ②), professeur de *Droit administratif* et chargé du cours d'*Eléments du Droit constitutionnel*.

ASTOUL, professeur de *Droit romain* et chargé du cours de *Pandectes* et du cours sur la *Coutume de Normandie*.

DEGOIS, professeur de *Droit criminel*, chargé d'un cours de *Droit civil approfondi et comparé*.

GÉNESTAL, professeur d'*Histoire du Droit français* et chargé du cours d'*Histoire du Droit public français*.

ALLIX, professeur d'*Économie politique* et d'*Histoire des doctrines économiques*, et chargé du cours de *Législation financière*.

SECRÉTAIRE :

M. GALLOU (I. ②), secrétaire des Facultés de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

JURY D'EXAMEN

MM. LEBRET, *professeur*, PRÉSIDENT.

DEGOIS *professeur*.

ASTOUL, *professeur*.

BIBLIOGRAPHIE

AUBRY et RAU : *Cours de droit civil français*, 1869-1879,
4^e édit., 8 vol.

BARTIN : *Etudes sur le régime dotal*.

BAUDRY-LACANTINERIE, LE COURTOIS et SURVILLE : *Du contrat de mariage*, tome III.

BELLOT DES MINIÈRES : *Régime dotal et communauté d'acquêts*

BERTHAULD : *Questions pratiques et doctrinales du Code Napoléon*.

BEUDANT : *Cours de droit civil français*.

COLMET DE SANTERRE : *Eléments de droit civil*, t. VI.

DALLOZ : *Recueil périodique de jurisprudence et de législation*.
— Répertoire ; supplément au répertoire.

DEMOLOMBE : *Cours de Code Napoléon*.

DÉPINAY : *Le régime dotal*.

FENET : *Recueil complet des travaux préparatoires*.

DE FOLLEVILLE (Daniel) : *Traité du contrat pécuniaire de mariage et des droits respectifs des époux quant aux biens*.

GIDE : *Etude sur la condition privée de la femme*.

GUILLOUARD : *Du contrat de mariage*, tome IV.

HUC : *Commentaire théorique et pratique du Code civil*.

JOUITOU : *Traité du régime dotal*.

LAURENT : *Principes de droit civil*, t. XXIII, 1869-1878, 3^e édit.
33 volumes.

MARCADÉ : *Explications du Code civil*, t. VI.

MOURLON : *Répétitions écrites*.

ODIER : *Traité du contrat de mariage*.

Pandectes françaises : nouveau répertoire de doctrine, de
législation et de jurisprudence.

PLANIOL : *Manuel de droit civil*, t. III.

Revue critique de législation et de jurisprudence.

RODIÈRE et PONT : *Contrat de mariage*, t. III.

ROUSSILHE : *Traité de la dot*, édit. Sacaze.

SERIZIAT : *Traité du régime dotal*.

SIREY : *Recueil général des lois et arrêts*.

SOURDAT : *Traité général de la responsabilité et de l'action en
dommages intérêts en dehors des contrats*.

TESSIER : *Traité de la dot suivant le régime dotal établi par
le Code civil*.

TROPLONG : *Droit civil expliqué*.

VALETTE : *Mélange de droit, de jurisprudence et de législation*.



INTRODUCTION

L'inaliénabilité des biens dotaux est le trait caractéristique du régime dotal ; et ce caractère est à lui seul une dérogation si grave aux principes généraux du droit, que le législateur ne consentit à introduire ce régime dans le Code civil qu'après bien des hésitations et à la suite de vives réclamations de la part des pays de droit écrit, où le régime dotal, depuis Justinien, était à peu près exclusivement usité.

Ainsi admis, il se présenta, non plus comme sous la loi Julia comme un moyen pour la femme devenue veuve de contracter un nouveau mariage, mais comme une garantie permettant de constituer un fonds de réserve à la famille, à la femme et aux enfants à naître. C'est ainsi que l'explique Duveyrier dans son rapport au Tribunat : « Cette
« inaliénabilité forme le caractère distinctif du
« régime dotal, c'est par elle qu'il développe ses
« plus grands avantages; c'est à l'impossibilité
« absolue d'aliéner le fonds dotal que la pratique
« du régime qui établit cette impossibilité attache

« la conservation des biens, l'assurance des hérédités directes, la fortune des enfants, la prospérité des familles et le lustre social¹. »

Pour permettre au régime dotal d'atteindre pleinement ce résultat, la jurisprudence s'efforça, par la suite, de l'adapter aux nouvelles conditions économiques de la fortune publique, et elle fut amenée à appliquer à la fortune mobilière de la femme dotale le principe de l'inaliénabilité que les rédacteurs du Code civil avaient édicté uniquement pour ses valeurs immobilières ; mais cette théorie, d'une application difficile à des biens dont la valeur est en raison directe de leur mobilité et de leur disponibilité, aboutit, comme nous le verrons, à un ensemble de solutions qui ne paraissent pas toujours se rattacher à un même principe.

Il a semblé, en effet, que les fortunes mobilières, devenant de plus en plus nombreuses et importantes, devaient trouver dans la loi les mêmes garanties conservatrices que les fortunes immobilières, alors surtout que les dangers de perte, en se multipliant, ont donné un regain de faveur au régime dotal ; mais, par contre, il était à craindre qu'en déclarant la dot mobilière inaliénable d'une façon absolue, on arrivât à entraver le développement du commerce et de l'industrie, et c'est en

1. FENET, XIII, p. 756.

cherchant à ménager ces deux principes que la jurisprudence a élaboré son système de protection de la dot mobilière, qui, après avoir rencontré une résistance assez ferme de la part de quelques cours, est maintenant accepté par tous les tribunaux, et jouit d'une autorité égale à celle de la loi.

Ce système peut se résumer ainsi :

Lafemme ne peut compromettre son recours contre son mari soit en aliénant sa créance en restitution, soit en consentant une subrogation ou une renonciation à son hypothèque légale, par conséquent, elle ne peut pas, même autorisée de son mari ou de justice, aliéner valablement sa dot mobilière pendant le mariage, sauf les exceptions prévues par les articles 1555 à 1559 du Code civil.

Les dommages-intérêts accordés à la femme contre l'auteur de la perte de sa dot sont subrogés à la dot elle-même et inaliénables comme elle ;

De plus, la dot mobilière ne peut pas être saisie, même après la dissolution du mariage pour l'exécution des obligations contractées par la femme pendant le cours du mariage.

Enfin, le mari, sous sa responsabilité personnelle et hypothécaire, peut aliéner les meubles corporels et les créances dotales. Autrement dit, la dot mobilière n'est inaliénable que par rapport à la femme; le mari, d'après la jurisprudence, puise,

dans sa qualité d'administrateur, ce droit d'aliéner les biens dotaux mobiliers de sa femme.

Sans nous étendre sur les nombreux arguments que la doctrine a opposés à cette jurisprudence, nous nous bornerons à faire remarquer que ce système de l'inaliénabilité de la dot mobilière protège en somme moins énergiquement la femme que le système d'après lequel la dot mobilière est aliénable, mais seulement avec le concours de la femme qui en est propriétaire, ce qui permet à celle-ci, lorsqu'elle a une certaine force de résistance, de refuser à son mari le consentement nécessaire pour l'aliénation.

D'ailleurs, en pratique, la femme aura un moyen facile d'éluder la règle de l'inaliénabilité de ses meubles : qu'elle aliène et livre un meuble dotal, elle se trouvera ensuite soumise à la règle « en fait de meubles, possession vaut titre », et l'aliénation subsistera nécessairement; et, si le contrat de mariage ne contient aucune clause d'inaliénabilité ou de remploi des meubles dotaux, la femme perdra ainsi une partie de sa dot. Sans doute, on pourrait objecter que l'inaliénabilité entraîne l'imprescriptibilité et que, par conséquent l'article 2279 ne s'applique pas ici ; mais nous ne sachons pas que, en fait, cette prétention ait jamais été soutenue.

A l'époque actuelle, le régime dotal, avec l'extension que lui a donnée la jurisprudence, et malgré

les obstacles qu'il présente à la liberté des transactions, conserve encore une certaine faveur, et c'est encore la sauvegarde la plus sûre que les familles ont à leur disposition contre le péril toujours envahissant de l'agiotage et des spéculations.

Il est rare, d'ailleurs, de voir un contrat de mariage adopter le régime dotal avec toutes ses conséquences et ses effets prévus par le Code civil : parfois, une partie de la dot est seule frappée d'inaliénabilité ; parfois encore, les biens dotaux sont déclarés aliénables à charge de emploi ; enfin, il n'est pas rare de voir les époux, tout en adoptant le régime de la communauté réduite aux acquêts, stipuler que certains biens de la femme seront dotaux et, comme tels, soumis à l'inaliénabilité.

Totale ou partielle, principale ou accessoire, la dotalité n'en a pas moins pour effet de conserver intacts dans le patrimoine de la femme les biens qu'elle frappe. Ni la femme, ni le mari, ni tous deux ensemble ne peuvent, soit directement, soit indirectement, soit à titre onéreux, soit à titre gratuit, aliéner les biens dotaux, sauf les exceptions prévues par la loi.

Mais, pour que ce principe ne devienne pas illusoire, il ne suffit pas de défendre aux époux de se dépouiller des biens dotaux, il faut encore interdire aux tiers de les leur arracher, à leurs créanciers de les en dépouiller ; autrement, la protec-

tion que la loi leur accorde n'existerait plus, et les époux eux-mêmes pourraient, avec le concours de créanciers complaisants, consentir toutes les aliénations qu'ils voudraient, en feignant de se laisser poursuivre. Et c'est ainsi que la doctrine fut amenée à ajouter au principe de l'inaliénabilité dotale, seul formellement proclamé par le Code civil, celui de l'insaisissabilité, qui en est la conséquence immédiate et nécessaire.

C'est cette situation de la femme dotale vis-à-vis de ses créanciers que je me propose d'étudier ici spécialement. Dans une première partie, je rechercherai comment et dans quelle mesure les créanciers de la femme peuvent poursuivre ses biens dotaux. Dans une seconde partie, j'étudierai les pouvoirs de ces mêmes créanciers en dehors des biens dotaux, c'est-à-dire sur les paraphernaux et, au besoin, sur les biens de société d'acquêts. Enfin, dans une troisième partie, je rechercherai l'influence que peut exercer, quant au droit de poursuite de ces créanciers, soit la séparation de biens, soit la rupture du mariage succédant au régime dotal.

Avant d'entrer dans les détails de notre sujet et d'exposer les nombreuses controverses auxquelles il a donné lieu, il importe de déterminer avec soin la nature de cette inaliénabilité dotale, à laquelle se rattache l'insaisissabilité que nous allons étudier ; ce point une fois précisé, nous ser-

vira à nous guider dans les développements ultérieurs.

FONDEMENT DE L'INALIÉNABILITÉ DOTALE

L'inaliénabilité des biens dotaux a-t-elle pour cause une indisponibilité réelle de ces biens, les mettant en quelque sorte hors du commerce et de la libre circulation ; ou, au contraire, cette inaliénabilité n'a-t-elle pas uniquement pour cause une incapacité personnelle et toute spéciale de la femme dotale ?

Telle est la question qui a donné lieu à de vives discussions et à de nombreuses controverses.

En droit romain, lorsque Justinien prohiba toute aliénation de la dot, même du consentement de la femme, il en donna ces motifs : « *Ne sexus muliebris fragilitas in perniciem substantiæ earum converteretur*¹ » ; et encore : « *Mulier quippe mariti seductionibus facile decepta et propria negligentia jura*² . . . ». Si l'on rapproche cette prohibition du sénatus-consulte Velléien qui défendait aux femmes de s'obliger pour autrui, il semble bien qu'il s'agisse là d'une pure incapacité personnelle de la femme.

Nos pays de droit écrit conservèrent les règles

1. Instit., L. II, tit. VIII.

2. NOVELLE, 61.

romaines, et d'Olive explique ainsi l'insaisissabilité dotale : « Il importe à la femme, par une
« heureuse impuissance, d'être empêchée de dis-
« poser de sa constitution dotale, et qu'elle soit
« mise en un état dans lequel la fragilité de son
« sexe se trouve à couvert des inductions que l'on
« pourrait exercer sur son esprit imbécile pour la
« porter à se dépouiller de sa dot ¹. » .

Roussilhe n'est pas moins explicite. Après avoir cité l'article 3 du titre XIV de la Coutume d'Auvergne, conforme à la disposition des lois romaines, il ajoute : « L'annotateur de Prohet sur cet
« article dit que, suivant la jurisprudence, les
« contrats qui contiennent aliénation ou obliga-
« tion des biens dotaux sont déclarés nuls sans
« qu'il soit besoin de lettres de rescision, et c'est
« un arrêt du mois de mars 1738 qui l'a ainsi jugé.
« Cet arrêt fut rendu entre la veuve Paye, domi-
« ciliée de Clermont en Auvergne, pays régi par le
« droit écrit, et la veuve Cassière, sur l'appel
« d'une sentence de la sénéchaussée de Clermont,
« qui entérinait les lettres de rescision que la
« veuve Paye avait prises contre un contrat de
« constitution de rente qu'elle et son mari avaient
« consenti au profit du sieur Cassière, fondée sur
« les lois citées. L'arrêt infirma la sentence en
« ce qu'elle avait entériné les lettres, émandant,

1. D'OLIVE. *Questions notables de droit*, L. III, chap. 29.

« sans s'arrêter aux lettres, déclara nul le contrat
« de vente, en ce qui concerne les biens dotaux de
« la femme obligée avec son mari ¹. »

On le voit, la règle de notre ancien droit était fondée sur la faiblesse, la dépendance, le défaut de liberté de la femme mariée, c'est-à-dire sur des considérations tirées, non de la nature des biens, mais de la personne du propriétaire.

Les rédacteurs du Code ont obéi aux mêmes considérations ; il suffit, pour s'en convaincre, de consulter les travaux préparatoires.

L'article 138 du projet placé dans la section relative aux conventions exclusives de toute communauté et dans le paragraphe premier, consacré à la clause qui établit tous les biens de la femme purement dotaux, disposait : « Les immeubles constitués en dot, même dans le cas du « présent paragraphe, ne sont point inaliénables. »

Dans la séance du 13 vendémiaire an XII, Portalis critiqua cette disposition qui sacrifiait entièrement les pays de droit écrit ; Berlier fit observer qu'il était peu conforme au droit de propriété que la femme se privât de ce droit, et s'imposât à elle-même des entraves qu'elle pourrait être amenée à regretter. On a pensé aussi que cette incapacité civile nuirait à la société entière.

A la suite de ces observations et après discus-

1. ROUSSILHE. *Traité de la dot*, p. 280.

sion, le principe de l'inaliénabilité fut admis par le Conseil d'Etat et consacré par l'article 164 du nouveau projet, présenté à la séance du 4 brumaire an XII dans des termes identiques à ceux de notre article 1554.

Et le tribun Siméon, en présentant au Corps législatif le vœu du Tribunat pour l'adoption du projet, a dit également : « L'inaliénabilité de la dot, « motivée par les causes qui la rendent juste et « nécessaire et que la loi exprime, a l'avantage « d'empêcher qu'un mari dissipateur ne consume « le patrimoine maternel de ses enfants, qu'une « femme faible ne donne à des emprunts et à des « ventes un consentement que l'autorité maritale « obtient presque toujours, même des femmes qui « ont un caractère et un courage au-dessus du « commun. L'inaliénabilité de la dot a tous les « avantages des substitutions, sans aucun des « inconvénients qui les ont fait proscrire. Elle cor- « serve les biens dans les familles sans en empê- « cher trop longtemps la disposition et le com- « merce ; sans gêner l'administration du mari, « elle oppose une barrière salulaire à ses abus. »

Dans la pensée des rédacteurs du Code, il s'agit bien de protéger la femme contre sa propre faiblesse. Ce n'est ni par la nature du bien ni par la destination que lui donne la volonté des parties que la dot a été déclarée inaliénable. Le législateur a craint que la femme ne cédât trop facile-

ment aux obsessions de son mari pour conserver la paix de son ménage.

Les motifs qui expliquent notre règle sont analogues à ceux pour lesquels le mineur et l'interdit sont atteints d'incapacité.

Sans imposer cette règle de façon impérative, le législateur prévoit le danger et offre aux parties un moyen de le prévenir ; et il laisse du reste à la femme et à sa famille le soin d'apprécier les circonstances et de fixer l'étendue de cette incapacité, soit en en modifiant les règles (articles 1557 et suivants), soit en déterminant par la constitution de dot les biens dont la femme ne pourra pas disposer.

Les textes, d'ailleurs, corroborent la théorie de l'incapacité personnelle de la femme.

C'est d'abord l'article 1561, qui déclare les immeubles dotaux prescriptibles, à condition que la prescription ait commencé à courir avant le mariage ; or, si l'art. 1554 mettait les biens dotaux hors du commerce, ils seraient imprescriptibles dans tous les cas. (Arg. art. 2226.)

C'est encore la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique qui prévoit, dans son article 13, le cas où des biens de mineurs, d'interdits ou d'autres incapables sont compris parmi les propriétés dont l'expropriation a été ordonnée ; cet article permet au tuteur et à ceux qui représentent les incapables, de consentir amia-

blement l'aliénation desdits biens après l'autorisation du Tribunal, et il ajoute : « Ces dispositions « sont applicables aux immeubles dotaux. » Or, si cet article établit une exception commune aux règles qui régissent en principe les biens des mineurs et ceux de la femme dotale, c'est donc que l'inaliénabilité spéciale qui frappe les uns et les autres est de même nature : elle ne saurait tenir qu'à l'incapacité personnelle du propriétaire.

La même idée se retrouve encore dans la loi du 10 juillet 1850, relative à la publicité des contrats de mariage. Cette loi fut promulguée pour sauvegarder l'intérêt des tiers avec lesquels la femme traitait sans leur déclarer qu'elle était mariée sous le régime dotal. Invoquant ensuite l'inaliénabilité elle faisait annuler les contrats qu'elle avait pu passer au sujet de ses immeubles dotaux. Et voici comment M. Valette, le rapporteur de cette loi, s'exprimait dans son rapport à l'Assemblée nationale, le 11 juin 1850 : « Par une « exception peut-être unique, l'incapacité qui « résulte pour la femme de l'adoption du régime « dotal est dérobée à la connaissance du public, et « cependant, elle a des effets très notables. . . . « Elle (la femme) se trouve placée, durant le mariage, dans une sorte d'incapacité spéciale, ne « pouvant plus, comme sous les autres régimes, « s'engager valablement avec l'autorisation ou le « consentement de son mari. »

L'opinion de l'éminent professeur était donc que le fondement de l'inaliénabilité de la dot était l'incapacité de la femme, et il suffit de se référer aux termes de l'article 1391, alinéa 3, pour se convaincre que la loi de 1850 a consacré la même théorie : « Toutefois, si l'acte de célébration de mariage porte que les époux se sont mariés sans contrat, la femme sera réputée, à l'égard des tiers, *capable de contracter* dans les termes du droit commun . . . ».

Enfin, un dernier argument en faveur de l'incapacité personnelle nous est fourni par l'article 9 de la loi du 25 mars 1855, sur la transcription en matière hypothécaire. Cet article, relatif à la renonciation des femmes à leur hypothèque légale, commence ainsi : « Dans les cas où les femmes *peuvent* céder leur hypothèque légale ou y renoncer . . . » Il n'est pas contesté que cet article se rapporte au cas où la femme est mariée sous le régime dotal : ne pouvant aliéner sa dot, elle ne peut pas s'exposer à la perdre en se dépouillant de l'hypothèque qui en garantit la restitution. Or il est important de remarquer que notre article dit : « Dans les cas où les femmes *peuvent* . . . », laissant ainsi clairement entendre que c'est bien la capacité personnelle de la femme qui est ici en jeu.

Cette théorie entraîne de nombreuses conséquences, que la jurisprudence, après quelques hési-

tations, a fini par adopter; il a été jugé notamment:

Que la femme reste tenue, pendant le mariage, des obligations qu'elle a contractées avant l'adoption du régime dotal, car la constitution des biens en dot ne saurait avoir pour résultat de paralyser l'exécution d'une obligation contractée par une personne capable au moment où elle s'est obligée ; ¹

Que l'obligation sera valable lorsqu'elle aura pris naissance sans la volonté de la femme ; c'est le cas du délit ou du quasi-délit ; ²

Que la nullité qui frappe les engagements de la femme dotale relativement à ses biens dotaux est une nullité purement relative, conformément aux articles 1125 et 1304 du Code civil, et qu'en conséquence, ils pourront être ratifiés par la femme après la dissolution du régime.

Malgré les raisons péremptoires qui militent en faveur de cette théorie de l'incapacité personnelle, quelques auteurs ont soutenu la théorie opposée, d'après laquelle les biens dotaux seraient frappés d'une indisponibilité réelle³. Mais ces auteurs affirment leur opinion plutôt qu'ils ne la prouvent. En général, ils invoquent l'article 1554, qui, disent-ils, vise plutôt, dans la formule qu'il emploie,

1. Montpellier, 7 janv. 1830 ; Dev. 1830, II 69.

2. Cass. 15 juin 1864, Dev. 1864, I 363.

3. TESSIER, *De la dot*, n° 79, note 678 ; AUBRY et RAU, v. 538 : DEMOLOMBE, *Revue de législation de* 1835, t. II, p. 282.

l'indisponibilité du fonds dotal que l'incapacité personnelle de la femme. Il est clair pourtant que cet article ne résout pas la difficulté : « Les « immeubles constitués en dot *ne peuvent être* « aliénés ou hypothéqués . . . » dit cet article ; mais d'où vient cette impossibilité ? C'est ce qu'il ne nous dit pas.

M. Mongin, dans la *Revue critique* (1886, pages 92 et suiv.), a été jusqu'à soutenir que la théorie de l'indisponibilité réelle protégeait beaucoup mieux la femme que la théorie de l'incapacité personnelle. D'après cet auteur : « Lorsqu'une personne est « simplement incapable d'aliéner certains biens, « elle n'engage pas ces biens en contractant des « obligations valables. Mais tout son patrimoine « sert de gage à ses créanciers, y compris le droit « d'aliéner. Or, si le droit d'aliéner la dot reste « dans le patrimoine, si son exercice n'est pas pa- « ralysé que par une incapacité personnelle pe- « sant sur la femme, où sera l'obstacle à la saisie ? »

Ce raisonnement nous paraît contenir une contradiction ; en effet, comment admettre que la femme, incapable d'aliéner certains biens, conserve néanmoins intact dans son patrimoine le droit d'aliéner ? En réalité, il ne reste plus dans le patrimoine de la femme qu'un droit d'aliéner tronqué par l'incapacité spéciale dont elle se trouve frappée et, dès lors, les créanciers de celle-ci ne sauraient avoir action sur les biens auxquels s'applique cette incapacité.

En résumé, la jurisprudence et la doctrine admettent aujourd'hui sans hésitation que l'inaliénabilité de la dot a pour fondement l'incapacité de la femme. Il s'agit, il est vrai, comme on l'objecte, d'une incapacité bien spéciale, puisqu'elle se trouve restreinte à certains biens ; mais il faut répondre, avec M. de Loynes (*Revue critique*, 1882), qu'à la réflexion cette anomalie s'explique : « La loi, dit-il, ne croit pas à la réalité constante et absolue de la faiblesse de la femme, autrement elle aurait fait de cette incapacité une règle générale, et du régime dotal le régime de droit commun. Mais ce danger peut être à redouter ; le législateur permet à la femme et à sa famille de prendre contre ce péril une sage mesure de précaution par la stipulation du régime dotal, et il leur laisse le soin de fixer l'étendue de cette incapacité en déterminant les biens qui seront frappés de dotalité. »

La femme dotale est donc frappée d'une incapacité toute spéciale, qui se traduit par l'impossibilité où elle se trouve d'aliéner ou d'engager ses biens dotaux. Tel est le principe que nous devons inscrire en tête de cette étude. C'est lui qui nous guidera dans les développements qui vont suivre, et qui déterminera souvent le parti à prendre dans les nombreuses controverses que nous allons rencontrer.

PREMIÈRE PARTIE

Droits des créanciers sur les biens dotaux

CHAPITRE I^{er}

DE L'INSAISSABILITÉ

SECTION I

Déroptions à l'insaisissabilité

Nous avons vu que le but du législateur, en établissant l'inaliénabilité dotale, a été de protéger la femme, tant dans son intérêt personnel que dans celui de la famille tout entière, de même qu'on protège le mineur en le rendant incapable ; mais, à cela près cependant, que ce n'est point la loi qui crée l'inaliénabilité, ce sont les conjoints eux-mêmes qui la stipulent en adoptant le régime dotal, et ce qui le prouve, c'est que les futurs époux, tout en adoptant ce régime, peuvent fort bien modifier ou même écarter complètement le principe de l'inaliénabilité de la dot. Mais ces dérogations au régime dotal devront toujours être expressément stipulées, et la dotalité subsistera pour toutes les conséquences qui n'auront pas été écartées. Dans un premier paragraphe, nous allons rechercher si la faculté d'aliéner les biens dotaux, réservée dans le contrat de mariage, implique celle de les hypothéquer.

§ 1

Réserve du droit d'aliéner

I°. — INTERPRÉTATION DE L'ARTICLE 1557

L'inaliénabilité étant de la nature du régime dotal, les clauses qui s'en écartent devront toujours recevoir l'interprétation restrictive ; aussi est-ce par application de ce principe qu'il faut dire que la faculté d'aliéner n'emporte pas implicitement celle d'hypothéquer.

Deux arrêts de la Cour de cassation, du 22 juin 1836 ¹, ont confirmé cette solution.

Mais il y a une question plus générale et même préjudicielle que nous devons étudier tout d'abord : c'est celle de savoir si les époux, en se mariant sous le régime dotal, peuvent se réserver, non seulement le droit d'aliéner, mais aussi celui d'hypothéquer. Sur ce point, à peine touché dans la discussion, les motifs de ces deux arrêts semblent pencher pour la négative.

Pour soutenir que le droit d'hypothéquer les biens dotaux ne peut pas être réservé, on argumente des articles 1554 et 1557 du Code civil. Ce second article, dit-on, n'indiquant pas de cas

¹ I. S. 1836 ; I. 433.

où on peut hypothéquer le bien dotal, interdit par là même l'hypothèque.

A notre avis, cet argument nous semble un peu osé, car, dans le langage de la loi et de la doctrine, le mot aliéner a toujours été considéré comme un terme générique et tout à fait général ; par conséquent, lorsque l'article 1557 permet l'aliénation, il accorde par là même la faculté d'hypothéquer. C'est bien ainsi que l'entendent les articles 2124 du Code civil et 7 du Code de commerce.

Au surplus, la difficulté ne vient pas du sens à donner au mot *aliéner* : il s'agit de savoir si notre article 1557 n'est qu'une concession accordée par le législateur aux époux et soumise comme telle au principe de l'interprétation restrictive, ou, au contraire, si ce n'est qu'une indication, de la part du législateur, de la faculté qu'il laisse aux époux, tout en adoptant le régime dotal, de modifier ce régime même dans son principe fondamental : dans celui de l'inaliénabilité de la dot.

C'est ce dernier système qui nous paraît devoir être admis, et, pour s'en rendre compte, il faut se reporter aux discussions qui ont précédé l'adoption du titre du contrat de mariage dans le Code civil, et aux motifs qui ont fait introduire un chapitre relatif au régime dotal, alors qu'on venait d'adopter le régime de la communauté comme le régime de droit commun de la France. Voici les

paroles du conseiller Berlier, présentant au Corps législatif le titre du contrat de mariage :
« Tel est le dernier état des choses, qui nous laisse
« apercevoir la France divisée sur ce point en
« deux grands partis, l'un des pays appelés de
« coutume, et l'autre de pays restés fidèles au
« droit romain : les premiers vivant sous le régime
« de la communauté, et les seconds sous le régime
« dotal. Dans telle situation, on comprend com-
« bien de ménagements exige la matière que nous
« traitons ; car, loin de heurter les habitudes qui
« ne nuisent point au corps social, celui-ci doit,
« sans distinction de lieu, inviter les citoyens au
« mariage, et cet appel de la patrie sera d'autant
« mieux reçu que chacun pourra plus librement
« régler ses conventions matrimoniales. Que la
« plus grande liberté y préside donc, et qu'elle
« n'ait d'autres limites que celles que lui assi-
« gnent les bonnes mœurs et l'ordre public. »

Ainsi, sous tous les régimes, il doit y avoir liberté complète : les régimes décrits par le Code civil ne sont que des exemples de contrat, qui ne sont nullement imposés aux époux, et cette liberté ne découle pas de l'article 1557, mais bien de l'article 1387, qui est le grand principe en matière de conventions matrimoniales et dont l'art. 1557 ne fait que consacrer une application.

En vain aussi invoquerait-on le droit romain et la fameuse règle : « *Interest reipublicæ dotes*

mulierum esse salvas. » Autres temps, autres mœurs et aussi autres lois. Aujourd'hui, en cette matière, la loi, c'est avant tout la volonté des contractants, et, en définitive, la seule question qui se pose est une pure question d'intention : c'est au juge qu'il appartient d'interpréter les clauses du contrat de mariage.

2°. — LA FACULTÉ D'ALIÉNER N'IMPLIQUE PAS CELLE
D'HYPOTHÉQUER

Toutefois, on peut toujours se poser la question de savoir si le droit d'aliéner entraîne celui d'hypothéquer.

Il nous semble que, s'il faut prendre le mot *aliéner* lato sensu lorsqu'on interprète l'article 1557 du Code civil, en revanche, lorsque l'on interprète les conventions privées du contrat de mariage, il faut le prendre *stricto sensu*, c'est-à-dire l'appliquer uniquement à la vente ; car on ne doit pas supposer que la femme qui a stipulé le régime dotai ait voulu, en dérogeant à ce régime pour la vente volontaire, consentir à la plus dangereuse des aliénations, à celle dont les conséquences, pour n'être pas immédiates, n'en sont que plus funestes pour les femmes, en général peu clairvoyantes en affaires.

D'ailleurs, ce sera au juge d'apprécier si, en fait, il ressort clairement des termes du contrat

que la femme a entendu se réserver le droit d'hypothéquer. Aucune formule sacramentelle n'est imposée aux époux dans leur contrat de mariage, et le mot *hypothéquer*, qu'il est préférable d'y insérer pour éviter toute difficulté, peut être remplacé, par exemple, par une clause stipulant pour la femme le droit d'aliéner ses biens dotaux et de prendre tels engagements que bon lui semblera. L'épouse, ainsi habilitée aux engagements de tout genre, aura la faculté d'exposer ses immeubles à la saisie, et il n'y a plus de raison, dans ce cas, pour considérer l'hypothèque comme interdite. Ainsi l'a décidé la Cour de Lyon par un arrêt du 25 février 1853, et la Cour suprême, sur le pourvoi formé, constata que l'interprétation de la clause avait été faite souverainement par les juges du fait ¹. La Cour de Caen a même admis que la faculté d'aliéner, avec droit de disposer librement de 20.000 fr. sur les immeubles, pouvait, en fait, être considérée comme emportant la faculté d'hypothéquer ².

Enfin, en supposant que la clause ne confère que la faculté d'aliéner sans celle d'hypothéquer, elle embrasse alors tous les modes d'aliénation directe, du moins à titre onéreux, à moins d'exception ayant pour objet certains d'entre eux. La

1. Req. 13 déc. 1853 ; S. 54. 1. 17 ; D. 54. 1. 329.

2. Caen, 1^{er} avril 1876 ; S. 76. 2. 292.

faculté d'aliéner englobe la vente, l'échange, etc¹.

§ 2

Réserve du droit d'hypothéquer

1° — LA RÉSERVE DU DROIT D'HYPOTÉQUER N'IMPLIQUE
PAS LE DROIT D'ALIÉNER

Nous avons vu que le droit d'hypothéquer peut être réservé expressément dans le contrat de mariage ; recherchons maintenant si ce droit d'hypothéquer implique celui d'aliéner.

Les auteurs sont d'accord pour enseigner la négative. M. Guillouard² dit : « Si l'hypothèque est, « à un certain point de vue, plus dangereuse que « la vente, il faut reconnaître, d'un autre côté, « que ses effets sont moins rapides. L'hypothèque « peut conduire à l'aliénation de l'immeuble ; mais elle n'y conduit pas nécessairement, « tandis que la vente amène immédiatement et « irrévocablement la perte du fonds dotal. Les « articles 1507 et 1508, dans la section III de la « communauté conventionnelle, intitulée *de la*

1. Req. 25 avril 1831 : S. 32. 1. 623 ; D. 32. 1. 54 ; MARCADÉ sur l'art. 1557, n° 2 ; RODIÈRE et PONT, III, n° 1782 ; GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, IV., n° 1947 ; AUBRY et RAU, *Contrat de mariage* V., § 537, texte et note 64, p. 575.

2. *Op. cit.* n° 1946.

« *clause d'ameublement*, montrent bien qu'il en
« est ainsi, puisqu'ils défendent au mari, en cas
« d'ameublement indéterminé, de vendre les
« immeubles ameublis sans le consentement de
« la femme, tandis qu'ils lui permettent de les
« hypothéquer seul et sans le concours de celle-
« ci. »

Il est à remarquer que cette réserve du droit d'hypothéquer le bien dotal ne change en rien la situation des créanciers auxquels la femme n'aura pas concédé d'hypothèque ; les engagements contractés vis-à-vis d'eux demeurent sans effet sur les biens dotaux. En vertu du principe d'interprétation restrictive, on ne peut admettre que la femme qui s'est seulement réservé le droit d'hypothéquer ait voulu aussi accorder à ses créanciers un droit bien plus dangereux pour elle que celui des créanciers hypothécaires ; car l'hypothèque implique une affectation précise à tel engagement particulier et son mode de constitution avec les formalités qui l'accompagnent forceront du moins la femme à réfléchir sur la portée de son acte ; mais les obligations personnelles, au contraire, se contractent facilement, et la femme se laissera plus volontiers entraîner dans des engagements dont les conséquences pourront ne pas se présenter tout d'abord à son esprit.

Cette réserve de la faculté d'aliéner les biens dotaux ou de les hypothéquer n'est pas en con-

tradiction avec le but du régime dotal, qui doit protéger la femme contre la conséquence des engagements qu'elle pourrait contracter dans l'intérêt ou sous l'influence de son mari. En effet, l'aliénation des objets composant la dot donne lieu, au profit de la femme, à une action en reprise garantie par son hypothèque légale ; et, si elle ne peut ni céder cette action ni renoncer à son hypothèque, sa dot lui demeurera néanmoins assurée, quoique sous une autre forme, et peut être d'une manière tout aussi efficace. Au contraire, la faculté laissée à la femme de céder ses reprises ou de renoncer à son hypothèque légale, irait directement contre le but du régime dotal, dont elle serait en quelque sorte la négation. Cette faculté ne saurait donc être considérée comme comprise dans celle d'aliéner les biens dotaux, ou comme en découlant par voie de conséquence, et il faudrait, pour en admettre la réserve, une clause spéciale et formelle ¹.

2° — LE JUGE, DANS LES CAS PRÉVUS DANS L'ART. 1558, PEUT ACCORDER LE DROIT D'HYPOTHÉQUER LA DOT.

En dehors des clauses stipulées dans le contrat de mariage, il est des cas où les époux peuvent

1. Riom, 22 déc. 1846 ; S. 47. 2. 195 ; *Civ. rej.* 16 déc. 1856, S. 57. 1. 582.

être autorisés à aliéner les biens dotaux. Ces cas sont prévus par l'article 1558 du Ccde civil : « L'immeuble dotal, dit cet article, peut encore « être aliéné avec permission de justice et aux « enchères, après trois affiches... »

La question qui se pose ici est celle de savoir si, dans les hypothèses prévues par cet article, il est permis au juge d'autoriser aussi bien une constitution d'hypothèque de l'immeuble dotal que son aliénation.

M. Colmet de Santerre a soutenu la négative¹ en s'appuyant sur la lettre du texte, qui ne permet que l'aliénation ; de plus, il constate le danger pour l'immeuble dotal d'être exposé à être saisi ou vendu au moment le plus inopportun, dans des conditions souvent désastreuses.

Cependant, de nombreux arrêts et la majorité des auteurs admettent l'affirmative à juste titre, selon nous.

En effet, l'argument de texte invoqué par M. Colmet de Santerre ne nous paraît nullement probant ; nous répondrons que le mot aliéner est pris, par l'article 1558, dans son sens générique : l'aliénation qu'il prévoit est le procédé quelconque par lequel un propriétaire peut disposer de sa chose. Sans doute, nous avons enseigné l'opinion

1. DEMANTE et COLMET DE SANTERRE, *op. cit.* VI, n° 230 bis, XIII.

contraire pour la faculté d'aliéner réservée par le contrat de mariage ; mais il ne faut pas oublier que, dans les deux cas, les conditions sont fort différentes : l'hypothèque volontaire, en effet, est beaucoup plus dangereuse que l'aliénation volontaire, mais il n'en est pas de même de l'hypothèque autorisée par les tribunaux ; il n'y a plus à craindre ici les mêmes dangers ; les juges n'accorderont la permission d'hypothéquer qu'à bon escient et en connaissance de cause. De plus, en refusant le droit d'hypothéquer, on n'évite pas pour cela le danger d'une vente désastreuse, ou même d'une saisie. Il faut se souvenir, en effet, que, dans la plupart des cas, prévus par l'article 1558, il s'agit de substituer à une expropriation forcée imminente une adjudication volontaire. Or c'est précisément quand cette vente volontaire elle-même serait inopportune que le Tribunal pourra soustraire l'immeuble dotal à une vente néfaste en autorisant la constitution d'une hypothèque, soit au profit du créancier poursuivant, qui, grâce à cette garantie, accordera des délais, soit au profit d'un autre prêteur, qui le remboursera.

Il faut cependant nous garder d'une exagération : il ne faut pas aller jusqu'à dire que l'autorisation judiciaire d'aliéner implique celle d'hypothéquer ; car il n'en reste pas moins vrai que l'hypothèque, dans les circonstances où elle est

susceptible d'intervenir, offre plus d'inconvénients que l'aliénation, et il importe que le juge examine et étudie les conséquences dangereuses que comporte l'hypothèque.

Cette faculté pour la justice d'autoriser l'hypothèque du fonds dotal a été reconnue par la Cour de cassation: « Attendu, dit-elle, que la distinction entre la faculté d'aliéner et celle d'hypothéquer, admise à l'égard des femmes à raison de leur faiblesse ou de leur incapacité, et dans le but de les soustraire à un entraînement ruineux, ne peut se concevoir ni être admise quand il s'agit de l'autorisation de la justice, placée au-dessus de toute influence.... »

Si, sans obtenir l'autorisation de la justice, les époux ont conféré à un tiers une hypothèque sur un immeuble dotal, cette hypothèque sera nulle, même dans le cas où les deniers prêtés par le créancier auraient servi à désintéresser un créancier ayant un privilège ou une hypothèque grevant régulièrement cet immeuble, à moins que les époux n'aient rempli les conditions prescrites pour la subrogation conventionnelle.

1. 30 déc. 1850, S. 50, I-29.

SECTION II

Durée et Sanction de l'insaisissabilité

§ I

Durée

L'insaisissabilité dotale est douée d'une énergie toute particulière ; elle protège la femme indéfiniment. L'article 1554, en effet, déclare que les immeubles constitués en dot ne peuvent être aliénés ou hypothéqués *pendant le mariage* ; par conséquent, même après la séparation de biens, dont nous étudierons les effets dans notre deuxième partie. N'est-ce pas d'ailleurs, après la séparation de biens que l'inaliénabilité et, par suite, l'insaisissabilité dotale seront le plus nécessaires à la femme et aux enfants, alors que, par suite du mauvais état des affaires du mari, il ne restera probablement plus que la dot de la femme pour nourrir la famille ?

Ce n'est pas seulement après la séparation de biens que les biens dotaux resteront insaisissables ; même après la dissolution du mariage, ils resteront en dehors de l'action des créanciers envers lesquels la femme se sera engagée durant le mariage.

Cette solution, qui n'est pas formellement indiquée par le Code civil, est en harmonie avec les principes de notre droit et avec le but même du régime dotal, qui est de protéger la femme contre l'abus de pouvoir de son mari et contre elle-même. C'est ici qu'intervient la théorie de l'incapacité personnelle de la femme dotale, que nous avons adoptée en tête de notre étude.

Grâce à cette incapacité, il est nécessaire et logique que la dot soit soustraite à jamais à l'action des créanciers, qui, autrement, n'auraient qu'à attendre le moment de la dissolution du mariage pour saisir les biens dotaux.

Les partisans de l'indisponibilité réelle n'expliquent pas cet effet de la dotalité.

Cette persistance indéfinie de l'insaisissabilité a des conséquences intéressantes dans le cas où la dot a subi certaines transformations au moment de sa restitution. Ainsi, un mari qui a reçu une dot en valeurs mobilières cède à sa femme, à titre de dation en paiement, un immeuble à lui propre. Il est bien évident que cet immeuble ne sera pas dotal, aux termes de l'article 1553 du Code civil ; mais cependant il contient la valeur de la dot mobilière inaliénable à laquelle les créanciers ne pourront toucher. Ceux-ci pourront bien saisir l'immeuble et le faire vendre, mais on devra réserver sur le prix le montant de la dot. C'est la théorie de la représenta-

tion de la dot par les paraphernaux dont nous étudierons les effets dans notre seconde partie.

§ 2

Sanction

Supposons maintenant qu'en dépit de l'insaisissabilité dotale, un créancier opère indûment la saisie d'un immeuble de la femme : quelle sera la situation de celle-ci ? Sans aucun doute elle aura une action en nullité, mais elle ne pourra l'exercer qu'à partir de la dissolution du mariage ou de la séparation de biens ; car, jusque-là, c'est au mari seul qu'appartient cette action.

Il s'est élevé une difficulté sur le point de savoir si on doit, dans le cas particulier qui nous occupe, soumettre la femme aux exigences de l'article 728 du Code de procédure, ainsi conçu : « Les moyens de nullité, tant en la forme qu'au fond, contre la procédure qui précède la publication du cahier des charges, devront être proposés, à peine de déchéance, trois jours au plus tard avant cette publication. »

Dès 1823, un arrêt de la Cour de cassation a décidé que la femme qui attaque le jugement d'adjudication par voie de nullité, doit agir dans les délais fixés par le Code de procédure, ces délais étant applicables sans distinction à tout moyen

de nullité invoqué contre la saisie et l'adjudication qui s'en est suivie, de quelque cause qu'il provienne.

Mais on peut envisager la question sous un autre aspect, en se demandant si la femme, au lieu d'agir par voie d'action en nullité de l'adjudication, ne pourrait pas se mettre à l'abri de la déchéance qui atteint ce genre d'actions, en se posant comme tiers pour revendiquer sa dot, soit par voie de demande en distraction durant la procédure en expropriation, soit par voie de revendication proprement dite après l'adjudication définitive. Ici, la femme ne cherche plus à limiter la portée de l'article 728 du Code de procédure civile ; elle se place en dehors de cet article en prenant la situation d'un tiers.

Un arrêt de rejet de la Chambre civile, du 11 juin 1828 ¹, a consacré ce système en décidant que l'action en revendication formée par la femme dotale contre l'adjudicataire n'est point soumise à la déchéance écrite dans l'article 733 du Code de procédure civile pour les demandes en nullité de procédure, et la même solution a été donnée par deux arrêts de la Cour de Pau, des 5 mars 1833 et 16 juin 1849².

Mais on comprend sans peine que cette préten-

1. S. 1828, I-108.

2. D. P. 33-2-208 ; 50-2-81.

tion de la part de la femme, de se faire considérer comme un tiers relativement à une procédure dans laquelle elle a figuré conjointement avec son mari, prétention fondée sur ce qu'elle n'y a point figuré comme femme dotale, a dû rencontrer une vive opposition. Plusieurs arrêts, refusant d'admettre une semblable division de qualités dans la personne de la femme, ont jugé que la seule voie qui lui fût ouverte pour se faire réintégrer dans l'immeuble dotal saisi sur elle est la demande en nullité, demande soumise, dès lors aux délais déterminés par le Code de procédure ¹. D'après ces arrêts, l'action en distraction ou en revendication ne serait utilement engagée que si l'immeuble dotal avait été saisi sur le mari seul, comme appartenant à celui-ci ². C'est à cette dernière jurisprudence que se range aujourd'hui la Chambre des requêtes.

Entre les systèmes que devait inévitablement faire naître le conflit de deux principes opposés touchant également à l'ordre public, il est difficile de se prononcer. Cependant, nous inclinons vers l'opinion qui place au-dessus des avantages attachés à la stabilité des ventes judiciaires le respect d'une règle d'inaliénabilité éta-

1. Agen, 22 août 1834 ; Bordeaux, 1 fév. 1839 ; Amiens, 6 mars 1847 ; Caen, 14 mai 1849. D. P. 35, 2, 153 ; 39, 2, 102 ; 50, 2, 83.

2. Rouen, 26 juin 1824, D. A. 11. 824, n° 3.

blie en termes absolus, et sous les seules exceptions exprimées par la loi. Nous admettons que les délais fixés par le Code de procédure s'appliquent à toute attaque qui revêtirait la femme d'une action en nullité de la procédure d'expropriation, quelle qu'elle soit, et que la femme, si elle doit recourir à une telle action, c'est-à-dire si elle est partie dans la poursuite, chercherait vainement à se soustraire à la déchéance absolue résultant de l'expiration de ces délais. Mais la femme doit-elle être réputée avoir été partie au jugement d'adjudication par cela seul que les poursuites ont été dirigées contre elle et contre son mari, alors, d'ailleurs, que rien n'a pu révéler au ministère public la dotalité de l'immeuble ? Cette circonstance suffit-elle pour l'empêcher de venir plus tard réclamer une dot que la loi a voulu préserver de toute atteinte, dans son intérêt et dans celui de sa famille ? Nous hésitons fortement à le croire. Lorsque la femme veut invoquer cet intérêt de famille contre un acte sanctionné par la justice, il est vrai, mais lors duquel la dotalité n'a point été mise en jeu, n'agit-elle pas véritablement comme une personne demeurée étrangère aux poursuites d'expropriation ? Le rôle passif qu'elle garde le plus souvent dans ces poursuites serait-il de nature à compromettre sa dot plus que le consentement formel qu'elle aurait donné dans un acte de vente volontaire ? Et, si

un texte inflexible la prive, en cas de vente publique, de l'action en nullité qui lui est réservée en cas d'aliénation volontaire, n'est-il pas juste que la loi lui vienne en aide sous une autre forme, et serait-il bon que tout recours lui échappât, quand précisément elle a le plus besoin de protection, puisqu'il s'agit de la restituer contre les effets d'une dépossession consommée sans que sa volonté y ait activement pris part ?

Sans doute, le maintien d'une adjudication prononcée par la justice est fondé sur un intérêt public d'un ordre fort élevé ; mais est-ce à dire que cette adjudication soit absolument inattaquable ? L'adjudicataire n'a d'autres droits à la propriété que ceux appartenant au saisi. Il est donc de son devoir de rechercher si l'immeuble dont la vente judiciaire est poursuivie, est la propriété du saisi, et, si oui, il est également de son devoir d'examiner la nature de l'immeuble adjudgé, alors surtout qu'il est averti que cet immeuble appartient à une femme mariée. S'il néglige un tel soin, est-il aussi digne de faveur que la femme, qui n'a peut-être omis d'exciper de la dotalité de ses immeubles durant la procédure, que par ignorance, ou en cédant à une influence contre laquelle la loi a précisément voulu la protéger ?

A la vérité, l'adjudicataire a pu être trompé par les époux ; mais, ici encore, il y aurait lieu de se demander si les déclarations mensongères aux-

quelles la femme a concouru sont, de sa part, un acte de libre volonté, ou si elle n'a fait qu'obéir à son mari. Ce qui est certain, c'est que la mauvaise foi de la femme ne serait pas un obstacle à la revendication de sa dot contre un acquéreur volontaire, et c'est pour venir au secours des tiers qui traitent avec une femme mariée que la loi du 10 juillet 1850 a prescrit aux époux de déclarer, devant l'officier de l'état civil qui procède à la célébration du mariage, s'il a été fait un contrat de mariage, et, en cas d'affirmative, d'en indiquer la date et de faire connaître le notaire qui l'a reçu.

Enfin, il y a assurément de graves inconvénients dans l'état d'incertitude où se trouve la propriété d'un immeuble placé, après une adjudication publique, sous le coup d'une action en revendication dont la prescription est suspendue pendant le mariage, et qui peut ainsi, pendant longtemps, menacer la sécurité de l'adjudicataire et de ses sous-acquéreurs. Mais l'incertitude et les dangers d'éviction ne sont-ils pas les mêmes lorsque l'adjudication porte sur le bien d'autrui, et, quant à la suspension de la prescription, n'existerait-elle pas également si le véritable propriétaire était un mineur ou un interdit ?

La théorie qui soumet la femme au délai fatal de l'article 728 du Code de pr. civ. entraîne d'ailleurs pour elle une conséquence plutôt fâcheuse.

Supposons, en effet, qu'une femme dotale, de connivence avec un créancier complaisant ait laissé poursuivre sans protestation la saisie d'un de ses immeubles dotaux : une fois les délais de notre article 728 écoulés, l'adjudicataire de cet immeuble aura une situation inattaquable¹. Dans le même ordre d'idées, il a été décidé, au cas où une saisie-arrêt a été pratiquée sur une créance dotale que la femme cesse d'être recevable à en opposer la nullité lorsque le jugement qui l'a validée a acquis l'autorité de la chose jugée².

Ce résultat ne saurait être admis, car il va à l'encontre du principe de l'inaliénabilité. Le législateur qui a voulu protéger le bien dotal, ne saurait avoir admis une telle conséquence. Il serait illogique d'admettre qu'il a permis de réaliser indirectement ce qu'il a interdit de faire directement.

Maintenant que nous connaissons la cause, les caractères et l'étendue de l'insaisissabilité, nous allons envisager la situation des différents créanciers de la femme par rapport aux biens dotaux, en distinguant les créanciers envers lesquels la femme s'est engagée avant son mariage, et ceux dont le titre est postérieur au mariage.

1. Cassation 21 mai 1883 ; S. 85, 1, 493. AUBRY et RAU, t. V § 538, note 19.

2. Cassation 5 juillet 1900, D. 1901, 1, 199.

CHAPITRE II

CRÉANCIERS ANTÉRIEURS AU MARIAGE

SECTION I

De l'existence du droit de saisie

§ 1

L'adoption du régime dotal ne modifie pas les droits des créanciers hypothécaires

La femme, par le seul fait qu'elle se marie sous le régime dotal, peut-elle se dégager des obligations qu'elle a souscrites avant son mariage ? Et ses créanciers peuvent-ils se trouver dépouillés de toute garantie par suite d'une constitution en dot de tous biens présents et à venir qui n'était pas prévue et à laquelle ils ne peuvent s'opposer ?

En principe, un débiteur quelconque ne saurait par son fait, enlever à ses créanciers le gage sur lequel ils ont dû compter, et la femme, comme tout autre, n'échappe pas à cette règle d'intérêt général.

Cependant, il y a des distinctions à faire entre les créanciers auxquels la femme aurait, antérieu-

rement au mariage, conféré un droit spécial, hypothèque, gage ou nantissement, sur des biens particuliers, et entre ceux qui, n'ayant stipulé aucune garantie spéciale, n'ont que le droit de gage général que leur confère l'article 2092 du Code civil. Pour les premiers, il est évident que ni la femme ni le mari ne sauraient élever la prétention d'avoir, par leur contrat de mariage, affaibli à leur profit le droit réel, quel qu'il soit, acquis avant ce contrat et opposable à tout tiers détenteur. Le droit réel conféré antérieurement affecte la chose elle-même et subsiste indépendamment de tout événement ultérieur.

§ 2

Situation des créanciers chirographaires

Quant aux créanciers chirographaires, il y a deux cas dans lesquels les auteurs et la jurisprudence sont unanimes à reconnaître que leurs droits demeurent intacts :

1^o Lorsque la femme se constitue en dot tous ses biens présents. La dotalité, portant alors sur une universalité, frappe les biens qu'elle renferme avec leurs qualités actives et passives, avec les charges qui leur incombent, c'est-à-dire déduction faite des dettes ; comme le dit Marcadé ¹ : « Tout

1. Expl. du Code Napoléon, III, art. 1558.

« ensemble de biens, toute universalité reste
« tenue de son passif : « *non sunt bona, nisi ære*
« *deducto alieno.* »

2° Et lorsque la femme se constitue en dot un bien déterminé en fraude des droits de ses créanciers. Dans ce cas, l'article 1167 du Code civil devient applicable et les créanciers lésés peuvent intenter l'action paulienne pour faire prononcer la nullité de la constitution frauduleuse et poursuivre ensuite le recouvrement de leurs créances sur le bien qui en faisait l'objet.

En dehors de ces deux hypothèses, les opinions sont très partagées et les controverses vives sur le point de savoir si, au cas où l'épouse ne s'est constitué en dot que certains biens déterminés, les créanciers antérieurs au mariage sont admis à poursuivre l'expropriation de ces biens alors que ces dettes n'ont pas été mises spécialement à la charge de la dot.

Il y a sur cette question trois opinions en présence : une première opinion prétend que le patrimoine de la femme se trouve désormais partagé en deux : les biens paraphernaux d'une part et les biens dotaux d'autre part, les premiers étant seuls le gage des créanciers de l'épouse ; quant aux seconds, ils seraient soustraits à leur action, à moins qu'il n'y ait fraude dans la constitution de dot, auquel cas les créanciers pourraient intenter l'action paulienne. 1

Cette opinion est celle de Marcadé : « Le patri-
« moine de la femme est », dit-il, « divisé en deux
« parties, dont l'une, les biens paraphernaux,
« reste libre et forme toujours le gage des créan-
« ciers, d'après l'article 2093; tandis que l'autre,
« composée des biens dotaux, est soustraite à son
« droit de disposition et se trouve, sous ce rapport,
« dans le même cas que s'il s'agissait d'un tiers.
« Cela étant, il s'ensuit nécessairement que,
« quand la femme a fait, d'une manière efficace
« envers ses créanciers, passer un immeuble de
« son patrimoine libre dans son patrimoine ina-
« liénable, les créanciers ne peuvent pas plus
« l'exproprier que s'il était passé de ce patrimoine
« libre dans le patrimoine d'un tiers. De même
« donc que des créanciers ne peuvent se payer
« sur l'immeuble vendu par leur débiteur qu'en
« faisant constater l'inefficacité de la vente quant
« à eux, soit par suite de leur hypothèque anté-
« rieure à l'aliénation, soit à cause du caractère
« frauduleux de cette aliénation, de même ils
« ne pourront se payer sur l'immeuble indi-
« viduellement constitué en dot que pour l'une
« de ces deux causes d'hypothèque ou de fraude.
« En un mot, il n'importe pas ici de savoir où
« est allé l'immeuble de la femme ; ce qui décide
« la question, c'est ce fait que l'immeuble est

1. Expl. du Code Napoléon, v, art. 1558, p. 73.

« sorti du patrimoine libre et saisissable de la
« femme. »

Ainsi, Marcadé assimile la constitution de dot à une aliénation ; mais il ne nous dit pas dans quelle mesure la femme en se constituant un immeuble en dot, l'a rendu inaliénable. Or, comme le dit M. Guillouard¹, c'est justement là la question à résoudre, et la femme, en réglant ses conventions matrimoniales, ne doit pas pouvoir, du jour au lendemain, soustraire aux poursuites de ses créanciers des biens qui formaient déjà leur gage.

Reprenant cette théorie quelques années plus tard, Jouitou essaya de la justifier par d'autres arguments. D'après lui, en effet, elle ne serait qu'une conséquence forcée de l'article 1558-3° du Code civil, qui porte que l'immeuble dotal peut encore être aliéné avec la permission de justice « pour payer les dettes de la femme ou de
« ceux qui ont constitué la dot, lorsque ces dettes
« ont une date certaine antérieure au contrat de
« mariage. » Or il résulterait de là que, si l'on doit demander aux tribunaux la permission d'aliéner l'immeuble dotal, c'est apparemment que le juge peut refuser cette autorisation, et ceci prouve, d'après Jouitou, que les créanciers ne peuvent saisir l'immeuble dotal ; car, s'ils avaient ce droit, on ne comprendrait pas qu'ils dussent recourir à

1. *Du contrat de mariage*, t. IV, n° 2077.

une autorisation dont le défaut ne les gênerait en aucune façon ¹.

Cette argumentation nous paraît contradictoire; car, enfin, comment admettre que les rédacteurs du Code civil qui, en établissant le régime dotal, ont voulu soustraire la femme aux effets de ses engagements, aient pu en même temps lui fournir le moyen de donner satisfaction à des créanciers contre la poursuite desquels elle avait voulu se garantir ? Et puis, de deux choses l'une : ou bien les créanciers chirographaires antérieurs au mariage ont conservé, malgré la constitution de dot, le droit d'agir sur les biens de la femme, et alors ils n'ont aucune permission à demander pour exercer leur action ; ou bien ils ont perdu ce droit et, dans ce cas, l'autorisation du Tribunal ne saurait le leur rendre.

A notre avis, cette interprétation de l'article 1558-3° est erronée. Cet article ne s'occupe pas du tout de déterminer les droits des créanciers antérieurs au mariage ; car le législateur, si telle avait été son intention, ne se serait certainement pas contenté de sous-entendre ainsi la question, laissant à l'interprète le soin d'en découvrir le principe par voie de conséquence.

Il semble, au contraire, que le but véritable de l'article 1558-3° est de sauvegarder les intérêts de

1. JOURNÉ : Etude sur le système du régime dotal,

la femme en l'obligeant, chaque fois qu'elle sera menacée par les exigences d'un créancier, à recourir à la justice pour éviter les humiliations et les pertes d'une saisie imminente, et prévenir, par une vente volontaire, les poursuites en expropriation, toujours coûteuses. Et nous arrivons finalement à admettre que les créanciers chirographaires de la femme antérieurs au mariage conservent le droit de saisir le bien qu'elle s'est constitué en dot. D'ailleurs, pour nous, qui avons admis la théorie de l'incapacité personnelle de la femme dotale, il est facile de comprendre que celle-ci a beau perdre la capacité nécessaire pour contracter de nouvelles obligations, son patrimoine n'est pas affranchi pour cela de celles qui existaient antérieurement. La femme est bien devenue incapable de contracter de nouvelles dettes sur ses biens dotaux ; mais ce serait dépasser le but que d'opposer l'inaliénabilité dotale à des créanciers avec lesquels la femme a traité dans la plénitude de sa liberté ¹.

Une fois le droit de ces créanciers reconnu, il reste à en préciser l'étendue, et là nous trouvons encore deux opinions : l'une qui prétend que les créanciers antérieurs au mariage ont action sur la pleine propriété du bien dotal ; l'autre, au contraire, qui ne leur accorde que le droit de saisir la

1. Montpellier 13 novembre 1878, S. 79, 2, 65.

nue propriété, le droit de jouissance du mari devant être respecté. La discussion de ces deux opinions va faire l'objet de notre section deuxième, consacrée à l'étendue du droit de saisie des créanciers antérieurs au mariage.

SECTION II

Etendue du droit de saisie

Les opinions sont très divisées sur l'étendue des droits des créanciers chirographaires de la femme dotale antérieurs au mariage.

Certains auteurs admettent leur action sur la pleine propriété du bien dotal ¹.

Pour justifier cette théorie, on observe que la loi ne réserve nulle part au mari l'usufruit des biens dotaux de sa femme. Il recueille bien les fruits de la dot, mais c'est uniquement à titre d'indemnité, à raison de sa situation de chef de l'association conjugale ; il ne s'agit donc pas là d'un démembrement du droit de propriété analogue à l'usufruit, et ce qui le prouve, c'est qu'il n'a jamais été admis que le mari pût aliéner ou hypothéquer son droit.

Une autre opinion, enseignée par M. Guil-

1. SERIZIAT, *op. cit.* n° 167 ; TOULLIER, *op. cit.* XIV, n° 207 ; TAULIER, *op. cit.* V, p. 312 ; HUC, *op. cit.* IX, n° 474-475.

louard, restreint le droit des créanciers à la nue propriété des biens dotaux, il concilie ainsi les intérêts du mari et ceux des créanciers¹. « En permettant » dit-il « aux créanciers de « saisir la nue propriété des biens dotaux « et de la faire vendre, on donne satisfaction à « cette idée que la rédaction des conventions « matrimoniales n'a pas pu enlever aux créan- « ciers de la femme leur droit de gage général sur « tous les biens de leur débitrice, comme le ferait « une vente ; et, en limitant à la nue propriété « des biens dotaux le droit de poursuite des créan- « ciers, on respecte la jouissance conférée à titre « onéreux au mari sur les biens dotaux. »

Cette solution nous paraît être la meilleure, tant au point de vue juridique qu'au point de vue pratique. Malgré ses avantages, elle n'a pas entraîné la jurisprudence, qui, sans avoir un système bien arrêté, paraît admettre la saisie sur la pleine propriété du bien dotal : c'est la solution que paraît avoir adoptée un arrêt de la Cour de Montpellier, du 6 mars 1844². Mais il ne faut pas se montrer trop affirmatif sur cet arrêt, car un des motifs tend à faire croire que la constitution de dot était à titre universel, ce qui est en dehors du cas qui nous occupe.

1. GUILLOUARD. *Tr. du contr. de mar.* IV, n° 2077.

2. S. 45, 2, 11.

Un autre arrêt de la même Cour, du 14 novembre de la même année 1844 ¹, décide, au contraire, que, « quel que soit le vice du titre en vertu duquel « la dame de Monclar « détenait le sixième des moulins d'Agde....., « elle pouvait conférer des droits utiles sur « ses immeubles à des tiers de bonne foi....; « la convention matrimoniale par laquelle « ladite dame s'est constitué en dot cet immeuble est un contrat à titre onéreux qui a « conféré au sieur de Monclar un titre efficace, en « vertu duquel il a le droit d'exiger de jouir de « l'immeuble pendant la durée du mariage. » Et la Chambre des requêtes, sur le premier des deux pourvois formés contre cet arrêt ², reprend la formule « que la femme a pu conférer « des droits utiles à son mari, dont la bonne foi a « été reconnue, sur l'immeuble constitué en dot. » Il faut remarquer que, d'après l'arrêt de la Cour de Montpellier, du 14 novembre 1844, le délaissement de cet immeuble ne devait avoir lieu que postérieurement à la dissolution du mariage. Ceci se rapproche de la théorie enseignée par Marcadé; car il n'y a pas là saisie immédiate de la nue propriété du bien dotal. D'autre part, dans un arrêt du 13 novembre 1878, la même Cour de

1. S. 49, 1, 481.

2. S. 49, 1, 481.

Montpellier ¹, ne paraît pas avoir distingué entre la nue propriété du bien dotal et le droit de jouissance réservée au mari. Il s'agit, dans l'espèce, d'une créance, et la Cour paraît autoriser la saisie-arrêt sur la pleine propriété.

Enfin, il importe de citer un arrêt de la Cour de Bordeaux, du 29 août 1855 ² ainsi motivé : « Attendu, en ce qui concerne les droits
« du mari, que la constitution de dot n'emporte
« point aliénation en sa faveur ; qu'aux termes de
« l'article 1549, elle lui attribue seulement l'admi-
« nistration des biens dotaux ; qu'il n'en jouit
« donc qu'à la place de la femme parce que les
« fruits qu'ils produisent sont destinés à soutenir
« les charges du mariage.... ; qu'il n'a donc pas
« un droit distinct du droit de celle-ci qui opère
« en sa faveur un démembrement de la propriété
« et qui fasse obstacle à l'action des créanciers
« antérieurs au mariage ; que c'est à lui de s'in-
« former de la condition de celle à laquelle il
« s'unit ; qu'ainsi, l'article 1558.... ne réserve
« pas, comme le fait l'article 1555, la jouissance
« au mari..... »

Rodière et Pont ³ adoptent avec quelques variantes cette solution ; ils considèrent le mari

1. S. 79, 2, 65.

2. S. 56, 2, 679.

3. *Op. cit.* III, n° 1801.

comme tenu de laisser vendre la pleine propriété du bien dotal, s'il a connu la dette lors du mariage sa résistance dans ce cas le rendrait complice de la fraude dont est entachée la constitution de dot, s'il ne reste pas assez de paraphernaux pour libérer la femme. Mais cette tendance à faire payer les dettes antérieures au mariage sur les biens dotaux, seulement après épuisement des biens paraphernaux ne nous paraît pas très pratique, en dehors du cas spécial où la dette est garantie par une hypothèque grevant exclusivement des paraphernaux : aux termes de l'article 2209, en effet, le créancier devra commencer par saisir le bien hypothéqué. Dans toute autre hypothèse, il n'y a pas d'autre moyen pour arriver au résultat désiré que les délais de grâce accordés aux époux, s'ils les sollicitent, dans le but de s'acquitter de préférence avec des valeurs paraphernales.

M. Mongin, qui professe le système de l'indisponibilité réelle de la dot propose encore un moyen pour obtenir le résultat désiré¹. Bien qu'il admette que les biens dotaux sont indisponibles, il ne les place pas pour cela absolument en dehors du commerce, et, au cas où la femme s'est rendue insolvable en fraude des droits de ses créanciers antérieurs, il offre à ceux-ci l'action paulienne (article 1167), et, d'autre part, étant donné que

1. *Revue critique*, 1886, p. 97.

l'article 1558 permet à l'épouse de demander à la justice l'autorisation de vendre les immeubles dotaux aux enchères pour payer ses dettes anciennes, cette règle implique, en cas de négligence de la femme le droit pour ses créanciers de se substituer à elle en se fondant sur l'article 1166.

Prétendre d'abord que les créanciers peuvent invoquer l'action paulienne, c'est, il faut l'avouer leur accorder un droit bien insuffisant dans la plupart des cas. En effet, l'action, dans cette hypothèse, devra être intentée contre le mari qui a contracté à titre onéreux, et, pour réussir, il faudra prouver qu'il a été complice de la fraude. Mais, comment faire cette preuve ?

L'idée qui consiste à faire intervenir l'article 1558 paraît plus pratique, car les créanciers antérieurs au mariage n'ont plus ici à faire la preuve de l'intention frauduleuse ; mais il n'en reste pas moins que, dans le système de l'indisponibilité enseigné par M. Mongin, les créanciers antérieurs au mariage devront toujours se faire autoriser en justice avant d'intenter leurs poursuites sur les biens dotaux.

Maintenant que nous avons déterminé quels créanciers ont action sur le bien dotal, et dans quelle mesure ils peuvent le poursuivre, nous allons nous demander sous quelles conditions et en quelle forme ils peuvent exercer leurs droits.

SECTION III

Conditions d'exercice du droit de saisie

§ I

Le titre de créance doit être antérieur à la célébration du mariage

Pour conserver leur action sur les biens dotaux, les créanciers doivent avoir un titre antérieur au mariage ; mais ce titre doit-il être seulement antérieur à la célébration du mariage, ou bien doit-il précéder encore le contrat de mariage ?

L'article 1558-3° paraît formel dans ses termes :
« L'immeuble dotal, dit-il, peut encore être aliéné
« ... pour payer les dettes de la femme ou de
« ceux qui ont constitué la dot lorsque ces dettes
« ont une date certaine antérieure au contrat de
« mariage. » Et, comme on ne saurait contester que ce que dit cet article pour l'aliénation consentie par le Tribunal doit s'appliquer également au cas de saisie, il paraît certain que le titre de la créance doit être antérieur à la signature du contrat de mariage.

On retrouve là, d'ailleurs, dit-on, une application toute simple du motif qui a inspiré l'article 1404-2° pour le régime de la communauté. Il ne faut pas que, dans l'intervalle qui sépare la réali-

sation du contrat de mariage de la célébration du mariage, l'un des époux puisse modifier l'effet des conventions matrimoniales que tous deux ont librement conclues, et qu'ils doivent respecter comme représentant le gage de leur confiance réciproque. Or, de même que le régime de la communauté légale se trouverait modifié, si l'un des époux, avant la célébration, employait ses capitaux à acheter un immeuble, de même le régime dotal subirait une grave atteinte, si, préalablement à la célébration, la femme pouvait anéantir les effets de la constitution de dot en contractant des dettes dont la dot devrait répondre. « Le système contraire, disent Aubry et Rau (v, § 537), pourrait donner lieu à des fraudes concertées entre les époux, et laisserait en tout cas à la femme la possibilité de modifier, par des engagements contractés postérieurement à la passation du contrat de mariage, les effets que ce contrat doit produire. »

En somme, dans cette opinion, on s'appuie tant sur le texte formel de l'article 1558 que sur cette idée qu'il ne faut pas permettre à la femme de modifier ses conventions matrimoniales dans l'intervalle qui sépare la signature du contrat et la célébration du mariage ¹

L'article 1558-3° porte bien, il est vrai, que l'im-

1. GUILLOUARD, *Contrat de mariage* IV, n° 2032 et 2071.

meuble dotal peut être aliéné avec permission de justice : « Pour payer les dettes de la femme ou de ceux qui ont constitué la dot, lorsque ces dettes ont une date certaine antérieure au *contrat de mariage*. » Mais il faut remarquer que, souvent, le législateur de 1804 a employé cette expression de *contrat de mariage* pour désigner le mariage lui-même. C'est ainsi que l'article 2194 nous dit que l'hypothèque légale de la femme mariée datera du contrat de mariage, alors que l'article 2135 pose en principe que cette hypothèque légale prendra rang « au profit des femmes, pour raison de leur dot et conventions matrimoniales, sur les immeubles de leur mari et à compter du jour du mariage. »

D'ailleurs, les travaux préparatoires confirment cette théorie. On lit en effet, dans l'article 168 du projet qui est devenu l'article 1558 : « L'immeuble dotal peut encore être aliéné, avec permission de justice... pour payer les dettes de la femme ou de ceux qui ont constitué la dot, antérieures au contrat de mariage. » Et le conseiller d'Etat Berlier, dans l'exposé des motifs, s'exprimait ainsi dans la séance du 4 pluviôse an XII : « L'aliénation des immeubles dotaux pourra donc être autorisée dans les cas suivants... où pour payer les dettes de la femme antérieures au mariage. »

On voit donc que, bien que l'article 168 du

projet parlât de dettes *antérieures au contrat de mariage*, les orateurs qui expliquaient cette disposition parlaient de dettes antérieures au mariage.

Cette interprétation, au point de vue des principes, est d'accord avec l'article 1554, qui est le texte fondamental quant à la durée et aux conséquences de la dotalité. Cet article prohibe l'aliénation de l'immeuble dotal seulement pendant le mariage, c'est-à-dire seulement à partir de sa célébration. De même l'article 1561 porte que « les « immeubles dotaux non déclarés aliénables par « le contrat de mariage sont imprescriptibles « pendant le mariage. » Enfin, l'article 1399 nous dit formellement que « la communauté, soit légale, « soit conventionnelle, commence du jour du mariage contracté devant l'officier de l'état civil. » Cet article ne parle que de la communauté, mais personne ne conteste qu'il édicte un principe général applicable à tous les régimes matrimoniaux.

La doctrine qui prétend faire remonter l'inaliénabilité au jour du contrat de mariage nous paraît aussi ne pas prendre suffisamment en considération l'intérêt des tiers qui auront traité avec la femme dans l'intervalle de temps qui sépare le contrat de la célébration du mariage. La loi du 10 juillet 1850 a bien permis au tiers qui traite avec une femme de s'assurer si elle est mariée et

de connaître les règles qui gouvernent sa capacité civile : mais, il n'y a aucun moyen légal qui lui permette de découvrir les projets matrimoniaux d'une femme encore actuellement célibataire ou veuve ; ce serait à ne pas oser traiter dans ces conditions, car, en effet, comment savoir si une femme, au moment où elle contracte, ne vient pas de passer, en vue d'un mariage secrètement projeté, un contrat qui la soumet conditionnellement à l'incapacité dotale ?

Et puis, comment concilier cette rétroactivité de l'inaliénabilité au jour du contrat de mariage avec l'article 1410 qui porte que « la communauté « n'est tenue des dettes mobilières contractées « avant le mariage par la femme qu'autant « qu'elles résultent d'un acte authentique antérieur au mariage... » Et n'est-il pas beaucoup plus grave de faire retroagir la disposition qui enlève au créancier toute action sur les biens dotaux que celle qui restreint l'action de ce créancier à la nue propriété des biens propres ?

Enfin, ce système de la rétroactivité de l'inaliénabilité nous paraît contraire à la loi du 10 juillet 1850, qui, dans le but de protéger les tiers contre l'incapacité spéciale qui vient frapper l'épouse dotale, oblige les époux à faire mentionner leur contrat dans l'acte de célébration du mariage. Comment, dès lors, admettre que la clause d'inaliénabilité du bien puisse être opposée aux créanciers

de la femme à une époque où ces créanciers n'ont pas pu la soupçonner ?

La Cour de cassation, dans un arrêt de rejet de la Chambre civile, du 28 janvier 1891¹, admet la théorie que nous défendons. « Attendu, dit-elle, « qu'il ressort de l'arrêt attaqué que la créance « pour laquelle la saisie a été opérée remonte à une « date antérieure au mariage de la veuve B... « et, par conséquent, antérieure à la constitution « de dot et que les deniers saisis-arrêtés sont le « prix d'immeubles vendus depuis la dissolution « du mariage ; d'où il suit que l'inaliénabilité du « fonds dotal n'était pas opposable aux défen- « deurs, créanciers saisissants. »

En résumé, nous dirons que les mots « contrat de mariage » employés par l'article 1558 sont synonymes de « célébration du mariage », et que, par conséquent, pour conserver leurs droits sur les biens dotaux les créanciers de la femme ne sont tenus que de représenter un titre antérieur à la célébration du mariage. Sans doute, cette solution est désavantageuse pour le mari, mais, en somme, il peut en éviter les inconvénients en faisant procéder à la célébration du mariage aussitôt après la signature du contrat.

D'après l'article 1558-3°, il faut que les dettes aient une date certaine antérieure au contrat de mariage.

1. S. 93, I. 294.

Lorsque la dette est constatée par un acte authentique, ou si elle est mentionnée dans le contrat de mariage, il n'y a pas de difficulté: ces actes font foi de leur date par eux-mêmes. D'ailleurs, la constatation dans un acte authentique n'est pas exigée, et ce serait ajouter à la loi une disposition qui pourrait être fort désavantageuse pour les créanciers de la femme et pour son crédit, même antérieurement au mariage ¹. A plus forte raison ne doit-on pas exiger un titre exécutoire, comme le fit un arrêt de la Cour de Pau, du 18 mai 1863 ².

§ 2

Date certaine exigée pour le titre de créance résultant d'un acte sous seings privés

Lorsque la date résulte d'un acte sous seing privé, la date certaine doit-elle être établie par les moyens de l'article 1328 ? On objecte qu'aux termes de l'article 1322, l'acte sous seing privé a, contre celui qui l'a souscrit, la même force que l'acte authentique. Si l'on suppose que la femme a reconnu sa signature ou que, l'ayant déniée, un jugement a déclaré cette signature comme légalement reconnue, le créancier a entre les mains un titre qui fait foi de son contenu et de sa date jusqu'à

1. Montpellier, 13 novembre 1878, S. 79, II, 65.

2. S. 64, 2, 139.

inscription de faux et en vertu duquel il peut poursuivre le recouvrement de sa créance sur les biens dotaux. C'est ce qui a été jugé par un arrêt de la Cour de Montpellier, du 20 février 1865 ¹ : « At-
« tendu, y est-il dit, qu'il s'agit de conventions
« sous seings privés, opposées, non pas à des tiers
« et dont la date n'est certaine vis-à-vis d'eux
« qu'aux conditions prévues par l'article 1328 du
« Code civil, mais à celle qui les a souscrites et
« reconnues. »

A notre avis, il ya là une erreur qui consiste à vouloir appliquer à la femme dotale le droit commun contenu en l'article 1322, alors qu'ici on doit y admettre une dérogation. La femme, aux termes de l'article 1558, est traitée comme un tiers. Or, c'est à leur égard que la date certaine est exigée, d'après l'article 1328.

Et il est à remarquer que la formule absolue de l'article 1558 ne laisse pas de doute à ce sujet, même alors que les créanciers prétendraient, en saisissant, respecter le droit de jouissance du mari et se borner à saisir la nue propriété des biens dotaux : même dans ce cas, la date certaine est exigée. Ainsi donc, notre article 1558 ne fait pas une distinction analogue à celle contenue dans l'article 1410. Ce texte, à l'occasion de la communauté, distingue d'une part entre le mari qu'il assimile à

¹ 1. 1865, II 95.

un tiers quant à la jouissance du bien, ce qui entraîne à son égard l'application de l'article 1328, et, d'autre part, la femme nue propriétaire de ses biens propres vis-à-vis de laquelle la date du billet par elle souscrit est réputée sincère. (Art. 1322.) Dans notre hypothèse, nous ne trouvons rien de semblable. La femme dotale est assimilée à un tiers en tant que la date de l'obligation est réputée suspecte.

Si l'on n'admettait pas cette solution, on se trouverait dans l'alternative suivante : ou bien la femme reconnaît sa signature et confère ainsi à son créancier le bénéfice de la date certaine, et alors elle pourra valider son engagement, malgré la dotalité, puisqu'il lui suffira pour cela de l'antidater. Mais ce résultat n'est-il pas visiblement contraire aux intentions du législateur qui, en exigeant la date certaine antérieure au mariage, a justement voulu empêcher la femme de violer, par une antidate, le principe de l'inaliénabilité ? Ou bien la femme méconnaît sa signature ; mais alors, la question d'antériorité va être laissée à l'appréciation des tribunaux et l'on ne voit plus pourquoi l'article 1558 exigerait la date certaine.

Ces conséquences réfutent d'elles-mêmes le principe qui les engendre. D'ailleurs, l'article 1328 établit le droit commun, et, puisque aucun texte n'y déroge expressément, c'est à cet article que nous devons recourir, sous peine de tomber dans l'arbitraire.

Faisant une juste application du principe que nous venons d'admettre, nous dirons qu'une obligation quelconque qui, avant le mariage, pouvait se prouver par témoins, continuera à être susceptible de ce mode de preuve, même lorsque la femme se sera soumise par la suite au régime dotal. Ainsi, une dette commerciale, quel que soit son chiffre, pourra toujours être attestée par les livres de commerce ou par des témoignages, des présomptions... Cette solution a été admise par un arrêt de la Cour de cassation du 1^{er} décembre 1830 (30, 1, 176) cassant un arrêt de la Cour de Rouen, du 30 août 1828. Cet arrêt décide que les lettres de change souscrites pour prêts faits à une société commerciale dont faisait partie une femme, mariée depuis sous le régime dotal, ont pu, en l'absence de toute fraude, être déclarées avoir date certaine antérieure au mariage, quoiqu'elles n'eussent été enregistrées que postérieurement. Dans l'espèce, la Cour de cassation s'était basée sur ce fait qu'il résultait des circonstances de la cause que les prêts étaient antérieurs au mariage. « Attendu, dit cet arrêt, « qu'aux termes de l'article 1558, le bien dotal « peut être aliéné pour payer les dettes de la « femme, lorsque ces dettes ont une date certaine « antérieure au contrat de mariage ; — que l'arrêt du 30 août 1828 a reconnu en fait que l'obligation souscrite par la défenderesse au profit « du demandeur en cassation le 1^{er} avril 1823, a

« une date certaine antérieure au contrat de mariage de la défenderesse...; qu'il suit de là qu'aux termes de l'article précité, cette dette est exécutoire sur les biens dotaux de la défenderesse... »

Nous croyons, toujours en vertu du même principe qu'une dette civile, dont le montant n'excéderait pas 150 francs, serait susceptible d'être établie par tout autre mode de preuve que ceux indiqués par l'article 1328.

En tout cas, c'est seulement à l'égard des biens dotaux que l'article 1558-3^o exige la date certaine des dettes dont les créanciers antérieurs au mariage prétendent poursuivre le recouvrement. Les biens paraphernaux restent en dehors des prévisions de ce texte, et, par conséquent, le mari, n'ayant aucun droit de jouissance sur ces biens, serait mal fondé, selon nous, à s'opposer à la saisie de la pleine propriété d'un paraphernal, sous prétexte que l'engagement opposé à la femme et souscrit par elle n'a pas date certaine antérieure à la célébration du mariage.

SECTION IV

Du droit de saisie sur les biens constitués en dot par un tiers

Nous avons, jusqu'ici, envisagé les poursuites des créanciers antérieurs au mariage, uniquement sur les biens constitués en dot par la femme elle-

même; nous allons étudier, sous la présente section, la situation des biens constitués en dot par un tiers, vis-à-vis des créanciers du constituant et de ceux de la femme.²³

Il n'est pas douteux que ces biens sont saisissables par les créanciers du constituant, si la dette de celui-ci a été mise spécialement à la charge de la dot. C'est notamment ce qui se produit lorsque l'immeuble constitué en dot est grevé d'hypothèques. Le bien arrive à la femme avec les charges antérieurement créées, et celles-ci subsistent malgré la dotalité.

En dehors de ce cas, et lorsqu'il s'agit d'une constitution à titre universel, faut-il encore admettre, sur les biens ainsi constitués en dot, la saisie des créanciers purement chirographaires dont la créance n'a pas été mise spécialement à la charge de la dot ? Ou, au contraire, doit-on n'accorder ce droit qu'aux créanciers envers lesquels la femme se trouve tenue personnellement ou hypothécairement ?

Pour autoriser l'action de tous les créanciers du constituant indistinctement, on a invoqué l'article 1558 al.3, qui autorise l'aliénation de la dot, à la seule condition qu'il s'agisse de dettes dont le constituant fût grevé. Ce texte n'exige pas du tout, dit-on, que la femme soit tenue personnellement de ces dettes. « On a pensé, dit M. Colmet de San-
« terre, que le paiement des dettes du constituant,

« souvent un père, un ascendant, pouvait intéresser l'honneur de la famille, et que cet intérêt moral était supérieur à celui de la conservation de la dot. »

Ces considérations morales ont sans doute leur importance ; mais elles ne nous paraissent pas suffisamment fortes pour faire obstacle à l'insaisissabilité du bien dotal. Comment admettre, en effet, que le législateur ait dérogé au principe de l'inaliénabilité, qui conserve la dot d'une manière si rigoureuse, pour permettre que la femme soit ainsi dépouillée par des créanciers qui, en définitive, ne sont pas les siens ? Aussi, croyons-nous que l'article 1558, al. 3, lorsqu'il permet l'aliénation de la dot pour payer les dettes du constituant, vise seulement l'hypothèse où ces dettes sont devenues dettes personnelles de la femme ; on comprend à merveille alors que la loi mette sur la même ligne les dettes de la femme et celles du constituant : car les unes et les autres sont exécutoires sur la dot.

Quant aux créanciers purement personnels de la femme, nous donnerons la même solution. La constitution de dot qui intervient postérieurement à la naissance de leur créance doit leur rester absolument étrangère. Les biens donnés n'appartenaient pas à la femme lorsqu'elle a traité, et, par suite, ils n'ont jamais fait partie de leur gage.

On a beau objecter qu'aux termes de l'article 2092, quiconque s'est obligé personnellement est

tenu de remplir ses engagements sur tous ses biens présents et à venir nous répondons que les biens ainsi constitués en dot ne sont entrés dans le patrimoine de la femme que sous cette condition d'inaliénabilité et que, par conséquent, à aucun moment, ils n'ont été le gage des créanciers antérieurs de la femme. D'ailleurs, ces créanciers n'ont pas à se plaindre ; puisqu'ils n'ont jamais dû compter sur ces biens, leurs droits ne sont nullement sacrifiés. Quant aux créanciers chirographaires, nous ferons remarquer que la femme pouvait rendre la condition des uns plus dure que celle des autres, en accordant à quelques-uns seulement une hypothèque sur les biens qu'elle possédait.

Nous en avons terminé avec l'étude des droits des créanciers antérieurs au mariage ; nous allons, dans le chapitre suivant, étudier les restrictions que le régime dotal apporte au droit de poursuite des créanciers qui ont traité avec la femme durant le mariage.

CHAPITRE III

CRÉANCIERS POSTÉRIEURS AU MARIAGE

La règle de l'inaliénabilité des biens dotaux entraîne fatalement après elle l'interdiction pour la femme d'affecter ses biens dotaux à l'acquittement de ses obligations, et, par suite, l'application de l'article 2092, aux termes duquel tous les biens présents et à venir d'un débiteur sont le gage de ses créanciers, reçoit ici une grave restriction. Autrement, la femme ferait indirectement ce que la loi lui défend de faire directement ; car affecter un bien quelconque à la garantie d'un engagement, c'est accorder au créancier le droit de le faire vendre, s'il n'est pas payé au moment de l'échéance. Si cette faculté était laissée à la femme, il lui serait trop facile d'éluder une règle établie dans son intérêt et dans celui de ses enfants.

La femme commune, de même que la femme dotale, ne peut obliger la communauté par ses engagements ; mais, pour un motif différent : les biens qui composent la communauté ne lui appartiennent pas. Il en résulte que, même à raison de

ses délits ou de ses quasi-délits, elle ne saurait l'engager, puisqu'elle n'en est pas propriétaire, tandis qu'une femme mariée sous le régime dota engage parfaitement, comme nous le verrons, ses biens dotaux par les délits ou quasi-délits qu'elle commet.

On est d'accord pour appliquer cette règle de l'insaisissabilité aux obligations conventionnelles. Le créancier dont le titre est postérieur au mariage ne pourra, par conséquent, se faire consentir sur l'immeuble dotal aucune hypothèque (l'article 1554 l'interdit formellement) ; il ne pourra pas non plus poursuivre les biens dotaux en qualité de créancier chirographaire, car ces biens ne rentrent pas dans le droit de gage général dont parle l'article 2092.

Ces créanciers ne seront pas d'ailleurs, par là même, complètement désarmés. Ils conservent leur liberté de poursuite sur le patrimoine paraphernal de la femme, et sur les biens qui lui adviendront après la dissolution du mariage. Ayant traité avec une femme frappée d'une incapacité spéciale, il est naturel que celle-ci ne leur transmette que des droits restreints, et il n'est pas injuste qu'ils en subissent les conséquences. C'est avec raison qu'on a qualifié d'insolvabilité contractuelle cette situation particulière de la femme dotale vis-à-vis de ses créanciers.

Le principe de l'inaliénabilité est si rigoureux,

que la femme ne pourrait même pas engager ses biens dotaux durant le mariage, en confirmant une obligation annulable ou rescindable contractée par elle avant la célébration dumariage. En effet, au moment où se produit cette confirmation, la femme se trouve frappée de l'incapacité d'engager une partie de son patrimoine, et, par conséquent, dans cette mesure, la confirmation émanerait d'une incapable. Or il n'est permis de confirmer un acte annulable en rescindable qu'en état de pleine capacité. Cette solution , d'ailleurs, est conforme au principe de l'incapacité personnelle de la femme. « C'est ainsi », dit M. Guillouard ¹ « que les créanciers d'un mineur ou d'un inter-
« dit n'ont pas d'action sur les biens de leur
« débiteur, même après la majorité ou la main-
« levée de l'interdiction. Leur titre est né impar-
« fait, et il demeure tel tant qu'il n'a pas été ratifié
« par le mineur devenu majeur, ou l'ancien inter-
« dit relevé de son interdiction... »

L'article 1557 permet à la femme de se réserver, dans son contrat de mariage, la faculté d'aliéner l'immeuble dotal, et nous avons vu qu'elle pouvait de même se réserver le droit de l'hypothéquer. Mais ces clauses ne modifient en rien la situation des créanciers chirographaires antérieurs au mariage. La femme peut alors, il est

1. IV, n° 2080.

vrai, conférer une hypothèque sur ses biens dotaux à ses créanciers, mais ceux auxquels elle n'en a pas accordé ne sont pas autorisés à poursuivre ces biens. Le caractère exceptionnel de ces clauses exige qu'on leur applique l'interprétation restrictive.

Les créanciers ne peuvent donc pas saisir le fonds dotal : cette insaisissabilité est-elle absolue, en ce sens qu'elle s'appliquerait à la pleine propriété ? Ou, au contraire, ne s'applique-t-elle qu'au fonds dotal proprement dit, sans atteindre les fruits ou revenus de la dot ? C'est ce que nous allons étudier dans notre première section.

SECTION I

Insaisissabilité des revenus dotaux

Les créanciers, soit du mari, soit de la femme, à défaut du fonds dotal lui-même, peuvent-ils du moins saisir les fruits et revenus de la dot ? Cette question doit être étudiée séparément pour le cas où il s'agit des fruits et revenus perçus ou échus, et pour celui où il s'agit de fruits et revenus futurs.

§ 1

Fruits ou revenus acquis

Si les revenus de la dot sont échus ou perçus, on est aujourd'hui d'accord pour reconnaître

que le mari peut en disposer à son gré, et que ses créanciers peuvent les saisir. Une fois dans ses mains, en effet, ils se confondent juridiquement avec ses autres biens, et les créanciers de la femme ne sauraient y prétendre aucun droit.

Mais, si les revenus demeurent pleinement aliénables et saisissables, il n'en est pas de même du droit de jouissance lui-même, qui appartient au mari sur les revenus dotaux : il s'agit là d'un droit de jouissance légale qui est nécessairement attaché à la personne du mari, et qui est inaliénable et insaisissable entre ses mains, au même titre que le droit de jouissance légale du père ou de la mère sur les biens de leurs enfants.

Laurent soutient énergiquement la thèse contraire : « A notre avis », dit-il ¹, « le mari peut « céder son droit aux fruits, quelle que soit « la qualification qu'on veut lui donner, que « ce soit un usufruit ou une jouissance d'une « nature particulière. Tout droit peut être cédé, « à moins que la loi ne le déclare incessible. Par « application de ce principe, la loi dispose que « l'usufruitier peut céder son droit (art. 595) ; le « preneur peut céder son bail (art. 1717) ; le mari « doit avoir le même droit, puisque aucune loi « ne le lui défend. »

Cette doctrine n'est plus défendue aujourd'hui.

1. XXIII, n° 484.

Elle présenterait d'ailleurs, au point de vue pratique, un résultat déplorable. L'inaliénabilité dotale serait chose inutile dans l'intérêt de la famille tant que la séparation de biens n'aurait pas été prononcée, puisque les revenus de la dot pourraient être indéfiniment aliénés par le mari ou saisis par ses créanciers. Tant que le mari conserverait la jouissance, l'inaliénabilité dotale se réduirait à l'inaliénabilité des biens dotaux.

§ 2

Fruits ou revenus futurs

Nous avons, pour cette hypothèse, trois opinions en présence. D'après certains auteurs, le mari aurait la libre disposition des revenus futurs, comme des revenus acquis, et ses créanciers auraient sur eux les mêmes droits que sur ceux-ci. D'autres auteurs, à l'inverse, sont partisans d'une insaisissabilité absolue. Enfin, une opinion intermédiaire, qui a été adoptée par la jurisprudence, déclare les revenus futurs saisissables seulement pour la portion qui excède les besoins du ménage.

La théorie de l'insaisissabilité absolue des revenus est défendue par M. Colmet de Santerre, qui n'admet aucune distinction : « L'inaliénabilité, dit-il, ne peut venir que de la convention

« matrimoniale, toute la dot est inaliénable, alors
« même qu'elle est plus considérable qu'il n'est né-
« cessaire pour subvenir aux besoins présents et à
« venir de la famille. Ce qui est vrai du fonds dotal
« doit l'être de la jouissance. Si l'usufruit de la
« dot est inaliénable, ce ne peut être qu'en vertu
« de l'article 1554, et cet article ne connaît pas
« les distinctions arbitraires entre l'utile et le
« superflu ; il reconnaît aux parties le droit
« d'avoir rendu inaliénable tout ce qu'elles ont
« voulu¹. »

Cette opinion nous paraît devoir être rejetée ; car, si la dot reste la propriété de la femme, il n'est pas moins vrai que les revenus dotaux sont apportés au mari « pour supporter les charges « du mariage », dit l'article 1540. Au delà de cette mesure, comment justifierait-on l'inaliénabilité de ces mêmes revenus ? et à quoi servirait-il d'immobiliser cet excédent entre les mains du mari ?

En sens inverse, Laurent prétend que ces mêmes revenus doivent être saisissables pour le tout. L'article 1540, dit-il, est écrit aussi bien pour le régime de la communauté que pour le régime dotal. Or personne n'a jamais soutenu que les revenus dotaux ne peuvent pas être saisis sous le régime de la communauté.

1. IV, n° 226 *bis* IX.

A cette opinion, nous répondrons, avec M. Guillouard, ¹ que « les revenus de la dot ont la même « destination sous les deux régimes ; mais, sous « l'un, ils sont cessibles et saisissables, comme « la dot elle-même, tandis que, sous l'autre, ils « sont protégés par l'inaliénabilité dotale ».

Reste la doctrine intermédiaire, que nous préférons, et d'après laquelle les fruits futurs de la dot sont inaliénables comme la dot elle-même, mais seulement dans la mesure où ils sont nécessaires aux besoins du ménage. « Les revenus des biens dotaux, dit M. Guillouard, le défenseur de cette « théorie, doivent d'abord servir aux besoins du « ménage : c'est dans ce but qu'ils sont apportés « au mari ; c'est dans cette mesure qu'ils sont « vraiment dotaux, et par suite, inaliénables. « Mais, lorsque le mari a fait face à ces besoins, « l'excédent lui appartient, et nous ne voyons pas « à quel titre il serait inaliénable. »

Cette théorie à raison des limitations qu'elle comporte, demande à être étudiée à trois époques différentes : 1^o au cours du mariage, avant la séparation de biens ; 2^o après la séparation de biens ; 3^o et après la dissolution du mariage.

1^o — PENDANT LE MARIAGE

Il est certain que, pendant le mariage, les

1. IV, n^o 1817.

créanciers de l'épouse n'ont point action sur ces biens. Toute cession par elle consentie, même de l'excédent des revenus futurs sur les besoins du ménage, est nulle, et ne devient même pas efficace une fois la séparation prononcée. « La raison en « est », lisons-nous dans un arrêt de la Chambre des requêtes du 14 août 1883 ¹, « qu'au jour de « l'engagement de la femme, la disposition desdits « revenus appartenait au mari exclusivement ;... « que cet empêchement... ». Il ne s'agit point ici d'un simple empêchement de fait, car alors, dès que l'obstacle, purement matériel, causé par la jouissance du mari aurait disparu par la séparation de biens, les créanciers de la femme recouvreraient leur droit de saisie. L'empêchement auquel cet arrêt fait allusion est un empêchement de droit, causé par l'incapacité dont est frappée la femme dotale tant qu'elle n'a pas recouvré l'administration de ses biens dotaux.

Durant le mariage, les revenus totaux ne peuvent donc être le gage que des créanciers du mari. Et c'est ici qu'il importe de concilier le droit de ces créanciers avec le principe de l'inaliénabilité dotale, c'est-à-dire de concilier la disposition de l'article 1540 avec celle de l'article 1554. Qu'on ne dise pas, comme le fait M. Laurent, que la destination des fruits « n'a rien de commun avec l'ina-

1. S. 86. 1. 37.

« liénabilité du fonds dotal ». Toutes ces dispositions tendent vers un but unique : la conservation de la dot. Or, pour arriver à ce résultat, il importe de ne pas épuiser les moyens ordinaires de subsistance du ménage ; par conséquent, l'inaliénabilité de la propriété a forcément comme corollaire une certaine indisponibilité des revenus. Mais, à l'inverse, il serait excessif de déclarer inaliénables, d'une manière absolue, tous les revenus des biens dotaux. Cela serait même, semble-t-il, contraire au bon sens et à la destination normale de ces biens, qui, pour être affectés utilement aux besoins du ménage, doivent nécessairement être dépensés.

C'est par la combinaison de ces idées que la jurisprudence et un grand nombre d'auteurs sont arrivés à cette conclusion que les revenus des biens dotaux ne sont frappés d'indisponibilité que dans la mesure où ils correspondent aux besoins du ménage, et que l'indisponibilité qui les frappe a pour effet de les empêcher d'être détournés de leur affectation légale ¹.

Lorsqu'il s'agit des créanciers à raison des charges du ménage, il n'y a pas de doute : ils doivent pouvoir saisir les revenus qui sont préci-

1. Cass. 27 avril 1880, 1, 360 ; AUBRY et RAU, *op. cit.*, t. V, p. 553 et 554 § 535 ; RODIÈRE et PONT, t. III, n° 1765 ; GUILLOUARD, *op. cit.* t. IV, nos 1816, 1817, 1818, 1973.

sément destinés à supporter ces charges. Quant aux autres créanciers du mari, le juge évaluera la portion qui excède les dépenses occasionnées par l'entretien du ménage, et qu'ils pourront saisir. Car le mari, peut-on dire, n'est propriétaire des revenus dotaux qu'à la condition de subvenir aux besoins de la famille, et il lui est interdit de détourner les revenus de ce but. Et, s'il ne peut pas accomplir un semblable détournement, il est clair que ses créanciers ne le peuvent pas pour lui.

2° — APRÈS LA SÉPARATION DE BIENS

Lorsque la séparation est intervenue, soit d'une façon principale, soit, depuis la loi du 6 février 1893, accessoirement à une séparation de corps, il faut appliquer aux créanciers de la femme les mêmes principes qu'aux créanciers du mari. C'est désormais la femme qui a la jouissance des biens dotaux ; c'est elle qui doit pourvoir aux charges du ménage, et les créanciers postérieurs à la séparation ne pourront saisir les revenus dotaux que pour la partie excédant les besoins de la famille.

Dans le cas où la femme, par son contrat de mariage, s'est réservé le droit de toucher une portion de ses revenus pour son entretien personnel, il peut y avoir difficulté pour savoir si les créanciers de la femme auront action sur eux. Il s'agit là, d'ailleurs, d'une pure question d'interprétation.

S'il ressort clairement des termes du contrat que la femme a entendu se réserver l'administration et la jouissance des biens qui se trouvent ainsi exclus d'une constitution de dot générale, les revenus constitueront alors des paraphernaux saisissables pour le tout par les créanciers de l'épouse. Lorsque, au contraire, la femme n'a fait que se réserver le droit de toucher, sur ses simples quittances, les revenus de ses biens dotaux, il nous paraîtrait téméraire de prétendre soustraire ces biens au principe de la dotalité. Tout ce qu'il est permis de dire, c'est que les époux ont voulu adopter un régime de séparation de biens plus ou moins étendu.

3° — APRÈS LA DISSOLUTION DU MARIAGE

Il n'est pas douteux que les créanciers postérieurs à la dissolution puissent saisir pour le tout les revenus des biens qui furent dotaux. Mais quels seront les droits des créanciers antérieurs à cette dissolution ?

En ce qui concerne les créanciers à raison d'obligations contractées par la femme au cours du mariage, nous savons que, tant que dure le droit de jouissance du mari, ils ne peuvent pas saisir les revenus des immeubles dotaux¹; mais, une

1. Civ. Cass. 28 juillet 1859. S. 59, 1 — 666.

fois le mariage dissous, s'ils ne peuvent pas se faire payer sur les immeubles eux-mêmes, ne leur est-il pas permis, tout au moins, de poursuivre le recouvrement de leurs créances sur les revenus ? Il peut s'agir de même de créanciers envers lesquels la femme a traité depuis une séparation de biens. Tant qu'a duré la séparation, ils ont pu saisir le superflu des revenus dotaux, par rapport aux charges du ménage. Leur droit de saisie ne va-t-il pas devenir plus étendu maintenant que le mariage a pris fin ? Nous répondrons que les créanciers antérieurs à la dissolution du mariage ne peuvent pas plus saisir les revenus des biens dotaux que ces biens eux-mêmes ; autrement, le bien dotal serait sans doute conservé, mais il se trouverait enlevé à la femme et à la famille juste au moment où ceux-ci peuvent en avoir le plus besoin. Il en sera de même pour les créanciers de l'épouse postérieurs à la séparation de biens : leur droit de saisie, loin de se développer, disparaîtra complètement, à moins, bien entendu, qu'il ne s'agisse de créanciers qui ont traité avec la femme à raison des charges du ménage.

En résumé, nous avons constaté précédemment qu'en principe, le fonds dotal ne répond pas des obligations conventionnelles contractées par l'épouse au cours du mariage ; nous venons de voir dans la présente section dans quelle proportion les revenus des biens dotaux répondent de ces

obligations. Nous allons étudier maintenant la situation de ces mêmes biens par rapport aux obligations non conventionnelles nées pendant le mariage.

SECTION II

Insaisissabilité des biens dotaux à raison des quasi-contrats

Le principe de l'insaisissabilité des biens dotaux est-il encore applicable lorsque la femme est devenue débitrice, en dehors de toute convention, par un quasi-contrat ?

Il est universellement admis que la femme ne peut pas plus aliéner sa dot par l'effet d'un quasi-contrat que par l'effet d'un contrat. L'article 1554 ne fait pas de distinction ; il se borne à dire que le fonds dotal est inaliénable. D'ailleurs, qu'il s'agisse d'un contrat ou d'un quasi-contrat, les dangers sont les mêmes avec les deux modes d'aliénation.

§ 1

Gestion d'affaires

Étudions d'abord l'application de ce principe dans le contrat de gestion d'affaires. Ici, la femme peut jouer le rôle actif, c'est-à-dire celui de gérante d'affaire, ou, à l'inverse, elle peut jouer le rôle passif ; c'est le cas où sa dot se trouve gérée par un tiers.

Dans le premier cas, lorsque la femme se sera immiscée dans la gestion des biens d'autrui, les biens dotaux ne seront pas engagés par les obligations qu'elle a pu contracter au cours de sa gestion; car, vis-à-vis des tiers avec lesquels elle a traité, elle a contracté de véritables obligations conventionnelles. De plus, il ne faut pas oublier que, pour que l'obligation née d'un quasi-contrat engage les biens de la personne de laquelle il émane, il est nécessaire que cette personne soit capable; sinon, elle n'est pas tenue pour obligée, et la loi restitue un incapable contre les conséquences fâcheuses d'une convention qu'il a passée avec un tiers ; à plus forte raison, devra-t-elle le restituer contre les résultats funestes d'un acte accompli par sa seule volonté. Or nous savons que la femme dotale est frappée de l'incapacité d'aliéner sa dot. Quant aux obligations qui naissent au profit de celui dont l'affaire a été gérée et à la charge de l'épouse, soit parce que cette dernière a recueilli ou encaissé des fonds, soit parce qu'elle est passible de dommages-intérêts à raison de fautes ou de négligences par elle commises, il ne s'agit là que de conséquences de faits licites et volontaires ne pouvant engager les biens dotaux. Il ne pourrait en être autrement que si la femme s'était rendue coupable d'un véritable délit.

Dans le second cas, c'est-à-dire lorsque le fonds dotal a été géré par un tiers, la plupart des auteurs

estiment que les biens dotaux ne sont pas davantage engagés. Aubry et Rau, font valoir en faveur de cette opinion, non pas l'incapacité personnelle de la femme, qui n'a pas été partie active à l'acte, « mais une impossibilité réelle qui dé-
« coule de l'inaliénabilité des biens dotaux ». Ces auteurs ne prévoient qu'une difficulté possible; c'est « dans le cas où la gestion entreprise par les
« tiers aurait eu pour objet des biens dotaux »; mais, dans ce cas, ils pensent encore qu'il faut s'en tenir au principe que les biens dotaux ne peuvent être engagés dans l'intérêt de la dot qu'avec l'autorisation de justice ¹. M. Guillouard professe la même opinion, à savoir que « les créan-
« ciers qui ont ainsi géré l'affaire de la femme
« ont bien celle-ci pour obligée ; mais que, comme
« elle est incapable d'engager le fonds dotal, ils
« ne pourront exercer sur ce fonds aucune action,
« même l'action *de in rem verso* ». ²

Cette opinion nous paraît exagérée, et nous ne voyons qu'un seul cas où l'on pourrait se montrer sévère pour l'évaluation de l'enrichissement : c'est celui où le mari aurait lui-même amélioré le fonds total ; car nous savons qu'une des principales causes de l'incapacité dotale est la crainte des abus d'influence du mari, et il peut être dan-

1. AUBRY et RAU V, § 538, note 31, p. 614.

2. GUILLOUARD., t. IV, n° 1861.

gereux de permettre à celui-ci de faire, sur le bien dotal, des améliorations en disproportion avec la fortune de la femme. Il ne faut pas oublier que le mari n'est pas, vis-à-vis des biens dotaux, un simple gérant d'affaires : il les administre en vertu d'un mandat qui lui a été confié par le contrat de mariage ; il doit veiller à leur conservation et à leur entretien. S'il fait des améliorations en sortant des limites de ce mandat, du moins elles ont été réalisées accessoirement à son exécution ; peut-être mêmes l'ont-elles été en vertu de la volonté expresse ou tacite de la femme. L'obligation qui pèse sur l'épouse de rembourser au mari ses impenses utiles, à concurrence de la plus-value, n'est-elle pas, dès lors, viciée par l'incapacité dotale, en tant qu'il voudrait en poursuivre l'exécution sur les biens dotaux ?

Mais, en dehors de ce cas spécial, où c'est le mari qui s'est constitué le gérant des biens dotaux, la théorie défendue par MM Aubry et Rau et Gaillouard ne nous paraît pas devoir être admise.

D'abord, elle consacre une injustice, car elle constitue pour la femme un enrichissement aux dépens d'autrui, que ne commande nullement le principe de l'inaliénabilité dotale ; comme le dit fort bien Sériziat (n° 132), il a pour but d'empêcher que la femme soit exposée à une perte ; mais il ne saurait devenir une source de profits illicites. Au

surplus, il s'agit moins là d'une aliénation proprement dite que d'une simple restitution. Nous ferons remarquer d'ailleurs que la femme dotale étant incapable, relativement à ses biens dotaux, il est tout naturel de la soumettre au droit commun, appliqué en matière d'incapacité. Or nous savons qu'en pareil cas, le mineur et l'interdit sont valablement engagés dans la limite de leur enrichissement.

Par conséquent, nous dirons que le tiers créancier de la femme par suite d'une obligation née d'un quasi-contrat, en dehors de la volonté de celle-ci a une action sur les biens dotaux, à moins toutefois, qu'il n'y ait eu connivence entre la femme et le tiers pour arriver, sous l'apparence d'un quasi-contrat, à tourner la prohibition d'aliéner ou d'engager la dot.

§ 2

Acceptation de succession

En cas d'acceptation par la femme d'une succession à elle échue, on peut encore dire qu'il y a de sa part une sorte de quasi-contrat, en ce sens qu'il s'agit d'une manifestation unilatérale de volonté. Par conséquent, là encore, nous dirons que les biens dotaux ne sont pas engagés. Sans doute, en acceptant purement et simplement, la

femme s'identifie au défunt : son patrimoine et celui du défunt se confondent en un seul, et elle se trouve ainsi tenue au paiement des charges de la succession *etiam ultra vires hereditatis* ; mais il ne faut pas oublier que, dans le cas où la femme s'est constitué en dot ses biens futurs, les biens héréditaires ne deviennent dotaux que déduction faite des charges qui les grèvent, et, par conséquent, cette constitution de dot n'empêchera pas les créanciers du défunt de saisir les biens héréditaires, à concurrence de ce qui leur est dû ; le surplus seulement deviendra dotal et échappera comme le reste des biens dotaux, à leurs poursuites

En dehors de l'obligation de payer les dettes du défunt, l'acceptation même bénéficiaire d'une succession peut engendrer pour l'héritier l'obligation du rapport. Aux termes de l'article 843 : « Tout héritier, même bénéficiaire, venant « à une succession, doit rapporter à ses cohéritiers « tout ce qu'il a reçu du défunt. » Cet article ne faisant aucune restriction, il semble que l'on doive l'appliquer à la femme dotale qui a reçu en dot un immeuble ; si le constituant décède en la laissant pour héritière elle devra, malgré le caractère dotal de l'immeuble, en faire le rapport à ses cohéritiers. Mais alors, que devient le principe de l'inaliénabilité de la dot ?

M Guillouard admet bien que la femme doit

rapporter les immeubles constitués en dot par le défunt, mais seulement à condition que le montant des biens que la femme doit rapporter excède la valeur du lot qui lui revient comme héritière ; au cas contraire, il est d'avis que la femme aurait le droit de conserver les biens donnés, comme si elle eût renoncé à la succession. « Une « acceptation imprudente de la femme », dit-il, « ne peut pas faire que la dot devienne le gage « des créanciers héréditaires ; cette acceptation « ne peut pas produire plus d'effet vis-à-vis des « cohéritiers de la femme. Ceux-ci sont aussi des « créanciers vis-à-vis desquels la femme s'engagerait volontairement, et, pour eux comme « pour les créanciers héréditaires proprement « dits, les biens paraphernaux doivent seuls répondre des suites d'une acceptation préjudiciable aux intérêts de la femme ' »

Malgré cette opinion du célèbre jurisconsulte nous estimons, au contraire, que l'obligation du rapport doit peser sur la dot.

D'abord, il nous semble que la théorie de M. Guillouard compromet singulièrement l'égalité entre cohéritiers, qui est cependant la base fondamentale de tout partage. Et puis, si l'inaliénabilité dotale est un principe posé par le législateur, l'obligation du rapport en est un autre,

1. GUILLOUARD, IV, n° 1863.

et celui-ci étant d'intérêt général, doit l'emporter sur celui-là, qui n'est qu'un principe d'ordre privé. Les cohéritiers de la femme n'ont pas à souffrir un préjudice par le fait que celle-ci s'est mariée sous le régime dotal : par rapport à eux, la dévolution des biens sera réglée comme elle le serait si la femme s'était mariée sous un autre régime. Les conventions matrimoniales d'une héritière peuvent la rendre incapable de toucher seule sa part et d'en disposer, mais elles n'ont pas d'influence sur l'étendue de ses droits successoraux. L'inaliénabilité ne peut frapper un bien que lorsqu'il est définitivement acquis par la femme mariée sous le régime dotal, et celle-ci ne peut acquérir que de la même manière, et en observant les mêmes règles que toute autre personne.

M. Guillouard met sur le même rang l'obligation aux dettes et l'obligation au rapport, et donne la même solution pour les deux cas. Les mêmes arguments que nous avons fait valoir pour combattre sa théorie du rapport des libéralités nous serviront pour refuter celle du rapport des dettes. En acceptant une avance de fonds de son père, la femme est soumise à la charge d'en imputer le montant sur sa part de succession. Si elle devient héritière avant d'avoir remboursé la somme empruntée, elle s'y soumet d'une manière aussi obligatoire qu'en acceptant une donation. Le

rapport des sommes prêtées à la femme ou à elle données est une condition de l'acquisition par l'héritier des biens du défunt, prêteur ou donateur, et ne serait-il pas injuste que la femme dotale ne subisse pas cette nécessité commune à tous les héritiers ? Supposons, en effet, que les cohéritiers de la femme aient reçu du *de cujus* des prêts et des donations : est-ce que la femme oserait demander le rapport à ses cohéritiers sans offrir elle-même le rapport de ce qu'elle a reçu ? Evidemment non. Or le fait pour une femme de se marier sous le régime dotal ne doit certes pas anéantir le principe de l'égalité entre elle et ses frères ou sœurs, et il faut décider que, de même que ses cohéritiers doivent toujours le rapport des libéralités qu'ils ont reçues ou des dettes qu'ils doivent, de même la femme mariée sous le régime dotal n'en doit pas moins le rapport ou l'imputation de ce qu'elle a touché comme donataire ou comme emprunteuse.

Cette théorie de l'obligation du rapport, imposée à la femme dotale, n'a pas encore été soumise, croyons-nous, à l'appréciation des tribunaux, et la doctrine elle-même ne paraît pas, jusqu'ici, s'en être préoccupée. La question à laquelle nous arrivons maintenant, qui est celle de l'exécution sur la dot des condamnations aux dépens prononcées contre la femme, a beaucoup plus préoccupé les auteurs et la jurisprudence.

§ 3

Condamnation aux dépens

Que convient-il de décider, relativement à la condamnation aux dépens prononcée contre l'épouse, à la suite d'un procès ? L'adversaire pourra-t-il les recouvrer sur la dot ?

La jurisprudence, ici, a fait de nombreuses distinctions, et a tellement bien analysé les différents cas, qu'elle paraît avoir été embarrassée pour poser le principe directeur de sa théorie. Aussi n'essaierons-nous pas de donner un exposé complet des différentes solutions qu'elle a consacrées. Nous nous bornerons à essayer de poser un principe général auquel il suffira de se référer pour connaître la solution à intervenir dans chaque cas particulier.

La majorité des auteurs enseignent que la condamnation aux dépens, qu'elle ait été prononcée contre le mari ou contre la femme, ne peut être exécutée sur les biens dotaux ¹. Ils n'admettent de dérogation à cette règle qu'au cas où les frais — ceux de la séparation, par exemple — auraient été faits dans le but d'assurer la conserva-

1. AUBRY et RAU, *op. cit.* v. § 538, p. 612 ; GUILLOUARD, IV, n° 2092 ; NAQUET, *note* ; SIREY, 87, II, 97.

tion de la dot, et aussi dans les hypothèses où la femme aurait été condamnée aux dépens, à titre de dommages-intérêts, à raison de la mauvaise foi avec laquelle elle aurait intenté ou soutenu le procès ¹.

Cette opinion nous paraît erronée. Car, enfin, de deux choses l'une : ou la femme a été demanderesse, et alors le tiers n'a pas pu empêcher l'attitude prise par elle, ni se soustraire aux conséquences fâcheuses qui en sont résultées, et il serait alors injuste de lui faire supporter les dépens auxquels celle-ci a été condamnée ²; ou, au contraire, la femme a été défenderesse, et, dans ce cas, on ne peut pas dire qu'elle soit devenue débitrice des dépens par suite d'un acte de volonté. Or, nous l'avons vu, la dot n'est inaliénable et insaisissable qu'à raison des engagements volontaires de la femme.

De plus, la loi reconnaît formellement à la femme le droit de plaider, puisqu'elle confie au mari le mandat spécial de la représenter devant les tribunaux. Or, par là même, il faut bien admettre que la loi a établi une véritable exception au principe de l'inaliénabilité dotale, car l'obli-

1. Civ. Cass. 5 fév. 1868, S. 68, I, 173 : civ. cass. 19 juill. 1887, S. 88, I. 289 (note LABBÉ ; DE LOYNE, *Revue critique*, 1882, p. 571, n° 20).

2. Grenoble 31 juill. 1846, S. 46, II. 582; Caen, 10 août 1887, Rec. de Caen, 1888, 41.

gation de payer les frais du procès est une conséquence forcée du droit de plaider.

Mais, d'accord avec M. Guillouard, nous admettons que le paiement des dommages-intérêts prononcés contre la femme à raison de sa négligence ou de sa mauvaise foi, seraient exécutoires sur les biens dotaux ; de même que nous refuserions toute action sur les mêmes biens, à l'adversaire de la femme pour les dépens frustratoires et inutiles qu'il aurait pu causer.

Quant aux honoraires dus par la femme à son avoué ou à son avocat, nous pensons, avec la jurisprudence, qu'il faut en autoriser le recouvrement sur les biens dotaux, au moins quand le procès a eu pour objet et pour résultat la conservation de la dot. Cette solution trouve un appui très solide dans l'article 1558-4°, qui autorise l'aliénation de la dot pour faire de grosses réparations nécessaires à l'immeuble dotal, impliquant que ce même immeuble sera aliénable et, par suite, saisissable à raison de tous les frais faits pour sa conservation. Mais le créancier devra alors spécialement faire autoriser ses poursuites par le tribunal. Peu importe, d'ailleurs, que la femme ait perdu ou gagné son procès.

Lorsqu'il s'agit, au contraire, d'une instance n'ayant pas directement pour but la conservation de la dot, nous estimons que le créancier n'aurait pas d'autre action que l'action *de in*

rem verso. Autrement, la femme qui n'aurait pas de paraphernaux s'enrichirait injustement aux dépens d'autrui ¹.

SECTION III

Insaisissabilité des biens dotaux à raison des délits ou quasi-délits

§ 1

En dehors des contrats

De même que nous avons établi que, malgré l'inaliénabilité dotale, la dot peut être déclarée saisissable, en vertu de ce principe que nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui, de même nous allons maintenant constater certaines exceptions au principe de la dotalité, en vertu de cet autre principe qui veut que « tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer ». (Art. 1382.)

D'ailleurs, dans l'opinion que nous avons adoptée, et d'après laquelle l'obligation de la femme est viciée dans son origine, à l'égard des biens dotaux, par une incapacité spéciale, il est logique

1. Cass. 5 juill. 1865, S. 186, 5, 1, 140 ; Aix, 26 mai 1886, S. 1887, I, 97 ; AUBRY et RAU, v, § 538 ; NAQUET, note au Sirey, 1887, II, 97.

d'admettre que cette incapacité, résultant de conventions privées, ne doit pas restreindre l'application du principe général posé par l'article 1382, qui, lui, est d'ordre public. Comme le dit fort bien M. Guillouard ¹ : « Il serait profondément immoral de voir la femme, en se mariant sous le régime dotal, et en constituant en dot tous ses biens présents et à venir, s'assurer ainsi l'impunité, au point de vue pécuniaire du moins, et enlever à toute victime de ses délits ou de ses quasi-délits la possibilité d'en obtenir la réparation. »

Peu importe qu'il s'agisse d'une infraction à la loi pénale, crime, délit ou contravention, ou qu'il ne s'agisse que d'un simple délit, ou même d'un quasi-délit civil (art. 1382-1383), la solution doit toujours rester la même.

Cette solution était d'ailleurs admise dans notre ancien droit : « Lorsque la femme commet quelque délit, disait autrefois Roussilhe ², et qu'à raison de ce, elle est condamnée à des dommages-intérêts et à des dépens, ces condamnations peuvent se prendre sur les biens dotaux, lesquels sont par là valablement obligés, parce qu'on ne doit pas laisser les forfaits impunis. »

1. T. IV. n° 2096.

2. Ed. Sacase, n° 426.

Les auteurs qui voient dans l'inaliénabilité dotale une indisponibilité réelle des biens éprouvent la plus grande difficulté pour justifier la poursuite des dommages-intérêts sur les biens dotaux. Le seul argument qu'ils puissent invoquer est l'ordre public, et ils nous offrent ce spectacle d'une institution d'ordre public, la responsabilité nécessaire du dommage qu'on cause, luttant contre une autre institution aussi d'ordre public : l'inaliénabilité de la dot. Et alors, tandis que les uns prétendent faire triompher d'une façon absolue l'inaliénabilité de la dot, les autres, au contraire, font dominer l'article 1382 ¹. Chose curieuse à noter, on ne conteste pas que la rente sur l'Etat soit insaisissable, même du chef du délit. Mais alors, il y a donc ici encore place pour une autre appréciation de l'ordre public ? Ne serait-ce pas plutôt que l'insaisissabilité de la dot et l'insaisissabilité de la rente n'ont point le même fondement ?

Quoi qu'il en soit, remarquons en passant combien est flottante et incertaine la notion de l'ordre public sur laquelle s'appuient les partisans de l'indisponibilité réelle, et combien, au contraire, notre théorie est à la fois plus simple et plus ferme ! L'inaliénabilité de la dot tenant à une incapacité de la femme, et l'incapacité n'a-

1. TROPLONG : *Contrat de mariage*, IV, n° 3263.

yant jamais pour objet que les obligations contractuelles, il va de soi que la femme répond sur sa dot des obligations qui naissent indépendamment de la volonté ; et remarquons dès maintenant qu'à ce point de vue, la faute est bien certainement sur la même ligne que le dol.

Quels seront les faits suffisamment délictueux pour engager les biens dotaux ? Il suffit, avons-nous dit, d'un simple délit civil, et même d'un quasi-délit ¹. Mais il n'est pas toujours facile de faire un classement exact dans les nombreuses décisions de la jurisprudence, qui paraît ne pas avoir une notion bien nette de ce qu'est le quasi-délit.

En doctrine, le quasi-délit se définit fort simplement : c'est un fait *illicite*, causant à autrui un dommage, mais sans intention de nuire².

Malgré cette formule si simple, on ne peut s'empêcher d'être surpris de trouver, même dans des arrêts récents, des formules d'une inexactitude évidente, se ramenant toutes à cette affirmation que le quasi-délit n'existe que là où se trouve une intention dolosive. Ainsi, nous trouvons dans un arrêt de la Cour de Chambéry, du 11 août 1868 ³,

1. Orléans, *Affaire de Beaufremont*, 26 décembre 1878, D. 79, 2, 49. Cass., 10 juin 1879; D. 80, 1, 418.

2. TREILLARD, *Exposé des motifs*, dans Fenet, t. XIII, p. 467; AUBRY et RAU, t. IV, § 446.

3. D. 69, 2, 13.

ce qui suit : « Attendu, en fait, que, dans cette
« cause, on doit tenir pour constant que l'appel-
« lante a agi de mauvaise foi et frauduleusement,
« au préjudice des créanciers de son mari...; Qu'il
« suit de là que l'appelante s'est rendue coupa-
« ble d'un quasi-délit au préjudice des créanciers
« de son mari... »

Sans doute, ce langage ne se rencontre que dans des arrêts relatifs à la responsabilité de la femme dotale sur ses biens dotaux, et là, il y a peut-être une raison d'établir une distinction entre la faute ordinaire, simple imprudence, et la faute grossière, assimilable au dol ; mais il n'en reste pas moins vrai qu'on aurait pu le faire sans méconnaître et fausser une notion courante des mœurs établies.

Quoi qu'il en soit, si la faute de la femme ne consiste que dans un acte d'imprudence, si le fait dommageable dont elle est l'auteur ne constitue de sa part, qu'une simple erreur ou une fausse spéculation, alors la jurisprudence estime que la dot doit rester sauve. Ainsi, un arrêt de la Cour d'Agen, du 20 décembre 1893 ¹, a jugé que la femme dotale qui, sans fraude ni mauvaise foi s'est rendue adjudicataire d'un immeuble, et s'est laissée fol-enchérir, ne commet pas un délit dont elle est responsable sur ses biens dotaux. Au con-

1. S. 94, II, 92.

traire, plusieurs décisions judiciaires ont statué que si la femme avait surenchéri de mauvaise foi, sa dot aurait été engagée¹.

§ 2

A l'occasion des contrats

Lorsque le délit ou le quasi-délit de la femme intervient en dehors de tout contrat, il n'y a pas de difficulté pour appliquer les règles dont nous venons de parler. Mais, lorsque les fautes et les fraudes ont été commises à l'occasion d'un contrat, la question devient plus délicate, car la jurisprudence admet qu'alors, si le tiers a contracté avec la femme, il savait ou pouvait savoir qu'elle était mariée sous le régime dotal ; par conséquent, en s'engageant, il a été librement au devant du péril, et il ne peut s'en prendre qu'à lui-même si les effets de la convention qu'il a conclue ne touchent pas les biens dotaux. Ces considérations sont exprimées en plusieurs arrêts, notamment dans un arrêt de la Cour d'Agen, du 6 février 1865², où nous lisons ce qui suit : « L'article 1554 ne « s'applique qu'aux conventions ordinaires de la « vie, où chacun discute ses intérêts, et nullement

1. Riom, 2 juillet 1891, S. 93 II, 146 et 16 mars 1892, S. 92 II, 200. Cass., 3 mai 1893, D. 93 I, 349,

2. S. 65, II-240.

« aux faits délictueux et dommageables contre
« lesquels les tiers qui n'ont à s'imputer ni faute
« ni imprudence n'ont pu se prémunir. »

Cependant, il nous semble qu'il ne faut pas exagérer la portée de ce raisonnement, et conclure que le droit du créancier qui a contracté avec la femme doit être inefficace sur la dot, même lorsque c'est par dol ou par malice que la débitrice ne remplit pas son engagement. C'est justement cette exagération que l'on peut reprocher à M. Labbé, qui écrivait, dans un compte rendu des travaux de M. Guillouard : « Celui qui contracte
« avec une femme qu'il sait ou peut savoir do-
« tale, doit subir les conséquences de l'inaliénabi-
« lité, eût-il à demander contre la femme la ré-
« paration d'un dol. ¹ »

Il nous semble qu'il faille distinguer suivant qu'il y a ou non de la part de la femme une intention dolosive. S'il y a fraude, peu importe qu'elle se rattache à une obligation contractuelle : *fraus omnia corrumpit* ; la femme sera responsable sur ses biens dotaux l'article 1554, en lui défendant l'aliénation et l'hypothèque de ces biens, la protège contre ses contrats, mais il ne saurait la garantir contre ses manœuvres dolosives. Remarquons d'ailleurs que la loi du 10 juillet 1850, sur la publicité des contrats de mariage, a prévu

1. GUILLOUARD, IV, n° 2096.

le cas où les époux ont laissé insérer dans l'acte de célébration du mariage qu'ils étaient mariés sans contrat, alors qu'en réalité ils en avaient fait dresser un établissant le régime dotal. En pareil cas, l'incapacité spéciale de la femme n'est point opposable aux tiers auxquels la dotalité n'a pas été révélée.

S'il n'y a eu, de la part de la femme, qu'une simple faute non intentionnelle ou une pure imprudence, nous dirons alors que la réparation n'en pourra point être poursuivie contre les biens dotaux. Le tiers qui aura traité se trouvera lésé, il est vrai, mais, en somme, il est ici moins intéressant qu'en cas de manœuvres dolosives; car, avec un peu de perspicacité, il lui eût probablement été facile de suppléer à l'inexpérience de la femme et de découvrir les erreurs involontaires de celle-ci. Il y a, dans ce cas, une faute contractuelle se rattachant directement à une convention intervenue librement entre la femme et son cocontractant, et nous savons que l'inaliénabilité dotal a été précisément imaginée pour protéger la femme contre les conséquences directes ou indirectes de ses contrats.

SECTION IV

Des exceptions au principe de l'Insaisissabilité des biens dotaux prévus par le Code civil

Nous avons vu jusqu'ici que si, en principe, la dot ne peut être engagée par les actes volontaires de la femme, il n'en faut pas moins, suivant les diverses sources d'où proviennent les obligations, établir certaines exceptions, se rapportant toutes à ces deux grandes vérités naturelles, savoir : que nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui, et que quiconque a, par sa faute, causé quelque dommage à un tiers, est obligé de le réparer (Art. 1382.) Pour compléter cette partie de notre étude, il importe de passer en revue une série d'exceptions formellement consacrées par le Code civil dans les articles 1555 à 1558.

Il est d'abord une question commune qui domine toutes les restrictions légales au principe de l'inaliénabilité des biens dotaux. C'est celle-ci : les tribunaux peuvent-ils autoriser, par analogie l'aliénation et, par suite, la saisie de la dot dans d'autres hypothèses que celles indiquées dans ces articles ? Autrement dit, ces exceptions sont-elles limitatives ?

Il nous semble que, s'il ne faut pas interpréter d'une façon trop étroite les articles 1555 et sui-

vants, il faut tout au moins se garder de croire que, dans ces textes, le législateur a entendu ne donner aux juges que des exemples dont ils pourraient librement s'inspirer. C'est ce qui ressort nettement d'un arrêt de la Chambre des requêtes de la Cour de cassation, du 27 janvier 1887 ¹. Cet arrêt statue sur une hypothèse où il s'agit de payer les dettes du mari pour le remettre à la tête de ses affaires ou d'aménager un immeuble de la femme pour que son mari y reprît l'exercice d'une industrie et des spéculations qui l'avaient conduit à la ruine. La Cour reconnaît qu'il serait exagéré de faire rentrer cette hypothèse dans les termes de l'art. 1558, en tant qu'il décide que l'immeuble dotal peut être aliéné avec permission de la justice, soit pour fournir des aliments à la famille, soit pour faire de grosses réparations indispensables pour la conservation du fonds dotal. « Ces dispositions exceptionnelles, est-il dit dans cet arrêt, doivent être rigoureusement renfermées dans leur objet. »

En somme, nous croyons qu'il peut être permis d'interpréter telle ou telle exception d'une façon plus ou moins large, en s'inspirant de la pensée évidente qui a guidé les rédacteurs de la loi ; mais il doit être interdit de créer de toutes pièces une nouvelle exception, sous le prétexte

1. S. 90, I. 434.

qu'elle est justifiée par des motifs pour le moins aussi sérieux que ceux demandés par les textes ¹.

§ 1

Etablissement des enfants

Transcrivons d'abord les textes : « La femme
« peut, avec l'autorisation de son mari, ou, sur
« son refus, avec permission de justice, donner ses
« biens dotaux pour l'établissement des enfants
« qu'elle aurait d'un mariage antérieur ; mais,
« si elle n'est autorisée que par justice, elle doit
« réserver la jouissance à son mari. » (Article
1555.)

« Elle peut aussi, avec l'autorisation de son
« mari, donner ses biens dotaux pour l'établisse-
« ment de leurs enfants communs. » (Art. 1556.)

De la comparaison de ces deux articles, il ressort clairement que l'autorisation du mari, qui peut être suppléée par celle de la justice au cas d'établissement d'enfants antérieurs au mariage, est la seule qui soit possible lorsqu'il s'agit d'un enfant commun. Et cette différence s'explique d'elle-même. Dans le premier cas, le refus du mari peut bien inspirer quelque défiance au législateur ; dans le second cas, au contraire, si, mal-

1. GUILLOUARD, t, IV, 1936.

gré l'affection qu'il a pour son propre enfant, il ne veut pas le laisser doter par sa femme, c'est apparemment qu'il a des raisons graves pour agir ainsi.

Lorsque le mari se trouve absent, interdit ou dans l'impossibilité de donner son consentement, on admet que, même dans le cas de l'article 1556, on peut y suppléer par l'autorisation de justice ; mais alors, une question délicate se pose : la femme sera-t-elle tenue de respecter quand même le droit de jouissance de son mari sur le bien dotal ? En cas d'interdiction, on tourne aisément la difficulté grâce à l'article 511. Mais, s'il est absent, comment faire ? On décide, en général, que l'épouse ne peut disposer que de la nue propriété ¹. M. Colmet de Santerre est d'avis contraire ².

Enfin, il importe de nous demander quel est le mode d'aliénation de la dot autorisé par les articles 1555 et 1556. La jurisprudence paraît admettre aujourd'hui que la femme dotale est autorisée par ces articles, pour établir un enfant, non seulement à faire donation de tel ou tel bien dotal, mais encore à contracter une obligation avec ou sans hypothèque sur ses biens dotaux. Il nous

1. RODIÈRE et PONT, *op. cit.* III, n° 1791 ; AUBRY et RAU, *op. cit.* V, § 537. p. 584.

2. *op. cit.* VI, n° 228 *bis*, II.

paraît, en effet, que le législateur, en permettant de *donner* les biens dotaux, a voulu indiquer clairement qu'il permettait l'aliénation dans son sens le plus large. Dès lors, on doit admettre que la dot peut être aliénée ou engagée de toutes les manières pour l'établissement des enfants. Cette solution peut paraître en contradiction avec celle que nous avons admise lorsque nous avons décidé que l'autorisation d'aliéner le fonds dotal, donnée par le contrat de mariage, ne comprenait pas celle d'hypothéquer. Mais nous répondons que les clauses du contrat de mariage doivent recevoir l'interprétation restrictive, lorsqu'elles autorisent l'aliénation de la dot ; car alors elles diminuent les garanties du régime dotal, tandis que, dans le cas qui nous occupe, l'aliénation de la dot ne détourne pas celle-ci de sa véritable destination en permettant l'établissement des enfants.

§ 2

*Aliénation des biens dotaux dans l'intérêt de la famille
et pour la conservation de la dot*

Ici, nous abordons un nouvel ordre d'idées : un immeuble dotal est sur le point d'être saisi ; ne serait-il pas plus honorable et plus avantageux de prévenir cette saisie en procédant à une vente volontaire ? Le législateur l'a pensé, et c'est cette

considération qui l'a inspiré dans l'article 1558, al. 1^{er}, 2, 3 et 4. Mais, considérant, d'autre part, que cette aliénation pouvait se prêter facilement aux fraudes et aux dissimulations, il ne l'a autorisée que sous le contrôle de l'autorité judiciaire, représentée par le tribunal civil du domicile de la femme. Le tribunal contrôlera les motifs de l'aliénation, et permettra la vente aux enchères avec des mesures de publicité.

La vente aux enchères ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une autorisation préalable et spéciale du tribunal. Ainsi le prescrit l'avant-dernier alinéa de l'article 997 du Code de procédure civile, ainsi conçu : « Lorsqu'il y aura lieu de vendre des immeubles dotaux, dans le cas prévu par l'article 1558 du Code civil, la vente sera préalablement autorisée sur requête par jugement rendu en audience publique. »

Le tribunal, d'ailleurs, peut aussi bien autoriser une constitution d'hypothèque de l'immeuble dotal que son aliénation. M. Colmet de Santerre soutient cependant le contraire¹. Il invoque uniquement la lettre de l'article 1558, et cette considération que l'hypothèque est fort dangereuse pour l'immeuble dotal, qu'elle expose à être saisi ou vendu au moment le plus inopportun et dans des conditions tout à fait désastreuses.

1. VI, n° 230 *bis*, XIII.

Il importe d'abord de faire remarquer que, même si l'on refuse le droit d'hypothéquer l'immeuble dotal, le danger d'une vente désastreusc ou même d'une saisie n'est point pour cela évité ; car, nous savons que, le plus souvent, c'est pour prévenir une expropriation forcée imminente, que l'autorisation d'aliéner est demandée. Or c'est justement pour différer cette vente inopportune que le Tribunal pourra autoriser la constitution d'une hypothèque qui, du moins pour un temps, empêchera les poursuites des créanciers. Quant à l'argument de texte, nous avons déjà fait remarquer que le mot aliéner était pris dans un sens tout à fait large, qui comprend tous les modes de transfert de la propriété.

Enfin, quant à l'étendue du droit d'aliéner dans le cas des articles 1555 à 1558, où la femme a la faculté d'aliéner et, par suite, d'obliger son patrimoine dotal, nous dirons que le créancier en pourra saisir la pleine propriété chaque fois que l'obligation aura été contractée dans l'intérêt commun du mari et de la femme, ainsi, pour doter un enfant commun ou pour tirer le mari de prison, ou pour faire les réparations nécessaires à la conservation de la dot, ou enfin lorsque la femme, dûment autorisée, aura souscrit l'engagement. Au contraire, le bien dotal ne pourra être saisi qu'en réservant le droit du mari lorsque la dette n'aura été contractée que par la femme,

ou aura été souscrite par elle sans l'autorisation de son mari, avec le concours de la justice, par exemple, pour doter les enfants d'un premier mariage ou pour fournir des aliments à son père ou à sa mère, conformément à l'article 205 du Code civil.

Nous avons terminé par là l'étude des droits des créanciers de la femme sur les biens dotaux proprement dits. Nous avons vu comment et dans quelle mesure les créanciers antérieurs au mariage ont action sur ces biens ; nous avons vu que les créanciers postérieurs au mariage ne peuvent pas, en principe, saisir le patrimoine dotal, sauf les exceptions résultant des délits ou quasi-délits de la femme, et aussi de ses quasi-contrats, dans la mesure de son enrichissement. Dans une seconde partie, nous allons envisager les droits de ces mêmes créanciers, d'abord sur les paraphernaux proprement dits, ensuite sur les biens dotaux lorsqu'ils se trouvent représentés par les biens paraphernaux. Enfin, nous étudierons les clauses d'inaliénabilité et d'insaisissabilité lorsqu'elles sont stipulées en dehors du régime dotal.



DEUXIÈME PARTIE

Droit des créanciers de la femme dotale sur les paraphernaux
et sur les biens de société d'acquêts
et étude des clauses d'insaisissabilité en dehors
du régime dotal

CHAPITRE I^{er}

DROITS DES CRÉANCIERS SUR LES BIENS PARAPHERNAUX ET SUR LES BIENS DE SOCIÉTÉ D'ACQUÊTS

SECTION I

Sur les paraphernaux proprements dits

§ 1

Ils sont saisissables pour toutes espèces d'obligations

La femme dotale est frappée de l'incapacité spéciale d'engager ses biens dotaux : nous avons vu que ses engagements ne sont pas pour cela dénués d'effet; ils demeurent valables, et pourront recevoir leur exécution sur les biens extra-dotaux c'est-à-dire sur les paraphernaux.

Cette idée si simple n'a pas cependant été admise par tous les auteurs d'une façon aussi absolue. Quelques-uns ont proposé de faire des distinctions sur la cause des obligations de la femme. D'après Bellot des Minières, qui paraît être l'auteur de

cette théorie, il faudrait distinguer, suivant que la femme a ou n'a pas contracté ces dettes pour l'amélioration ou la conservation de la dot. L'auteur reconnaît bien que les dettes qui sont contractées par la femme durant le mariage, et qui ne sont relatives ni à la conservation ni à l'amélioration de la dot, n'atteignent pas les biens dotaux, mais que les paraphernaux en sont tenus. « Cependant », ajoute-t-il, « ce n'est pas toujours que la paraphernalité sera tenue de la dette ; car, si la dette est dotale par sa nature et nulle par cela même, la paraphernalité n'en est pas tenue. » Et il est amené à distinguer la dette dotale de la dette paraphernale. La première résultera, par exemple, de l'obligation formelle de garantie prise par la femme envers l'acquéreur de son immeuble dotal. Cet acquéreur, au cas d'éviction, n'aurait aucun recours sur les biens paraphernaux ; car toute obligation ayant pour objet d'éluder une défense de la loi et d'assurer l'exécution d'une aliénation prohibée est absolument nulle et de nul effet. Dans ce cas, l'obligation de la femme a une cause dotale, et ne peut, par suite, affecter les biens paraphernaux. La dette paraphernale, au contraire, est celle qui n'a aucun rapport direct ou indirect avec les biens dotaux ; ainsi, la femme cautionne son mari ou un tiers, ou bien elle emprunte pour elle-même sans en dire la cause : la dot ne sera pas effectée au paiement de cette obli-

gation, mais les paraphernaux le seront, parce que la femme s'est valablement obligée ¹.

Jouitou reproduit exactement la théorie de Bellot des Minières ² et M. Gide, dans un savant article de la *Revue critique* ³, professe la même opinion. Enfin, M. Huc se rallie à la même doctrine, en reprochant à ses adversaires d'admettre une sorte de dédoublement de la personne de la femme, qui serait capable pour aliéner ses paraphernaux et incapable pour aliéner sa dot, alors que, d'après lui, il y a bien plutôt une incapacité indivisible relativement à la sorte de clause pénale que la femme s'impose pour assurer, dans la mesure du possible l'exécution d'une convention qu'elle était incapable de conclure.

L'opinion contraire est enseignée, avec raison, selon nous, par la majorité des auteurs ⁴. Partant de cette idée que l'inaliénabilité et l'insaisissabilité n'ont d'autre but que la conservation de la dot, ils repoussent la distinction proposée par M. Bellot des Minières. Puisque la femme a la libre disposition de ses paraphernaux, puisque, relative-

1. BELLOT DES MINIÈRES, nos 1150, 1754, 1755 et 3586.

2. I, n° 219.

3. T. XXI, 1866, p. 89.

4. TESSIER, II, p. 76 ; DURANTON, XV, 530 ; TOULLIER, V, 335 ; ODIER, III, 1346 ; RODIÈRE et PONT, n° 1880 ; AUBRY et RAU, V, § 537, n° 51 ; GUILLICUARD, IV, 1903 ; COLMET DE SANTERRE, VI, n° 232 bis, XXI.

ment à ces biens, sauf la formalité de l'autorisation, elle est capable dans la mesure du droit commun, il faut bien admettre qu'elle peut les aliéner directement, ou les engager par l'effet de ses obligations, même de celles qui intéressent la dot, et celle-ci n'en demeurera pas moins intacte. Erreur ! répondent les adversaires de notre théorie : si les paraphernaux ont une valeur suffisante pour désintéresser l'acquéreur ou le créancier, la femme ne manquera pas de respecter la vente ou l'emprunt, et alors ce sera une renonciation tacite et souvent forcée à l'action résolutoire de l'article 1560 ¹. En effet, disent toujours nos adversaires, quel avantage la femme aura-t-elle à reprendre son bien dotal ou à opposer la dotalité au créancier saisissant, puisqu'elle est certaine de ne recouvrer sa dot qu'au détriment de son patrimoine paraphernal ?

Cette objection de fait ne nous paraît pas suffisamment forte pour ébranler la doctrine à laquelle nous nous sommes rallié. Sans doute, la femme se trouvera souvent empêchée d'invoquer la nullité de l'engagement pris ; mais tout ce qu'exige la loi, c'est qu'en droit, la femme puisse toujours revendiquer le bien saisi.

D'ailleurs, l'opinion contraire tendrait à accorder aux paraphernaux la même protection que la

1. Agen, 17 juillet 1860 ; S. 1860, II, 602.

loi accorde aux biens dotaux, et puis, ne serait-ce pas sacrifier par trop l'intérêt des tiers avec lesquels la femme a contracté ? Et cet excès de garantie ne se retournerait-il pas de lui-même contre elle ?

La Cour de cassation, dans un arrêt qui remonte au 4 juin 1851 ¹, a consacré notre théorie dans l'attendu suivant, que nous transcrivons en entier :
« Attendu que la vente a pu être cautionnée ou
« garantie par un tiers ou par le mari ; qu'il
« n'y a aucune raison de distinguer, sous ce
« rapport, entre le tiers ou le mari et la femme
« elle-même, celle-ci n'étant pas moins capable
« de contracter et de s'obliger, sinon sur sa
« dot, du moins sur ses paraphernaux ; que,
« maîtresse de disposer de ses paraphernaux, de
« les vendre, de les donner, de les aliéner d'une
« manière quelconque avec l'autorisation de son
« mari, elle peut, sous la même condition, les affecter par une convention expresse à la garantie de
« la vente de son fonds dotal comme elle pourrait
« les affecter à la garantie de la vente du bien d'autrui ; qu'une telle garantie n'a rien de contraire
« aux principes du régime dotal, et ne fait point
« obstacle à l'exercice de l'action réservée soit à la
« femme, soit au mari, pour la revendication de
« l'immeuble aliéné ; que, pour la conservation

1. S. 1851, I, 466.

« de la dot, l'action en révocation reste entière
« dans l'intérêt de la femme ou de la famille ;
« que c'est là le recours dont la loi a voulu l'armer,
« mais que la loi ne saurait, sans exagérer les garan-
« ties du régime dotal, reporter sur la fortune pa-
« raphernale la protection accordée seulement à la
« fortune dotale; et, de la nullité de l'obligation
« sur la dot, conclure à la nullité de l'obligation
« sur les paraphernaux. »

De tout ce qui précède, il résulte que la pleine propriété du patrimoine paraphernal répond de l'obligation de la femme dûment autorisée, quelle qu'en soit la cause.

Lorsque la femme administre ses paraphernaux et en touche elle-même les revenus, les créanciers postérieurs au mariage pourront les saisir à leur gré : ces biens sont leur gage, quelle que soit la date de leur titre de créance. Si la femme qui n'a pas de biens dotaux s'est engagée dans son contrat de mariage à fournir à son mari une portion ou la totalité des revenus paraphernaux, nous croyons que le mari acquiert, par le fait même de cette clause, non pas un droit de propriété sur ces revenus, mais seulement un droit de créance qui lui permettra uniquement de venir en concours avec les autres créanciers de la femme sur le prix des revenus saisis ; car, si on accordait au mari le droit de les prélever par préférence à tous autres, ce serait frapper d'inaliénabilité et d'insaisissabilité des biens que la loi a formellement déclarés de libre disposition.

§ 2

Il n'y a pas lieu de distinguer entre les meubles et les immeubles au point de vue de l'autorisation.

On est d'accord pour reconnaître que la femme a pleine capacité pour obliger ses immeubles paraphernaux, pourvu toutefois qu'elle ait obtenu préalablement la permission de son mari ou de la justice. Mais certains auteurs, invoquant la lettre de l'article 1576, qui ne fait aucune distinction entre les meubles et les immeubles, concluent que la prohibition d'aliéner sans autorisation est absolue à l'égard de tous les biens paraphernaux. M. Bellot des Minières (n° 2067) établit une comparaison entre les termes de l'article 1576 et ceux de l'article 1449: le premier dispose que la femme ne peut aliéner ses paraphernaux sans autorisation; le second permet à la femme séparée d'aliéner librement son mobilier et d'en disposer sans aucune espèce d'autorisation. D'ailleurs, explique cet auteur, cette différence est logique: souvent, à côté des biens paraphernaux, se trouve une société d'acquêts qui, tout en laissant à la femme l'administration de ses biens paraphernaux acquiert néanmoins l'excédent des revenus sur les frais d'administration, et on comprend fort bien que la loi dans l'intérêt du mari, tienne à conserver intact

le patrimoine paraphernal de la femme. Telle serait la raison pour laquelle l'article 1576 exigerait la formalité de l'autorisation même pour l'aliénation du mobilier paraphernal.

Ce dernier argument ne nous paraît pas très convaincant, car si, d'ordinaire, on trouve une société d'acquêts jointe au régime dotal, il n'en est pas moins vrai que c'est là un fait purement accidentel, et que la société d'acquêts ne constitue pas un accessoire nécessaire du régime dotal. Aussi, il nous paraît fort peu probable que ce soit cette considération qui ait dicté au législateur cette disposition de l'article 1576 ; et ce qui le prouve bien, c'est qu'il a permis de suppléer à l'autorisation maritale par l'autorisation de justice.

Quant à la différence de rédaction des articles 1576 et 1449, elle ne nous paraît pas devoir entraîner les conséquences qu'on en tire. Puisque la loi reconnaît à la femme paraphernale, comme à la femme séparée le droit d'administrer sa fortune personnelle et d'en jouir, il s'ensuit nécessairement qu'elle doit accorder à l'une comme à l'autre la faculté de s'engager valablement seules relativement à l'administration de leurs biens. La loi ne le dit pas formellement, mais cela va de soi, car il est impossible d'administrer sans s'obliger. Le droit de s'obliger n'est, pour la femme paraphernale ou séparée qu'une conséquence de son droit d'administration et il en résulte qu'elle ne peut

contracter valablement seule que des obligations relatives à son administration. Or il est permis de penser que nos articles 1576 et 1449 ne sont que des applications de ce principe. Le premier, en prohibant l'aliénation des paraphernaux par la femme non autorisée, n'a en vue que les actes étrangers à l'administration de ses biens ; le second, en permettant à la femme d'aliéner son mobilier sans autorisation n'a visé que les faits nécessités par l'administration de la fortune de la femme séparée.

Nous concluons donc que la femme, relativement à ses biens paraphernaux, se trouve placée dans une situation analogue à celle de la femme séparée. Par conséquent, en pratique, chaque fois qu'un tiers se proposera de contracter avec une femme dotale au sujet de ses paraphernaux, il agira prudemment, en examinant si le contrat à intervenir intéresse l'administration de ces biens ; si le caractère de l'opération lui paraît douteux, il fera bien d'exiger que la femme se munisse d'une autorisation.

§ 3

Cas où le paraphernal est joint à un bien dotal

Lorsque le bien paraphernal se trouve joint à un bien dotal, il n'y a pas de difficulté pour déterminer la limite du droit des créanciers, au cas où il

existe une séparation matérielle et bien visible : ceux-ci saisiront la partie paraphernale, mais respectent la partie dotale. La Cour de cassation, dans un arrêt du 2 février 1881¹, a même jugé qu'il en serait encore ainsi alors qu'aucun signe matériel ne marquerait la séparation entre la dotalité et la paraphernalité, pourvu que la limite de l'une et de l'autre résultât clairement des titres.

Il y a plus de difficulté dans le cas où la femme s'est constitué en dot, soit une quote-part de ses immeubles soit tel immeuble déterminé, ou bien encore, si, dans son contrat de mariage, elle a reçu une portion indivisible d'un immeuble qu'elle a acquis en totalité par la suite: dans tous ces cas, l'immeuble n'est dotal que pour une part aliquote, et paraphernal pour le surplus. Les créanciers pourront-ils saisir la portion indivise paraphernale ?

Lorsqu'il est reconnu que le bien est partageable en nature en ses deux éléments, on ne saurait refuser aux créanciers de la femme le droit de faire effectuer la division soit à l'amiable, soit en justice, puis de faire saisir et vendre la partie paraphernale². Au cas où le créancier aurait saisi la

1. S. 1882, I. 20.

2. AUBRY et RAU, § 538, note 38, p. 616 ; Riom, 5 fév. 1834 p. 1842, II, 123 ; Rouen, 8 août 1850, p. 1852, II, 234, Cass. 7 janv. 1878, S. 1879. I, 462 ; LAURENT, XX, n° 8.

totalité du bien, la femme pourrait demander la distraction de la portion dotale.

S'il n'est pas possible de partager l'immeuble en nature, ou si cette opération devait avoir pour résultat d'entraîner une moins-value, nous admettons que les créanciers pourront demander que le bien soit licité. Ils ont, en effet, des droits indivis avec la femme, et l'article 815, du Code civil d'après lequel « nul ne peut être contraint de « demeurer dans l'indivision » s'applique aussi bien à la femme dotale qu'à toute autre personne. D'ailleurs l'article 1558-5° nous fournit ici un argument d'analogie d'une grande force. La loi, dans cet article, déclare que l'immeuble indivis entre la femme et des tiers devra être licité et qu'il sera fait emploi de la portion de prix revenant à la femme. Or la situation est la même dans le cas qui nous occupe, et il n'y a aucune raison pour ne pas appliquer la même solution.

Nous avons raisonné uniquement jusqu'ici sur des hypothèses où il s'agissait d'immeubles; mais les mêmes questions peuvent se poser à l'égard des meubles qui seraient en partie dotaux et en partie paraphernaux : les solutions doivent être identiques. Spécialement en ce qui concerne les créances ou les sommes d'argent, la solution serait très simple ; car il est toujours facile de déterminer la limite de la dotalité et de la paraphernalité et la somme exacte qu'il sera loisible aux créanciers de saisir-arrêter.

A côté des hypothèses, en somme assez simples, que nous venons d'étudier, il en est une catégorie d'autres plus compliquées, où la dotalité et la paraphernalité se trouvent plus intimement mélangées, et qui présentent des questions fort intéressantes à étudier au point de vue du droit de saisie des créanciers de la femme. Nous voulons parler des cas où la dot mobilière se trouve représentée par des immeubles paraphernaux, ou, d'une façon plus générale, du cas où le patrimoine paraphernal renferme des valeurs dotales.

SECTION II

Sur les paraphernaux représentant des valeurs dotales. Théorie de la dotalité renfermée

§ 1

Exposé de cette théorie : l'immeuble n'est pas dotal en propriété, mais il l'est en valeur

Après avoir posé le principe de l'inaliénabilité de la dot mobilière et en avoir fait les applications les plus étendues, la jurisprudence a été amenée à sauvegarder les valeurs dotales au milieu des vicissitudes et des transformations qu'elles pouvaient traverser. La théorie de la représentation de la dot par les paraphernaux est une conséquence de ce principe.

On peut supposer en effet que, soit avant, soit après la séparation de biens, tout ou partie de la dot mobilière se trouve remplacée dans le patrimoine de la femme par un immeuble, et cela hors le cas d'emploi ou de remploi prévu par le contrat de mariage. Ce résultat peut se produire dans de très nombreuses hypothèses ; citons en seulement quelques-unes :

La femme s'est constitué en dot ses biens présents ; son père lui a promis une somme d'argent en dot. Il meurt sans s'être libéré, la laissant pour seule héritière. Sa succession ne comprend que des immeubles. Ceux-ci ne doivent pas devenir dotaux, mais ils contiennent cependant une valeur dotale ¹.

De même, si la femme s'est constitué en dot un immeuble à elle donné en avancement d'hoirie. La femme se trouve ensuite héritière du donateur ; elle fait le rapport de cet immeuble. Si, aux termes du partage qui intervient, ce même immeuble lui est attribué, il reste dotal et il n'y a pas de difficulté. Mais, si c'est un autre immeuble qui lui est attribué, il nous semble que, là encore, cet immeuble sera dotal à concurrence seulement de la valeur de l'immeuble qu'il a remplacé.

Dans toutes ces hypothèses, et nous pourrions en citer bien d'autres, la même question se posait :-

1. Cour de Toulouse. 27 juin 1892, S. 1893, II, 188.

quelle condition attribuer à l'immeuble ? Devait-on dire qu'il était dotal comme subrogé aux deniers dotaux ? Cette solution, fort avantageuse pour la femme, était bien dangereuse pour les tiers, et aucun texte n'autorisait cette subrogation ; de plus, la dotalité, il ne faut pas l'oublier, est, même sous le régime dotal, l'exception. Devait-on, au contraire, décider que cet immeuble était paraphernal ? Mais alors, ne serait-ce pas diminuer la dot, contrairement aux articles 1395, 1540 et 1543 ? Pour sortir d'embarras, la jurisprudence a imaginé la théorie de la dotalité renfermée, d'après laquelle l'immeuble est bien paraphernal, mais contient dans ses flancs une valeur dotale. Cet immeuble constitue en quelque sorte un placement de la dot mobilière, et de cette idée, la jurisprudence a déduit les deux conséquences suivantes :

1^o Quoique l'immeuble soit paraphernal, la jouissance en appartiendra au mari, car on ne saurait le priver de la jouissance de la dot mobilière qu'il contient.

2^o Ces valeurs dotales ainsi renfermées dans les paraphernaux seront inaliénables également.

Mais cette seconde conséquence fait surgir immédiatement une difficulté sur le point de savoir comment on déterminera exactement cette inaliénabilité. Appliquera-t-on à ces biens les principes de la dot mobilière ordinaire, aliénable

pour le mari jusqu'à la séparation de biens, et inaliénable pour la femme et insaisissables pour ses créanciers depuis la séparation ?

Cette dernière solution, admise par la Cour de Caen dans un arrêt du 15 février 1870 ¹, a pour résultat de déclarer l'immeuble dotal, ce qui est contraire aux règles les plus formelles du régime.

C'est pour échapper à cette conséquence extrême que la jurisprudence a fait une distinction plus subtile que juridique. L'immeuble, a-t-elle dit, n'est pas dotal en propriété, mais il l'est en valeur, du moins à concurrence de la dot mobilière qu'il représente ; de telle sorte que cette valeur dotale communique à l'immeuble où elle est cachée, une inaliénabilité restreinte au montant de la dot mobilière ².

Alors que le Code civil ne connaissait que deux sortes de biens sous le régime dotal, les biens dotaux et les biens paraphernaux, la jurisprudence a imaginé une troisième catégorie : les paraphernaux représentant les valeurs dotales.

Telle est la théorie de la dotalité renfermée.

Recherchons maintenant ce que vont devenir les droits des créanciers de la femme sur le bien paraphernal ainsi acquis en échange de valeurs dotales.

1. S. 70, II, 117.

2. LABBÉ. en note sous Sirey, 1893, I, 5.

§ 2

Situation des créanciers de la femme quant à ces biens

Le principe de la jurisprudence est toujours le même : l'immeuble est de libre disposition en tant que paraphernal, mais il contient dans ses flancs une valeur dotale qui doit leur échapper ; aussi, en cas de saisie, la femme aura le droit de prélever sa dot sur le prix d'adjudication ; et la jurisprudence applique indistinctement cette solution au cas de vente volontaire comme au cas de vente forcée.¹

Il est à remarquer, d'ailleurs, que ce droit de la femme peut paralyser complètement celui de ses créanciers au cas où l'immeuble aura diminué de valeur depuis l'acquisition, ou au cas où il aura été acquis pour un prix supérieur à sa valeur réelle ; car alors, la totalité du prix étant absorbée par la dot mobilière, les créanciers n'auront aucun intérêt à procéder à la saisie. Ce résultat peut paraître en contradiction avec la disposition de l'article 1553 du Code civil qui décide que « l'immeuble « acquis des deniers dotaux n'est pas dotal. . . . », mais c'est là une conséquence inévitable de la théorie de la dotalité renfermée.

1. Cass. 31 janv. 1842, S. 1842, I. 110.

Supposons, au contraire, que l'immeuble ait augmenté de valeur, ou que la femme l'ait acheté pour un prix inférieur à sa valeur. Une fois que la femme aura prélevé sa dot, il semble que les créanciers pourront se payer sur le surplus. Ce droit cependant leur a été contesté par un auteur, M. Bertauld, qui prétend que l'immeuble est insaisissable pour le tout, quoique aliénable¹. En effet, dit-il, n'en est-il pas ainsi pour la dot mobilière, aliénable pour le mari avant la séparation de biens, et insaisissable néanmoins par ses créanciers ? De même, si on admet que la femme séparée peut aliéner sa dot mobilière, du moins dans la mesure de son droit d'administration, il n'en résulte pas pour cela que ses créanciers puissent saisir son mobilier.

Pourquoi, fait toujours observer le même auteur, le placement immobilier des deniers dotaux ne serait-il pas aussi inviolable que le placement mobilier ? Lorsque la femme séparée de biens achète, avec ses deniers dotaux, des rentes, des actions, des valeurs industrielles, la dot court les chances heureuses ou malheureuses de ce placement ; mais ces valeurs, devenues dotales, sont à l'abri des poursuites des créanciers de la femme.

1. BERTAULD. *Questions pratiques et doctrinales du Code Napoléon*, en note sous Sirey, 1867, II, 317.

Pourquoi le placement immobilier serait-il soumis à une autre loi ?

Ce raisonnement nous paraît reposer sur une erreur fondamentale. Il suppose admis que les actions, obligations et autres valeurs mobilières acquises par la femme avec ses deniers dotaux sont elles-mêmes dotales et, comme telles, insaisissables. Or c'est là, à notre avis, une grave erreur; car, étant admise l'inaliénabilité de la dot mobilière, la dotalité, qu'elle s'applique à des meubles ou à des immeubles, présente les mêmes dangers pour les tiers qui traitent avec la femme. Dès lors, il n'y a pas de raison pour ne pas appliquer aux meubles que la femme acquiert de ses deniers dotaux la règle posée par l'article 1553, et nous en concluons que ces meubles ne sont, eux aussi, que des paraphernaux auxquels il est possible d'appliquer la théorie de la représentation des valeurs dotales².

Dès lors, abandonnant le système de M. Bertauld et appliquant l'article 1553 dans toute sa rigueur, nous dirons que les deniers dotaux représentés par le paraphernal, meuble ou immeuble, forment un maximum dotal qui n'est pas plus sus-

1. En ce sens Grenoble, 1^{er} juillet 1846; S. 1847, II, 280 ; Caen, 15 février 1870, S. 1870 II, 117.

2. En ce sens. Cass. Req. 17 mai 1881, D. P. 82, I. 110 ; Rennes, 4 mars 1880, S. 81, II, 265 ; Cass. civ. 27 fév. 1883, S. 84. I, 185.

ceptible de s'accroître, par l'effet de la plus-value acquise à ce paraphernal, que ne saurait s'accroître la créance dotale qu'aurait la femme sur un immeuble de son mari par le fait de la plus-value de cet immeuble. La plus-value profitera donc aux créanciers de la femme.

La question cependant a pu faire doute, au cas où il y a constitution en dot par la femme de tous ses biens présents et à venir ; car, alors la jurisprudence et la majorité des auteurs admettent que l'immeuble acquis des deniers dotaux ne saurait, même dans cette hypothèse, être dotal, parce qu'il n'est pas venu augmenter le patrimoine de la femme : il est venu prendre la place d'un bien existant déjà, et on ne saurait le considérer comme un bien à venir¹. De plus, dit-on, l'article 1553 est absolu et ne renferme aucune distinction.

Si le premier argument est exact en ce qui concerne l'immeuble lui-même, il semble bien qu'il ne l'est plus en ce qui concerne la plus-value qu'a pu acquérir l'immeuble. Car cette plus-value, elle, est bien venue augmenter le patrimoine de la femme : c'est donc un bien à venir et, par conséquent, dotal.

1. Grenoble, 11 juill. 1857, S. 57. II, 549 ; Cass. 26 juill. 1865, S. 65. I. 404 ; Montpellier, 21 juin 1871, S. 71. II, 88 ; AUBRY et RAU, t. V, § 534, d. 539 ; Jouitou, t. I, n° 83 ; GUILLOUARD, t. IV, n° 1741.

Quant au deuxième argument, nous nous rangeons à l'avis de la Cour de Toulouse, qui, dans un arrêt du 17 décembre 1868 ¹, décide que, dans le cas de constitution en dot de biens présents et à venir, l'immeuble acquis des deniers dotaux est dotal, parce que, en présence d'une telle clause, l'inapplicabilité de la règle exprimée par l'article 1553 doit être reconnue, en vertu du principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales, et parce que, par cette constitution de dot, la femme a clairement manifesté l'intention de ne posséder, pendant le mariage, que des biens dotaux.

En résumé, la jurisprudence et la majorité des auteurs admettent que l'immeuble acquis de deniers dotaux, même en cas de constitution en dot de biens présents et à venir, est paraphernal. Nous nous rangeons à cette opinion, sauf pour le cas de constitution en dot de biens présents et à venir où nous regardons l'immeuble comme étant dotal.

Mais alors, les partisans de la doctrine de M. Bertauld ne vont pas manquer de nous faire de sérieuses objections.

D'abord, disent-ils, vous faites ainsi une situation impossible à la femme dotale qui a le malheur d'avoir des créanciers: tant que le bien acquis des

1. S. 70. 1, 185.

deniers dotaux restera déprécié, tout ira bien ; mais, qu'un événement quelconque vienne à donner à ce bien une valeur supérieure au chiffre primitif de la dot, voici la femme en proie aux poursuites des ses créanciers. Si bien qu'elle devra se garder d'améliorer ou d'embellir son immeuble, car ce serait infailliblement le moyen de le perdre. Il suffira même que, sans augmenter de valeur, l'immeuble se trouve à la convenance d'un créancier, qui forcera la femme à déguerpir. Et ce malheur pourra lui arriver autant de fois qu'elle commettra l'imprudence d'acquérir des biens nouveaux avec la dot mobilière qui lui a été remboursée ¹.

Cette objection ne nous touche guère, car, en définitive, c'est là le sort commun de tous les débiteurs. Que la femme dotale, d'ailleurs, ne se plaigne pas, car elle se trouve encore dans une situation privilégiée puisque sa dot elle-même reste insaisissable. Et puis, nous avons vu que l'immeuble en lui-même n'est pas dotal ; ce qui l'est, c'est seulement la valeur dotale qu'il renferme ; dès lors, il doit suffire à la femme de pouvoir prélever cette valeur : il serait injuste, sous prétexte d'accorder plus de sécurité à la femme, de sacrifier entièrement ses créanciers sur des biens qui, en définitive, sont leur gage. N'est-ce pas assez qu'un tel résul-

1. RODIÈRE, en note sous Sirey, 1870, I, 185.

tat soit possible au cas de constitution en dot de tous les biens présents et à venir?

Mais alors, répondent encore nos adversaires, n'est-il pas souverainement injuste que la dot mobilière ne puisse profiter de la plus-value de l'immeuble, alors qu'elle va pouvoir être diminuée par les dépréciations qui pourront survenir à cet immeuble ? Avant la séparation de biens, il n'y aura encore que demi mal ; car il reste toujours à la femme le secours de son hypothèque légale ; mais, après la séparation, pour que la dot reste entière, il faudrait absolument que l'immeuble ne diminuât pas de valeur, et même alors, elle sera diminuée des frais de justice. Enfin, dit-on, les ventes sur saisie se font, en général, à un prix très inférieur, et la dot ne se trouvera-t-elle pas ainsi compromise ?

Nous ne le pensons pas, car si, comme on le suppose, l'immeuble a diminué de valeur au point qu'il ne puisse plus suffire à désintéresser la femme du montant de sa dot, le créancier, dans ce cas, se gardera bien, faute d'intérêt, d'user de son droit de saisie, et la femme restera en possession de son immeuble. Sans doute, il pourra se trouver un créancier malveillant qui poursuivra l'expropriation quand même, et, le prix d'adjudication étant inférieur au montant de la dot, la femme ne se trouvera pas complètement désintéressée. Mais nous pensons qu'il y a là une diminution de fait

qui provient du jeu naturel des choses, et contre laquelle l'inaliénabilité de droit de la dot ne peut rien.

C'est pour échapper à ce dernier reproche que quelques cours et tribunaux, partant de l'idée que l'immeuble acquis des deniers dotaux en est le gage, ont subordonné le droit de saisie des créanciers de la femme à l'assurance par eux donnée que la dot mobilière ne pourra, quoi qu'il arrive, se se trouver compromise. En conséquence, ils ont exigé du créancier saisissant qu'il prît l'engagement personnel et préalable, et même qu'il donnât caution, soit de faire porter le prix d'adjudication à une somme suffisante pour que la femme y retrouvât intégralement le montant de sa dot, soit de parfaire, de ses propres deniers, le chiffre des deniers dotaux, au cas où le prix d'adjudication de l'immeuble serait insuffisant et n'atteindrait pas ce chiffre. La femme, dit-on, ne pouvant aliéner sa dot mobilière, ne doit pas être exposée à la perdre en partie par suite d'obligations contractées par elle ; d'ailleurs, ajoute-t-on, l'inaliénabilité de la dot en garantit la transformation ; l'immeuble acquis de deniers dotaux, quoique non dotal, ne peut donc être saisi par les créanciers de la femme qu'à charge par eux d'assurer à celle-ci le montant des deniers dotaux ¹.

1. Riom, 8 août 1843, S. 44, II, 590 ; Grenoble, 11 juillet 1857 D. 1857, II, 210 ; Caen, 27 déc. 1860. S. 61, II, 284 ; Caen, 6 juil. 1866, S. 67, II, 317.

On lit notamment dans l'arrêt de Riom, qui paraît avoir consacré le premier ce système : « At-
« tendu que la saisie des biens vendus ou cédés à
« Marie Battut par son mari ne peut être mainte-
« nue ou que la continuation des poursuites ne
« peut être ordonnée sans que la dot mobilière de
« ladite dame Battut soit assurée, et sans qu'elle
« soit garantie de l'événement de l'adjudication,
« qui pourrait l'exposer à perdre tout ou partie
« de sa dot ; Par ces motifs . . . , ordonne que, dans
« le délai d'un mois à partir de la signification du
« présent arrêt à avoué en la Cour, Anne Battut
« déclarera, par acte notifié à Marie Battut, qu'elle
« se soumet à faire porter le prix des immeubles
« dont elle poursuit la vente, indépendamment
« des frais de saisie immobilière, à la somme de
« 3.661 fr. 62, montant de la dot qui a été consti-
« tuée à ladite Marie Battut, et qui de sa nature
« est inaliénable et doit lui être conservée. »

D'autres cours ont été plus loin encore. Admettant pour la femme un véritable droit de réten-
tion portant sur son paraphernal, elles ont imposé
au créancier saisissant l'obligation préalable, soit
de rembourser à la femme le montant de sa dot ¹,
soit de consigner cette somme avant l'adjudica-
tion ².

1. Montpellier, 18 fév. 1853, S. 53, II, 673.

2. Bordeaux, 14 mai 1857, S. 1857, II, 547.

Avec une pareille théorie, la situation faite au créancier saisissant est déplorable. En effet, si le bien qu'il se propose de saisir est resté d'une valeur égale depuis qu'il est dans le patrimoine de la femme, ce créancier court le risque, non seulement de n'être pas payé de son dû, mais encore de devenir débiteur de son propre débiteur. Et à supposer même que la valeur du paraphernal fût certainement supérieure au montant des sommes dotales qu'il représente, sa situation ne sera guère meilleure; car, à défaut d'acquéreur, il pourra se trouver, à son insu, adjudicataire d'un bien qu'il n'a peut être ni le désir ni les moyens d'acheter.

D'ailleurs, il nous faut encore remarquer que ces obligations diverses imposées au créancier saisissant sont en contradiction formelle avec le principe même de la théorie de la jurisprudence, qui a toujours tenté d'assimiler les droits qu'elle reconnaît à la femme sur le paraphernal renfermant des valeurs dotales à l'hypothèque légale qu'elle a sur les biens de son mari. Or, lorsqu'un créancier du mari saisit un de ses immeubles, quels sont les droits de la femme ? Uniquement de demander sa collocation dans l'ordre ouvert sur le prix ; elle n'a pas le droit, dans ce cas, d'exiger du créancier le paiement intégral et préalable de ses reprises : alors, pourquoi aurait-elle ce privilège dans le cas qui nous occupe ? Et sur quel texte appuierait-on cette atteinte au droit de ses créanciers ?

Nous en sommes donc amené à constater que cette jurisprudence touche à l'illégalité ; aussi la Cour de Toulouse, dans un arrêt du 24 février 1860 ¹, s'est-elle nettement prononcée contre les exigences de la jurisprudence antérieure en faisant des deniers dotaux un maximum dotal qui, s'il n'est pas susceptible de s'accroître par l'effet de la plus-value de l'immeuble acquis, n'en doit pas moins subir les chances de dépréciation de la chose qui n'en est que le gage.

La Cour suprême, dans un arrêt de la Chambre civile du 22 février 1905 ², appelée pour la première fois à se prononcer sur la question des engagements à imposer au créancier poursuivant, a bien reconnu que la femme était admise à prélever, sur le prix de l'immeuble saisi, le montant des valeurs dotales qu'il représentait ; mais elle a refusé à la femme le droit d'exiger du créancier tout engagement préalable garantissant le recouvrement de la créance dotale.

Malgré cette atténuation récente, apportée par la jurisprudence elle-même à l'application de sa théorie, il n'en est pas moins vrai, comme le fait remarquer M. Guillouard en note sous cet arrêt, que le système qui ne voit de dotalité que là où il y a des immeubles dotaux inaliénables et insai-

1. S. 60, II, 30.

2. D. 1905, I, 241.

sissables, paraît encore le plus conforme, sinon à la protection de la dot mobilière, du moins au texte même de l'article 1553 et à l'esprit qui a présidé à l'organisation du régime dotal.

Enfin, toutes ces obligations imposées au créancier saisissant sont incompatibles avec la faculté qu'a la femme d'aliéner son bien paraphernal pour un prix inférieur à sa dot, et même à titre gratuit, faculté que la Cour suprême lui avait implicitement reconnue dans un arrêt du 12 avril 1870 ¹.

Aux différentes conséquences que la jurisprudence a cru devoir tirer de la représentation de la dot par les paraphernaux, au point de vue du droit des créanciers de la femme, il y a lieu d'apporter quelques tempéraments.

Le premier résulte des exceptions que la loi elle-même apporte à l'inaliénabilité dotale, car il est certain que l'inaliénabilité de la dot mobilière, création de la jurisprudence, ne saurait avoir plus d'étendue que l'inaliénabilité des immeubles dotaux, œuvre du législateur. Aussi, dans tous les cas où il y aura exception à l'inaliénabilité et à l'insaisissabilité des immeubles dotaux, la dot mobilière redeviendra, elle aussi, pleinement aliénable et saisissable.

Un autre tempérament a été apporté par une jurisprudence récente.

¹. S., 70, I, 185.

La théorie de la jurisprudence que nous avons exposée est toute en faveur des époux ; mais elle sacrifie l'intérêt des tiers qui traitent avec la femme, car l'indisponibilité de la valeur mobilière dotale incorporée dans un immeuble est presque aussi menaçante pour le tiers acquéreur, le créancier hypothécaire et même le simple créancier saisissant, que le serait une inaliénabilité absolue résultant de la dotalité de l'immeuble. Comment concilier ces deux intérêts opposés ?

Tout au moins, la dotalité qui menace les tiers leur est révélée, soit par le contrat de mariage seul, pour l'immeuble constitué en dot, soit par ce même contrat et la clause d'emploi contenue dans l'acte d'acquisition, s'il s'agit d'un immeuble acquis en remploi de deniers dotaux. Aussi ne devons-nous pas donner les mêmes garanties aux tiers qui traiteront au sujet de l'immeuble dotal contenant des valeurs dotales, en exigeant qu'une clause de l'acte d'acquisition indique clairement la nature des éléments dotaux qu'il contient.

Longtemps, la jurisprudence a décidé qu'une telle clause était inutile ¹. Il faut remarquer, d'ailleurs, que cette clause sacrifierait complètement les tiers sans protéger efficacement la femme, car, en fait, celle-ci se trouverait privée de tout crédit, quelle que fût sa fortune paraphernale.

1. Bordeaux, 17 mai 1857, S. 57, II, 547 ; Toulouse, 13 mars 1890, D. 90, II, 343 ; Toulouse, 27 juin 1892, S. 92, II, 188.

Cependant, un arrêt de la Cour de cassation du 3 juin 1891¹ s'est nettement prononcé en sens contraire ; et, se préoccupant au même titre de l'intérêt des tiers que de celui des époux, il décide que la représentation des deniers dotaux par l'immeuble paraphernal doit être constatée dans le titre de propriété lui-même.

Dans son rapport avant l'arrêt, le conseiller Cotelle s'exprime ainsi : « Pour que l'inaliénabilité
« de la dot (mobilière) puisse être invoquée contre
« les tiers qui ont contracté de bonne foi avec la
« femme, au moins faut-il, si l'on veut laisser aux
« transactions quelque degré de sûreté, que ces
« tiers aient eu les moyens de vérifier la condition
« privilégiée des biens qu'ils achetaient ou qu'ils
« acceptaient en garantie du prêt de leurs capi-
« taux Si la dotalité persiste dans les deniers
« qui se sont incorporés à l'immeuble dont ils
« auront servi à payer l'acquisition, c'est seule-
« ment en tant que cette affectation de deniers sera
« constatée par un instrument opposable aux
« tiers sous forme de dation en paiement de la
« dot, ou sous forme d'achat avec mention de l'o-
« rigine du capital qui a servi à en solder le prix. »

De même, en cas d'acquisition d'un immeuble avec des deniers dotaux, s'il est fait mention en l'acte d'acquisition de la nature de ces deniers,

1. S. 1893, 1, 5.

leur indisponibilité sera opposable aux tiers, tandis qu'elle ne le serait pas si l'acte d'acquisition était muet sur ce point.

Cette théorie, reprise et affirmée par la Cour de cassation dans un arrêt du 26 novembre 1895 ¹ et par la Cour de Pau dans un arrêt du 2 juin 1896 ² fixera désormais, il faut l'espérer, la jurisprudence sur ce point. Elle marque, croyons-nous, l'extrême limite des concessions qu'il est possible de faire pour assurer à la femme la conservation de sa dot mobilière, sans sacrifier trop ouvertement l'intérêt des tiers et sans enlever à la femme tout moyen de crédit.

21

SECTION III

Droit des créanciers sur les biens de société d'acquêts

§ 1

Conséquences quant aux paraphernaux

L'adjonction d'une société d'acquêts ne modifie pas les traits constitutifs du régime dotal ; les biens de la femme continuent à se partager en dotaux et en paraphernaux, et ces deux catégories de biens conservent chacune leur caractère

1. S. 96, I, 73.

2. P. 96, II 216.

propres. De plus, la femme sociétaire en biens d'acquêts est appelée à partager avec son mari les économies faites pendant la vie commune, ce qui a pour résultat de développer chez elle les qualités d'ordre et d'économie qui sont si précieuses dans un ménage.

Les biens d'acquêts sous le régime dotal comprennent :

1^o Les produits du travail et de l'industrie des époux ;

2^o Les économies réalisées sur les revenus des biens propres de chaque époux, et même, selon nous les revenus des paraphernaux ;

3^o Enfin, les biens acquis par l'un ou l'autre des époux, au cours du mariage, hors le cas de subrogation ou de remploi.

Nous ne reviendrons pas ici sur les droits des créanciers de la femme sur les biens dotaux, l'adjonction d'une société d'acquêts ne modifiant en rien leur droit de saisie.

Quant aux paraphernaux, ils restent en principe de libre disposition, mais, avec cette importante restriction que les revenus en sont acquis par la société d'acquêts, de sorte que, dans ce cas, les paraphernaux présentent une certaine analogie avec les propres de la femme mariée sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, et, en ce qui concerne le droit de poursuite des créanciers de la femme, les mêmes règles s'y appliqueront. Par

conséquent, les créanciers antérieurs au mariage n'auront action que sur la nue propriété des paraphernaux.

Au sujet des paraphernaux, le cas suivant peut se présenter : une dot en argent a été constituée à la femme, et, au cours du mariage, le constituant donne en paiement un immeuble, ou bien la femme en achète un de ses deniers dotaux, sans qu'aucune clause d'emploi ou de remploi ait été stipulée dans le contrat de mariage. Quelle sera alors la nature de cet immeuble ?

Nous avons vu, dans la section précédente, que, sous le régime dotal pur, c'est un immeuble paraphernal auquel la jurisprudence applique la théorie de la dotalité renfermée, ce qui a notamment pour résultat de rendre ce bien inaliénable dans une certaine mesure. Lorsqu'une société d'acquêts est jointe au régime dotal, cet immeuble sera-t-il paraphernal ou acquêt ?

M. Guillouard¹ en fait un paraphernal; Tessier², au contraire, en fait un acquêt. Ces deux opinions nous paraissent trop absolues.

En ce qui concerne d'abord l'immeuble donné par un ascendant en paiement de la dot mobilière, nous avons l'article 1406 qui en fait un paraphernal : « L'immeuble abandonné ou cédé par père,

1. T. IV, n° 2197.

2. De la société d'acquêts, p. 107.

« mère ou autre ascendant à l'un des deux époux,
« soit pour le remplir de ce qu'il lui doit, soit à la
« charge de payer les dettes du donateur à des
« étrangers, n'entre point en communauté. »

Les motifs qui ont inspiré cet article sous la communauté légale au sujet des immeubles sont les mêmes sous le régime de la communauté réduite aux acquêts ou sous le régime dotal avec société d'acquêts relativement aux meubles ; car, sous ces régimes, ce ne sont pas les immeubles, mais aussi les meubles recueillis par l'un des époux dans la succession de ses parents qui lui restent propres ; et ce résultat ne saurait changer par suite de l'avancement d'hoirie qu'a fait le père.

Le bien acquis par la femme de ses deniers dotaux, sera encore paraphernal lorsqu'elle aura eu soin, dans l'acte d'acquisition, d'accepter le remploi conformément à l'article 1435. Ce sont là des principes de droit commun.

En dehors de ces deux cas, nous pensons que le bien acquis par la femme sera acquêt.

Qu'ils soient paraphernaux au acquêts, les biens dont il s'agit n'en renferment pas moins des valeurs dotales auxquelles il faudra appliquer la théorie de la jurisprudence quant aux droits des créanciers de la femme. Cette théorie n'a été créée, il est vrai, qu'à l'occasion d'espèces où le régime dotal pur était en jeu ; mais les raisons sur lesquelles la jurisprudence s'est appuyée permettent de sup-

poser qu'elle l'étendrait au cas où la société d'acquêts vient s'adjoindre au régime dotal, et qu'elle ne ferait à cet égard aucune distinction entre les paraphernaux et les acquêts.

§ 2

Biens de société d'acquêts proprement dits

Ceci étant admis, nous allons étudier maintenant les droits des créanciers de la femme sur les biens de la société d'acquêts.

Un point incontestable est d'abord que les biens de la société d'acquêts sont le gage des créanciers envers lesquels la femme s'est engagée pendant la durée de l'association conjugale avec l'autorisation de son mari et, dans les hypothèses prévues par l'article 1427, avec l'autorisation de justice. Ces créanciers pourront même poursuivre les biens personnels du mari, conformément aux règles de la communauté, et saisir aussi la pleine propriété des biens propres de la femme, c'est-à-dire de ses paraphernaux.

Mais, pour que les créanciers puissent se prévaloir de ce dernier droit, il faut nécessairement qu'il y ait un engagement personnel de la femme; car celle-ci n'est pas tenue, sur ses biens propres, des obligations tombées à la charge de la société d'acquêts du chef du mari, ou contractées par elle en vertu d'un mandat donné par lui.

C'est ainsi que la Cour de Paris, dans un arrêt du 23 février 1888¹ a décidé que la femme n'était pas obligée, vis-à-vis des fournisseurs du ménage, à défaut d'engagement personnel de sa part. Les principes de la communauté et du régime dotal imposent cette solution. D'une part, en effet, aux termes de l'article 1419, la femme commune n'est obligée sur ses biens que pour les dettes qu'elle a contractées personnellement avec le consentement de son mari, et non pas pour celles qu'elle a contractées en vertu de la procuration soit générale, soit spéciale de celui-ci. D'autre part, sous le régime dotal, la dot étant apportée au mari pour subvenir aux charges du mariage, la femme ne doit pas être tenue personnellement des dettes contractées pour les besoins du ménage.

Quant aux créanciers personnels de la femme, on devra leur refuser toute action sur les biens d'acquêts. Aux termes de l'article 1498 : « lorsque
« les époux stipulent qu'il n'y aura entre eux
« qu'une communauté d'acquêts, ils sont censés
« exclure de la communauté les dettes de chacun
« d'eux actuelles et futures... » Par dettes actuelles, on entend celles dont la femme était tenue avant le mariage, et, par dettes futures, on entend celles qui grèveront les biens acquis par elle, pendant son cours, à titre de propres. Il en est de

1. D. 1888, II, 263.

même des dettes que la femme contracte avec l'autorisation de justice, avec défaut du consentement marital et en dehors des cas prévus par l'article 1427. Les créanciers personnels de la femme ne pourront s'attaquer qu'à la nue propriété des paraphernaux, qui est seule disponible, puisque les revenus de ces biens appartiennent à la société d'acquêts, et celle-ci n'est point obligée.

Ainsi, suivant les cas, les créanciers de la femme auront le droit de saisir tantôt la pleine propriété des biens d'acquêts, tantôt à la fois la pleine propriété des propres et des acquêts, tantôt la nue propriété de ces propres. Par conséquent, il importe de distinguer les propres des acquêts. En fait, la femme n'éprouvera aucune difficulté à prouver que tel immeuble lui est propre, soit par l'examen des titres de propriété, soit, à défaut, par la justification de sa possession légale antérieure au mariage. Quant au mobilier, ce sera moins facile, mais justement, dans ce cas, l'article 1499 dispose que : « Si le mobilier existant lors du ma-
« riage ou échu depuis, n'a pas été constaté par
« inventaire ou état en bonne forme, il est réputé
« acquêt. »

La femme ne peut opposer aucune espèce de preuve contre cette présomption.

D'autre part, les créanciers de la femme, qui, en principe, ne peuvent pas saisir les biens de la société d'acquêts, acquièrent ce droit lorsque le

meublier apporté par la femme en mariage, ou à elle échu pendant son cours, n'a pas été constaté par un inventaire ou un état authentique, et même, dans ce cas, ils peuvent poursuivre en plus le mobilier non inventorié du mari.

Enfin, il peut arriver, en pratique que tel bien, meuble ou immeuble, soit à la fois dotal et acquêt. C'est ce qui se présente, par exemple, lorsque le contrat de mariage porte adoption du régime dotal avec société d'acquêts et contient en même temps une réserve d'aliéner les biens dotaux à charge de remploi. La femme, autorisée de son mari, aliène l'immeuble qu'elle s'est constitué en dot, et acquiert en remploi un autre immeuble pour un prix supérieur à l'immeuble aliéné. Ce nouvel immeuble sera dotal dans la proportion du prix payé avec les deniers provenant de la vente du fonds dotal ; il sera acquêt pour le surplus ¹ ; il fera partie indivisément de la dot et de la société d'acquêts.

On pourrait imaginer également qu'un même bien soit à la fois paraphernal et acquêt et même à la fois paraphernal, dotal et acquêt.

Nous savons qu'en régime dotal pur, lorsqu'un bien est à la fois dotal et paraphernal, les créanciers de la femme ont le droit, pour déterminer quelle portion est dotale et quelle autre para-

1. Bordeaux, 13 août 1872, S. 1873, II, 39.

phernale, de demander le partage en nature lorsqu'il est possible, sinon de provoquer la licitation. Les mêmes règles sont applicables aux hypothèses dont nous nous occupons actuellement. Une fois le bien décomposé en ses divers éléments, le créancier n'a plus qu'à poursuivre la partie du bien ou du prix sur lequel son droit peut s'exercer.

CHAPITRE II

ÉTUDE DES CLAUSES D'INALIÉNABILITÉ

ET D'INSAISSABILITÉ

EN DEHORS DU RÉGIME DOTAL

La question que nous nous proposons d'étudier sous ce chapitre peut se formuler ainsi : le régime dotal constitue-t-il encore aujourd'hui, comme dans notre ancien droit, le seul cas où il soit permis aux parties de restreindre l'incapacité habituelle de la femme en stipulant l'inaliénabilité de la dot ; ou, au contraire, cette clause, en vertu du principe de la liberté des conventions matrimoniales, formulé par l'article 1387, peut-elle être reproduite sous tout autre régime ?

La question n'a guère été étudiée jusqu'ici dans son ensemble, et nous allons essayer, en analysant les nombreuses solutions de la jurisprudence, de démêler quelles sont les idées générales qui paraissent s'en dégager. Notre première section sera consacrée aux clauses d'inaliénabilité et d'insaisissabilité sous le régime de la communauté, puis dans une seconde section, nous étudierons ces clauses sous le régime exclusif de communauté et sous la séparation de biens.

SECTION I

Clauses d'inaliénabilité et d'insaisissabilité sous le régime
de la communauté

§ 1

Validité de ces clauses

Il faut d'abord nous garder d'une erreur qui a été commise fréquemment.

On a souvent envisagé, en effet, les clauses dont nous nous occupons ici comme de simples stipulations du régime dotal : c'est là une combinaison de deux régimes dont la validité n'est plus contestée aujourd'hui. Mais, sur ce cas particulier, il n'y a aucune difficulté, chaque régime ayant son champ d'application bien déterminé.

La question que nous avons à examiner est beaucoup plus grave : il s'agit de savoir si les parties, tout en adoptant le régime de la communauté, ne pourraient pas convenir que les propres de la femme seraient frappés d'inaliénabilité sans qu'il y ait soumission expresse au régime dotal, et même sans que le mot soit prononcé. En d'autres termes, le principe de l'inaliénabilité peut-il être détaché du régime dotal et constituer, au profit des propres im-

mobiliers de la femme commune, une garantie isolée et indépendante ?

La validité de ces clauses a été vivement attaquée par Troplong et Marcadé. Le premier n'hésite pas à voir là une « hérésie », et qualifie ces clauses « d'alliance monstrueuse de deux combinaisons qui s'excluent ». Son grand argument est celui-ci : le régime dotal étant un régime tout à fait spécial, il ne doit pas être permis de détacher un de ses éléments pour le combiner avec les éléments d'un autre régime ; le régime dotal est un tout qu'il faut adopter ou rejeter en bloc : « Le législateur l'a si bien entendu ainsi, » dit-il, « que par son article 1581, tout ce qu'il permet au régime dotal de prendre à la communauté, c'est la société d'acquêts. Mais il ne lui est jamais venu de coudre le régime de la dot frappant sur les immeubles à une communauté de tous les meubles, présents et futurs, et de toutes les dettes. »

Il est bien évident cependant que l'article 1581 n'est pas restrictif dans ses termes. Il ne l'est pas davantage dans son esprit ; il ne constitue, nous paraît-il, qu'une simple application du principe de la liberté des conventions matrimoniales.

Marcadé invoque contre ces clauses des arguments plus sérieux : « L'inaliénabilité des biens de la femme, » dit-il, « ne peut résulter d'aucune autre clause que de la soumission au régime

« dotal... C'est en effet chose d'intérêt général et
« d'ordre public que l'aliénabilité des biens et
« leur maintien dans la libre circulation ; et on
« ne peut, dès lors, y déroger que dans le cas et
« sous les conditions fixées par la loi. Or la loi
« n'admettant ici l'inaliénabilité que pour les
« biens de la femme seulement, et seulement sous
« le régime dotal, on ne peut donc jamais sti-
« puler efficacement l'inaliénabilité des biens de
« la femme autrement qu'en se soumettant à la
« dotalité. ¹ » Puis, posant immédiatement cet
autre principe que le régime dotal et, par consé-
quent, l'inaliénabilité ne peut s'établir que par
une déclaration expresse, il pose immédiatement
le dilemme suivant, où il croit enfermer les parti-
sans de l'inaliénabilité : Ou bien, dit-il, on admet
que l'inaliénabilité peut s'établir sans adoption
du régime dotal, et alors on viole l'article 6 du
Code civil ; ou bien on admet que le régime dotal
peut être stipulé sans déclaration expresse, et
alors on viole l'article 1392.

Ces deux principes ne nous paraissent pas
d'une certitude absolue.

D'abord, l'inaliénabilité, sous le régime de la
communauté, n'est l'objet d'aucune disposition
prohibitive. Elle n'est pas contraire à l'article

1. MARCADE. *Explication théorique et pratique du Code civil*
sous l'art. 1497, 3^e *Revue critique*, t. 1, p. 224.

1388, puisque le mari n'ayant pas le droit d'aliéner les propres de sa femme, les droits de celui-ci ne sont nullement lésés : c'est la capacité seule de la femme qui subit une diminution. L'ordre public ne nous paraît pas non plus condamner l'inaliénabilité des propres de la femme commune. Pourquoi pareille clause, licite sous le régime dotal, cesserait-elle de l'être sous tout autre régime ? D'ailleurs, une clause qui a pour but d'assurer à la femme une garantie pour la conservation de son patrimoine ne saurait être considérée comme contraire à l'ordre public

Quant à la violation de l'article 1392, nous n'y croyons pas davantage, car il est facile de voir que cet article a été édicté par le législateur à cause de l'inaliénabilité toujours dangereuse que comporte le régime dotal. Or la clause qui, même sous le régime de communauté, déclare inaliénables les biens de la femme, ne suffit-elle pas à prévenir les tiers, plus efficacement peut-être encore qu'une référence pure et simple au régime dotal ?

D'ailleurs, la majorité des auteurs admettent la validité de ces clauses¹.

Quant à la jurisprudence, nous nous contenterons de dire que tous les arrêts sont d'accord sur

1. AUBRY et RAU, DEMOLOMBE, GUILLOUARD, LAURENT, RODIÈRE et PONT, TOULLIER, ROLLAND DE VILLARGUES, ODIER, etc.

la question de principe, et que la discussion porte uniquement sur les conditions de rédaction qu'elles doivent réunir pour être opposables aux tiers.

§ 2

Caractères des biens qui y sont soumis.

Après avoir établi la validité des clauses d'inaliénabilité sous le régime de la communauté, nous allons voir les caractères qu'elles impriment aux biens qui y sont soumis.

Nous avons déjà signalé une erreur assez fréquente en doctrine et en jurisprudence, et qui consiste à attribuer, sous le régime de la communauté, le caractère de biens dotaux aux propres immobiliers de la femme qui ont fait l'objet d'une stipulation d'inaliénabilité. A notre avis, les interprètes modernes se souviennent trop souvent encore de l'opposition de régimes qui existait dans l'ancien droit; et, si le Code civil a démoli les barrières qui séparaient les deux types de conventions matrimoniales, ils n'en continuent pas moins à vouloir faire rentrer dans ces deux cadres, aujourd'hui trop étroits, toutes les stipulations que les circonstances peuvent suggérer aux parties. Ils oublient que les époux jouissent aujourd'hui de la plus grande liberté dans la rédaction de leurs conventions matrimoniales, sauf les res-

trictions commandées par l'ordre public et les bonnes mœurs. Et nous ne voyons pas pour quelle raison on voudrait attribuer le titre de biens dotaux à des propres de communauté, sous ce seul prétexte qu'ils ont été déclarés inaliénables.

Après avoir démontré, nous le croyons du moins, la séparation qui existe entre le régime dotal et l'inaliénabilité pure, nous allons exposer les différents résultats auxquels on arrive, suivant que l'on considère comme des biens dotaux ou comme de simples propres de communauté les immeubles soumis à la clause d'inaliénabilité.

Retrouvons-nous d'abord, sous le régime de communauté, toutes les conséquences de l'inaliénabilité sous le régime dotal, et notamment l'insaisissabilité des immeubles dotaux ?

Ce caractère, selon nous, doit se retrouver forcément pour les propres de communauté inaliénables, et cette solution s'impose malgré la méthode d'interprétation restrictive qui est de rigueur en pareille matière.

Il serait étrange, en effet, que le patrimoine de la femme, auquel on a assuré dans le contrat une garantie aussi énergique contre les aliénations qu'elle pourrait consentir, pût être compromis par des engagements pris peut-être d'autant plus à la légère, qu'elle n'en apercevrait pas immédiatement tous les dangers. Il importe également de la protéger contre l'influence de son mari, qui

pourrait, dans le but d'augmenter son crédit, lui faire cautionner ses propres engagements, ou même lui faire contracter des emprunts dont il serait appelé à profiter lui-même.

De plus, il ne faut pas oublier que le Code civil n'a établi nulle part le principe d'insaisissabilité, et que ce sont les interprètes eux-mêmes qui l'ont fait sortir de l'inaliénabilité. Il n'y a donc pas de raison pour refuser le même effet à la clause d'inaliénabilité sous le régime de la communauté, et elle a donc également pour résultat de frapper d'indisponibilité les propres immobiliers de la femme. C'est là, d'ailleurs, la seule interprétation véritablement conforme à l'intention des époux : ceux-ci ont entendu réserver à la femme une partie de son patrimoine, et la soustraire aux engagements aussi bien qu'aux aliénations qu'elle pourrait inconsidérément consentir.

Cet effet nous paraît certain, et la question ne fait plus de doute d'ailleurs en jurisprudence ; mais admettons-nous la même solution pour la constitution d'hypothèque ? Il y aurait ici une raison de douter ; car, sous le régime dotal, la prohibition d'hypothéquer ne découle pas tacitement, comme l'insaisissabilité, du principe de l'inaliénabilité. L'article 1554 a pris soin, en effet, d'interdire toute constitution d'hypothèque sur les immeubles dotaux, comme toute aliénation directe. Mais cette prohibition est inutile, même

sous le régime dotal, et elle découle nécessairement de l'article 2124, aux termes duquel « les « hypothèques conventionnelles ne peuvent être « consenties que par ceux qui ont la capacité « d'aliéner les immeubles qu'ils y soumettent ». Or la femme, ayant perdu par son contrat de mariage la capacité d'aliéner ses immeubles, a perdu également, même sous le régime de la communauté, celle de les hypothéquer. D'ailleurs, si l'on n'admettait pas cette solution, la femme ne jouirait que d'une protection incomplète.

Nous devons nous demander en outre si, sous le régime de la communauté, les revenus des propres inaliénables de la femme sont insaisissables comme sous le régime dotal, tout au moins pour la partie qui excède les besoins du ménage.

La doctrine ne s'est pas encore prononcée sur ce point, et seul M. Troplong, analysant un des arrêts qui s'occupent de la question, se borne à dire que la Cour de cassation, en déclarant ces revenus insaisissables, « a jugé ici dans le sens « ordinaire de ses précédents relatifs à l'insaisissabilité des fruits dotaux. »

§ 3

Solutions de la jurisprudence

Quant à la jurisprudence, elle semble en effet, au premier abord, se prononcer pour l'affirmative.

Un arrêt de la Cour de cassation du 24 août 1836¹ admet l'insaisissabilité de ces revenus, et annule les saisies-arrêts formées par des créanciers envers lesquels les époux s'étaient solidairement obligés. Cet arrêt casse une première décision de la Cour de Paris du 30 mai 1835, qui avait admis que, les époux ayant adopté le régime de la communauté et ayant entendu y apporter seulement une dérogation quant aux immeubles de la femme cette dérogation devait être interprétée d'une façon restrictive : les revenus, n'ayant pas été déclarés inaliénables par le contrat de mariage devaient donc tomber en communauté. La Cour de cassation ne partagea pas cette doctrine, et, se basant sur ce que la clause litigieuse avait eu pour résultat de soumettre les immeubles de la femme au régime dotal, elle décida que l'insaisissabilité s'étendait, d'après les règles mêmes de ce régime, ou plutôt d'après la théorie de la jurisprudence, aux revenus des immeubles comme aux immeubles eux-mêmes. Il n'y a donc là qu'une simple confirmation d'une jurisprudence particulière au régime dotal et la question reste entière quant au cas qui nous occupe.

Les mêmes observations s'appliquent à un arrêt de la Cour de cassation, du 15 mars 1853, qui admet aussi l'insaisissabilité des revenus, mais

1. S. 1836, I. 913.

en se basant également sur ce que l'inaliénabilité avait eu pour résultat de rendre les immeubles dotaux. Cet arrêt emprunte sa disposition aux règles du régime dotal, et il ne nous apporte donc pas plus que le précédent la solution de notre question.

Cependant, cette solution ne nous paraît pas douteuse, et l'arrêt de la Cour de Paris, du 30 mai 1835, nous semble avoir interprété sainement les effets de la clause d'inaliénabilité sous le régime de la communauté. D'abord, il est inutile d'étendre en dehors du cas où elle a pris naissance, une jurisprudence qui a d'ailleurs subi de nombreuses fluctuations, et qui n'est qu'une source de difficultés pratiques, pour déterminer la portion des revenus qui dépasse les besoins du ménage, et qui est, par conséquent, saisissable pour les créanciers. De plus, la théorie de l'insaisissabilité des revenus nous paraît incompatible avec les caractères que nous avons attribués aux propres de communauté inaliénables. Ces immeubles continuent à être régis, sur tous les points où le contrat de mariage n'y a pas dérogé, par les règles du régime de la communauté leurs revenus, au lieu d'appartenir au mari, comme sous le régime dotal, tombent en communauté. Ils deviennent, dès lors, comme tous les biens communs, saisissables non seulement par les créanciers personnels de la femme autorisée

de son mari, mais par les créanciers de la communauté et par ceux du mari.

Nous n'avons parlé jusqu'ici que de la clause d'inaliénabilité frappant les immeubles propres de la femme commune. Or, sous le régime de la communauté, devra-t-on accorder aux meubles propres de l'épouse les mêmes garanties que la jurisprudence leur accorde sous le régime dotal ? On pourrait, en effet, répondre que l'inaliénabilité de la dot mobilière, n'étant que l'œuvre de la jurisprudence, ne doit pas être appliquée en dehors du régime dotal, pour lequel elle a été créée. Mais nous répondons qu'il n'est pas contesté que les époux puissent, sous le régime dotal, interdire complètement au mari l'aliénation des meubles de la femme, bien que cette clause ajoute quelque chose aux effets habituels du régime, et même à la théorie de la jurisprudence. Il n'y a là, dès lors, aucune raison, si l'on admet l'extension à la communauté de l'inaliénabilité des immeubles, de ne pas admettre également sous ce régime, en vertu de la liberté des conventions matrimoniales, une clause permise sous le régime dotal pour l'inaliénabilité de la dot mobilière. Les auteurs sont d'ailleurs d'accord à ce sujet, et tous prévoient implicitement tout au moins la faculté pour les futurs époux de frapper d'inaliénabilité, sous le régime de la communauté, l'universalité du patrimoine de la femme. Un

certain nombre d'entre eux, et notamment M. Guillouard ¹, font l'application expresse de ce principe à la dot mobilière, et ils en donnent la même démonstration que pour les propres immobiliers. D'ailleurs, la jurisprudence est unanime pour admettre la validité de ces clauses, et ses arrêts les plus récents consacrent formellement cette théorie ².

SECTION II

Clauses d'inaliénabilité et d'insaisissabilité sous le régime exclusif de communauté et sous le régime de séparation de biens.

Il nous reste maintenant à examiner les clauses qui nous occupent sous le régime exclusif de communauté et sous celui de la séparation de biens.

Ces différentes hypothèses sont très peu fréquentes en pratique, et la jurisprudence est à peu près muette sur ce point.

Examinons d'abord les clauses d'inaliénabilité et d'insaisissabilité sous le régime exclusif de communauté.

1. T. I, n° 88.

2. Toulouse, 10 décembre 1888, D. P. 90, II, 244 ; Amiens, 14 juin 1890, S. 90, II, 168 ; Cour de Cass., 13 nov. 1895, S. 99, I, 267.

§ 1

Régime exclusif de communauté

Ce régime ne doit être considéré que comme une modification du régime de la communauté, et, par conséquent, toutes les règles de ce dernier régime doivent s'appliquer lorsqu'il n'y a pas été expressément dérogé par la loi ou la convention. Sous ce régime exclusif de communauté, tous les biens de la femme sont des propres et aucun d'eux ne tombe en communauté. Dès lors, tous les arguments que nous avons invoqués pour démontrer la validité des clauses d'inaliénabilité sous le régime de la communauté s'appliquent également ici, et nous n'y reviendrons pas. Nous ajouterons seulement que la disposition de l'article 138 du projet de loi sur le contrat de mariage, d'où est sorti l'article 1535, et qui déclarait nulle toute clause d'inaliénabilité, a été retranchée de ce dernier article, ce qui prouve que le législateur n'est nullement opposé à l'introduction de l'inaliénabilité sous ce régime. D'ailleurs, il est à remarquer que cette garantie trouve ici sa place et son utilité encore mieux que sous l'empire de la communauté ordinaire, où les revenus des biens de la femme tombent en communauté, ainsi que les économies réalisées. Sous notre régime, au con-

traire, les revenus appartiennent pour le tout au mari, de même que les économies qu'il réussit à faire sur ces revenus ; il importe donc que la femme, qui ne participe pas aux chances heureuses de l'administration du mari, soit protégée, quant à la propriété de ses biens, plus énergiquement encore que sous le régime de la communauté.

La clause d'inaliénabilité stipulée sous le régime exclusif de communauté confère à ce régime une grande ressemblance avec le régime dotal, et c'est ce fait qui explique la rareté de l'hypothèse qui nous occupe, dans la pratique. Les parties, et surtout les notaires, adoptent de préférence à cette combinaison, qui leur est peu connue, le régime dotal, dont les formules leur sont plus familières, et qui leur assure, d'autre part, les mêmes garanties.

Mais, quelles que soient les ressemblances entre le régime dotal et le régime exclusif de communauté avec stipulation d'inaliénabilité des propres de la femme, il faut éviter soigneusement de les confondre entre eux. Il ne faut pas croire, comme l'enseigne, par exemple, Troplong¹, que la stipulation d'inaliénabilité sous le régime exclusif de communauté place les époux sous l'influence du régime dotal, et que l'inalié-

1. T. III, n° 2275.

nabilité soit la seule différence entre les deux régimes. Malgré ce point commun, il subsiste encore entre eux des dissemblances nombreuses que nous allons brièvement signaler.

D'abord, sous le régime exclusif de communauté, le mari, de même que le mari commun, ne pourra exercer que les actions possessoires relatives aux biens de sa femme, et il n'aura pas, comme sous le régime dotal, l'exercice des actions pétitoires. C'est la femme qui les exercera elle-même, et c'est contre elle qu'elles seront exercées.

De plus, quand la dot consiste en une somme d'argent, les règles de sa restitution par le mari varient complètement sous les deux régimes. Sous le régime dotal, le mari possède un délai d'un an après la dissolution du mariage ; sous le régime exclusif de communauté, au contraire, ce délai n'existe pas, et, d'après l'article 1531, la restitution doit se faire dès la dissolution du mariage ou dès la séparation de biens.

Enfin, tandis que la femme a droit, sous le régime dotal, d'après l'article 1570, à l'habitation pendant l'an du deuil, elle ne pourra exiger le même avantage sous le régime exclusif de communauté, et elle n'aura droit qu'à son deuil, conformément à l'article 1481.

Toutes ces différences justifient amplement la distinction entre le régime dotal et le régime exclusif de communauté, même accompagné d'une

stipulation d'inaliénabilité ; et, bien que cette dernière rende communes aux deux régimes les règles d'aliénation des biens de la femme, on ne peut pas en conclure qu'elle fasse disparaître également toutes leurs autres particularités.

L'inaliénabilité peut donc se combiner avec le régime exclusif de communauté comme avec tous les autres sans altérer sa physionomie propre, et sans modifier ses caractères autrement que sur le point auquel elle se rapporte. D'ailleurs, les conséquences de cette inaliénabilité sont les mêmes, au point de vue de l'insaisissabilité, que celles que nous avons signalées pour le régime de la communauté.

§ 2

Régime de séparation de biens

La validité de ces clauses sous le régime de séparation de biens soulève des objections plus sérieuses que celles que nous avons rencontrées jusqu'ici. Nous avons constaté que, sous le régime de communauté et sous le régime exclusif de communauté, la grande majorité des auteurs d'accord avec la jurisprudence, admettaient sans difficulté l'introduction de l'inaliénabilité en faveur des propres de la femme. Cette garantie apparaît, sous ces deux régimes, comme un contre-poids aux pouvoirs exorbitants du mari, et

comme une sauvegarde pour les aliénations et les engagements inconsidérés que la femme pourrait consentir sous son influence. Il semble que ces raisons font défaut sous le régime de la séparation de biens, puisque la femme garde l'administration de sa fortune et la jouissance de ses revenus, sauf sa part de contribution aux besoins du ménage. Le mari n'ayant plus ici aucun pouvoir sur les biens de sa femme, il semble que son influence ne soit plus à craindre. Cependant, nous allons montrer que ces clauses possèdent, même sous ce régime, une certaine utilité, et qu'il ne faut pas hésiter à admettre leur validité, malgré les objections que l'on a formulées contre elles.

La principale de ces objections est tirée de la combinaison des articles 1540 et 1554. L'inaliénabilité n'est permise, dit-on, d'après l'article 1554, qu'à l'égard des biens constitués en dot. Or ces biens, d'après l'article 1540, sont ceux que la femme apporte au mari pour supporter les charges du mariage. L'inaliénabilité ne peut donc s'étendre qu'aux biens dont la femme a abandonné l'administration et la jouissance au mari pour subvenir aux frais d'entretien de la famille.

Les adversaires de ces clauses ne prétendent pas cependant restreindre rigoureusement au régime dotal le domaine de l'inaliénabilité. M. Bellot des Minières ¹, tout en repoussant

1 T. IV, p. 294.

la validité de ces stipulations, ne nie pas que l'inaliénabilité puisse être étendue en dehors du régime dotal ; il reconnaît bien qu'on peut appliquer cette garantie aux propres de la femme sous le régime de communauté, mais il n'admet pas qu'il en soit de même pour les biens de la femme séparée, dont celle-ci garde la disposition et dont elle peut employer ses revenus à toute autre destination qu'à l'entretien du ménage. Ces biens, d'après lui, ne pourraient en aucun cas, pas plus que les paraphernaux sous le régime dotal, être considérés comme dotaux et, par suite, être déclarés inaliénables.

Ce raisonnement ne résiste pas à un examen sérieux. Nous ferons d'abord remarquer que le fait d'être apporté par la femme au mari n'est qu'un caractère naturel et non un caractère essentiel de la dot : la véritable destination de la dot est uniquement de servir à l'entretien du ménage, et, pourvu que ce but soit rempli, il importe peu que l'administration et la jouissance de ces biens restent à la femme ou soient délégués au mari. Or, précisément dans l'hypothèse de la séparation de biens, la femme doit contribuer pour un tiers aux dépenses du ménage. Si même une clause spéciale du contrat de mariage l'avait affranchie de toute contribution à ces dépenses, elle n'en resterait pas moins tenue de son obligation alimentaire à l'égard de son mari et de ses enfants,

et l'accomplissement de cette obligation pourrait au besoin absorber la totalité des revenus. Si on ajoute à ces considérations qu'en fait, la plupart des contrats de mariage adoptant le régime de la séparation de biens affectent aux dépenses communes la totalité des revenus de la femme, on se rend compte que, sous ce régime comme sous tous les autres, les biens de la femme remplissent la même destination que les biens dotaux et méritent la même protection.

Ceci posé, nous allons étudier la valeur de l'argument d'après lequel l'administration et la jouissance de ses biens par la femme est incompatible avec leur inaliénabilité. Nous allons montrer, avec des exemples à l'appui, que l'inaliénabilité du patrimoine de la femme n'a pas pour corollaire nécessaire son administration et sa jouissance par le mari.

L'article 1549 nous en fournit un premier exemple, en permettant à la femme de « toucher annuellement sur ses seules quittances une partie « de ses revenus pour son entretien et ses besoins « personnels ». Ces biens ainsi réservés n'en bénéficient pas moins de la protection de l'article 1545 et ne cessent pas d'être inaliénables.

Une deuxième exception, encore plus frappante, nous est fournie par la séparation de biens judiciaire succédant au régime dotal. Le mari perd, du fait du jugement prononçant la séparation,

tout pouvoir sur les biens dotaux de sa femme, et celle-ci en reprend l'administration et la jouissance. Cependant, on s'accorde à reconnaître que ces biens ne cessent pas d'être inaliénables, et que seule l'imprescriptibilité dotale disparaît par suite de la séparation de biens.

Enfin, nos adversaires prétendent tirer un argument décisif de ce fait qu'admettre l'inaliénabilité pour les biens de la femme séparée serait l'admettre également pour les paraphernaux sous le régime dotal. La situation paraît en effet la même pour ces deux catégories de biens, et ils ont pour caractère commun d'être soustraits à l'administration et à la jouissance du mari. Or jamais, dit-on, les paraphernaux n'ont pu être déclarés inaliénables sous le régime dotal.

Ce qu'il faudrait d'abord prouver, c'est que les paraphernaux ne peuvent pas être déclarés inaliénables. Or, justement, un certain nombre d'auteurs admettent formellement l'extension de cette garantie aux paraphernaux¹, et, malgré la tradition historique que l'on invoque contre l'inaliénabilité des paraphernaux, nous n'hésitons pas à nous ranger à l'opinion de ces auteurs. Cette solution a d'ailleurs été consacrée par un arrêt de la Cour de cassation du 17 février

1. GUILLOUARD, t. IV, n° 1700 ; RODIÈRE et PONT, t. 1, n° 86, t. III, n° 2023.

1886 ¹, qui admet la validité d'une clause par laquelle la femme se réserve l'administration et la jouissance de ses biens dotaux, tout en laissant ceux-ci inaliénables et imprescriptibles. La Cour de cassation se fonde sur le principe de la liberté des conventions matrimoniales, qui n'a aucune raison de ne pas s'appliquer ici. Le régime autorisé par cet arrêt correspond d'ailleurs, d'une façon parfaite, à celui qui serait établi par un contrat de mariage adoptant le régime de la séparation avec stipulation d'inaliénabilité des biens de la femme. De part et d'autre, celle-ci conserve l'administration et la jouissance de tous ses biens, et ceux-ci, malgré cette dérogation aux pouvoirs du mari, n'en restent pas moins inaliénables.

Le prétendu principe de l'incompatibilité entre l'inaliénabilité d'un bien déterminé et son administration par la femme présente donc des exceptions trop nombreuses pour que nous puissions l'admettre, et il ne reste rien, par conséquent, des arguments produits contre la validité des clauses d'inaliénabilité sous le régime de séparation de biens.

Nous avons ainsi constaté que, quel que soit le régime adopté par les époux, il leur est toujours loisible de stipuler, dans leur contrat de mariage,

1. S. 1886, I, 161.

que les biens de l'épouse seront inaliénables soit en totalité, soit en partie ; cette clause, tout en produisant les mêmes effets que sous le régime dotal, notamment au point de vue de l'insaisissabilité, ne doit cependant pas, à moins de stipulation expresse, être considérée comme une soumission partielle au régime de la dotalité. Il s'agit seulement, dans ce cas, d'une clause particulière empruntée au régime dotal, et que les parties peuvent greffer sur n'importe quel autre régime, en vertu du grand principe de la liberté des conventions matrimoniales.



TROISIÈME PARTIE

Droit des créanciers après la séparation de biens
et après la dissolution du mariage.

CHAPITRE I^{er}

APRÈS LA SÉPARATION DE BIENS

SECTION I

L'inaliénabilité dotale subsiste

A première vue, l'article 1563, qui donne à la femme dotale, lorsque sa dot est en péril, le moyen de la mettre à l'abri du danger en demandant sa séparation de biens, paraît une garantie inutile et superflue. Il semble, en effet, que l'inaliénabilité de la dot et l'insaisissabilité qui en dérive doivent suffire à protéger la femme contre la mauvaise administration ou les dilapidations du mari.

Il faut d'abord remarquer que l'inaliénabilité n'est pas une clause essentielle du régime dotal, et qu'elle peut fort bien avoir été écartée par les futurs époux dans le contrat de mariage. Mais, même lorsque la dot est inaliénable, on peut encore imaginer toute une série d'hypothèses dans lesquelles les reprises dotales de la femme peuvent se trouver compromises.

Il en sera ainsi lorsque la dot, consistant en une somme d'argent, aura été encaissée, par le mari qui n'en aura pas fait emploi au nom de sa femme. Celle-ci sera créancière de son mari à due concurrence et courra le risque de son insolvabilité.

La même situation se présentera au cas où les biens dotaux auront été estimés dans le contrat de mariage, et que, par suite, la propriété en aura été transférée au mari.

Enfin, en supposant même que la femme conserve la propriété de ses biens dotaux en nature, il ne faut pas oublier que, l'administration et la jouissance de ces biens appartenant au mari, celui-ci pourra fort bien les gaspiller ou les détériorer.

Dans tous ces cas, la séparation de biens sera pour la femme le seul moyen d'éviter la détérioration ou même la perte de son patrimoine dotal.

La séparation de biens n'a d'ailleurs pas pour résultat de faire disparaître l'inaliénabilité de la dot ni son insaisissabilité ; ces deux garanties subsistent, indépendamment de la garantie nouvelle qui est intervenue au profit de la femme. Ceci résulte d'ailleurs des termes mêmes de l'article 1554, qui porte que « les immeubles constitués en dot » ne peuvent pas être aliénés ou hypothéqués « pendant le mariage. . . ». On a prétendu cependant que cette expression : « pendant le mariage » était ici synonyme de « pendant la durée du régi-

me adopté par le contrat de mariage »; Mais les travaux préparatoires condamnent formellement cette interprétation, Le législateur, en écrivant cette disposition, a eu simplement pour but de reproduire la doctrine en vigueur dans l'ancien droit, d'après laquelle la dot était inaliénable pendant toute la durée du mariage. Cette règle, d'ailleurs, existait en droit romain, ainsi que nous le révèle cette phrase du *Digeste*¹ : « *Ita tamen ut eadem mulier nullam habeat licentiam eas res alienandi vivente marito, et matrimonio inter eos constituto.* »

On a encore voulu tirer de l'article 1561, alinéa 2, un argument en faveur de l'aliénabilité des biens dotaux après la séparation de biens. Puisque cet article déclare ces biens prescriptibles, dit-on, ils sont par là même aliénables. Cet argument nous paraît encore renfermer une erreur. Si la prescription court contre la femme dotale séparée de biens, c'est uniquement à cause de ce fait que, reprenant en mains l'exercice de ses actions et l'administration de ses biens, elle recouvre par là même la faculté d'interrompre la prescription qui menace ses biens dotaux.

D'ailleurs, s'il avait été dans l'intention du législateur de consacrer ce retour au droit commun en matière d'aliénation, il est certain qu'il eût

1. xxiii, t. 3, L. 39.

posé le principe pour l'aliénation d'une manière générale; mais, puisqu'il n'a parlé que de la prescription, n'est-il pas évident que les autres modes d'aliénation sont demeurés interdits ?

Au surplus, nous n'insisterons pas plus longtemps sur cette discussion qui est définitivement close aujourd'hui malgré l'opinion de Toullier ¹ et Delvincourt ², la doctrine et la jurisprudence sont unanimes à reconnaître que les biens dotaux demeurent inaliénables et insaisissables après la séparation de biens.

La séparation de biens a pour seul effet d'enlever l'administration et la jouissance des biens dotaux au mari et de les rendre à la femme.

Celle-ci, d'ailleurs, n'en reste pas moins incapable de s'obliger sur sa dot, tant mobilière qu'immobilière ³. Elle ne peut pas davantage employer ses deniers dotaux à payer ses créanciers : les paiements qu'elle ferait ainsi seraient nuls ⁴. De même, elle ne peut céder son hypothèque légale ou y renoncer en tant qu'elle garantit ses reprises dotales de toutes espèces ⁵.

La théorie de la jurisprudence sur l'inaliénabilité de la dot mobilière entraîne, en matière de sépa-

1. XIV, 253.

2. III.

3. Cass. 12 mars 1966, S. 66, I, 159.

4. Cass. 11 mai 1759, S. 59, I, 481.

5. Cass. 27 avril 1880, S. 80, I, 360.

ration de biens, des conséquences importantes. On sait que, tout en interdisant à la femme d'aliéner sa dot mobilière, la jurisprudence autorise le mari, qui en a l'administration et la jouissance, à céder les créances dotales et à disposer à son gré des meubles dotaux. Or il semblerait que, par l'effet de la séparation de biens, la femme, recouvrant l'administration et la jouissance de sa dot dût acquérir les mêmes pouvoirs à l'égard de sa dot mobilière. Il n'en est rien. Après la séparation de biens, la dot devient inaliénable pour le mari, parce qu'il n'est plus administrateur et, pour la femme à cause du principe de l'inaliénabilité. Les motifs de la jurisprudence, sans être bien nets, paraissent inspirés des considérations suivantes : tant que le mari gère la dot, sa responsabilité civile et hypothécaire est une garantie pour la femme ; du jour où celle-ci reprend la gestion de ses biens dotaux, cette sûreté disparaît ; la valeur aliénée ne se trouve plus remplacée dans son patrimoine par une créance contre son mari, créance garantie par son hypothèque légale.

Ces considérations ne nous paraissent pas suffisantes pour justifier le système de la jurisprudence, car, si le mari est insolvable, la créance de la femme n'aura aucune valeur et son hypothèque ne lui conférera aucune sécurité. Et puis comment la femme séparée de biens s'y prendra-t-elle pour prévenir la perte de valeurs dotales qui périssent

puisque l'aliénation qui serait le seul moyen d'en sauver la valeur lui demeure interdite ?

Quoi qu'il en soit, la femme n'acquérant pas la libre disposition de ses meubles dotaux par la séparation de biens, ses créanciers ne pourront pas davantage les saisir.

SECTION II

Insaisissabilité des revenus de la dot

Mais, si les biens dotaux mobiliers et immobiliers demeurent, après la séparation de biens inaliénables et, par suite, insaisissables pour les créanciers de la femme, il semble que ces biens, de même qu'ils appartenait au mari à charge par lui de subvenir aux besoins du ménage, doivent dorénavant devenir la propriété de la femme sous la même condition, et que, déduction faite de ces charges, ils doivent être de libre disposition et par conséquent saisissables. Pendant longtemps, la Cour de cassation a même jugé que l'inaliénabilité ne s'appliquait pas aux revenus dotaux, et qu'en conséquence, ceux-ci étaient saisissables pour le tout entre les mains de la femme séparée de biens¹.

Avant d'étudier plus amplement cette question de la saisissabilité des revenus dotaux après la sé-

1. Cass., 9 avril 1823, S. 23, I, 331.

paration, il importe d'indiquer de suite un cas qui ne saurait souffrir aucune difficulté.

Lorsqu'il s'agit de créanciers dont le titre a acquis date certaine antérieurement à la célébration du mariage, la situation pour ceux-ci est on ne peut plus favorable après la séparation. En effet, le mari n'ayant plus son droit de jouissance, ils auront action dorénavant sur la pleine propriété du bien dotal.

Quant aux créanciers envers lesquels la femme s'est engagée antérieurement à la séparation de biens, *constante matrimonio*, la majorité des auteurs et la jurisprudence leur refusent toute action sur les revenus dotaux ; mais cette solution ne s'est établie qu'à la suite d'une lente évolution dont nous allons tracer un rapide aperçu.

Nous venons de voir que, pendant longtemps, la jurisprudence a considéré les revenus dotaux comme étant de libre disposition aux mains de la femme séparée de biens, et que, par suite, ils étaient saisissables pour le tout entre ses mains. Elle appliquait cette théorie aux créanciers antérieurs à la séparation, et quelques auteurs, comme Troplong ¹ et Odier ², admettent la même opinion ³.

1. II, nos 3284 et suivants.

2. III. n° 1368.

3. Grenoble, 24 déc. 1823, S. 23, II, 280 ; Rouen, 14 mai 1828, S. t. IX, II, 80.

Mais la réaction contre cette doctrine absolue ne tarda pas à se produire pour les créanciers dont nous nous occupons et la Cour de cassation, par un arrêt du 11 janvier 1831 décida qu'ils n'avaient aucune action sur les revenus dotaux après la séparation de biens.

Ces deux doctrines absolues laissaient place à une opinion intermédiaire qui fut défendue par Marcadé ². D'après cet auteur, les créanciers antérieurs à la séparation de biens auraient le droit de saisir, une fois cette séparation prononcée la portion des revenus qui n'est pas nécessaire aux besoins du ménage, les revenus dotaux n'étant inaliénables et insaisissables que dans la mesure qu'exige l'entretien de la famille. En effet, dit-on, toute personne, du moment qu'elle est valablement obligée, est contraignable sur tous ses biens présents et à venir ; or, après la séparation de biens, le superflu des revenus tombe dans le patrimoine libre de la femme et par suite, tous ses créanciers, sans distinction, sont fondés à les saisir. Plusieurs Cours d'appel adoptèrent cette solution ³. Mais, malgré cette tentative en faveur de l'opinion nouvelle, la grande majorité des ar-

1 S. 31, 1, 3.

2. IV, art. 1554, IV, VIII.

3. Paris, 14 fév. 1832, S. 32, II, 296 ; Bordeaux, 21 août 1835, S. 36, II, 49 ; Paris, 7 mars 1851, S. 51, II, 289 ; Paris, 15 juill. 1856, S. 56, II, 433 ; Aix, 20 juill. 1857, D. 58, II, 1.

rêts maintint la décision contraire, et la Cour de cassation, par un arrêt rendu, toutes chambres réunies, le 7 juin 1864 ¹ fixa définitivement la jurisprudence dans le sens de l'insaisissabilité absolue. M. de Raynal, dans son rapport, s'exprimait ainsi : « Les fruits et revenus de la dot, accessoire et produit de la dot, sont inaliénables comme elle » ou du moins indisponibles aux mains des époux, « si ce n'est pour supporter les charges du ménage auxquelles ils sont exclusivement consacrés. . . » Une fois la séparation de biens prononcée, la femme reprend la libre jouissance et administration de ses revenus, dégagée de toute obligation antérieure, qu'elle ait été consentie par le mari ou par elle, et elle ne peut elle-même en disposer que dans la mesure de l'administration qui lui est confiée. De là résulterait que les engagements de la femme antérieurs à la séparation et suspects d'entraînement ne peuvent s'exécuter sur des revenus qu'elle n'a pu à l'avance aliéner et soustraire, sans être éclairée sur l'existence de l'avenir, à leur destination légale. »

Si l'on se reporte aux motifs de l'arrêt, on remarquera que la Cour de cassation, tout en se rangeant à l'opinion de son rapporteur, semble avoir été moins convaincue par ses arguments que par cette considération que, « sous un régime qui doit

¹ S. 64, I, 201.

« protéger la femme contre des engagements té-
« méraires et imprudents, toute aliénation anti-
« cipée de ses revenus doit être interdite, et qu'au-
« trement les effets de la séparation seraient
« illusoires, et pourraient même devenir préju-
« diciables à la femme en ouvrant à ses créan-
« ciers un droit qu'ils n'avaient pas auparavant ».

Il semble que la Cour de cassation, à l'opinion de laquelle nous nous rangeons, eût pu invoquer un argument plus juridique et qui est une réfutation directe de la théorie de Marcadé. Au moment où la femme s'est engagée, elle était incapable d'engager sa dot, pas plus en capitaux qu'en fruits, ni pour le présent, ni pour l'avenir. La séparation de biens survenant, la situation du créancier ne saurait être modifiée : il ne doit acquérir d'action ni sur la dot ni sur ses revenus ; autrement, le principe de l'inaliénabilité dotale se trouverait déjoué puisque la femme pourrait, pendant le mariage, conférer à ses créanciers sur ses biens dotaux des droits dont l'exercice se trouverait seulement différé.

Nous arrivons maintenant aux créanciers dont le titre est postérieur à la séparation de biens.

Ces créanciers, comme ceux dont nous venons de nous occuper, n'ont aucune action sur le capital dotal, car nous savons que la séparation de biens laisse subsister l'inaliénabilité dotale. Mais n'auront-ils pas au moins action sur les revenus ?

Deux arrêts de la Cour de cassation ont commencé par leur permettre d'en saisir la totalité ¹. Mais la Chambre des requêtes ne tarda pas à restreindre leurs droits en ne leur permettant de saisir que la partie restant libre, déduction faite des besoins du ménage ² et la chambre civile se rallia à cette opinion ³.

Cette théorie est aujourd'hui admise par les auteurs les plus autorisés ⁴. La femme, en effet, devient propriétaire des revenus dotaux, au même titre et sous les mêmes conditions que le mari le devenait lui-même avant la séparation. Or nous avons vu que les créanciers de ce dernier pouvaient se faire autoriser à saisir les revenus de la dot, déduction faite des charges du mariage : dès lors, pourquoi refuserait-on le même droit aux créanciers de la femme ?

On objecte que cette évaluation des besoins du ménage sera fort difficile à faire, qu'elle sera essentiellement variable, puisqu'elle dépend d'une foule d'événements divers et imprévus dont le juge sera l'appréciateur souverain et arbitraire, et que cette immixtion de la justice dans le sein de la famille pourra avoir les plus grands inconvénients.

1. 9 avril 1823, S. 23, 1, 231 et 28 mars 1827, S. 27, 1, 299.

2. Civ. rej. 26 fév. 1834, S. 34, 1, 176.

3. 6 janv. 1839, S. 40, 1, 133.

4. AUBRY et RAU, v, § 539, texte et note 19, GUILLOUARD, IV, n° 2084 ; HUC, IX, p. 590.

Mauvaises raisons, à notre avis, que l'on pourrait d'ailleurs aussi bien invoquer contre les prétentions de celui qui réclame en justice une pension alimentaire ; car, là aussi, il y a ingérence de la justice dans les affaires privées, tant pour évaluer les besoins de celui qui réclame la pension que pour fixer les ressources de celui qui doit la fournir. En cette matière, le pouvoir de la justice est souverain : pourquoi n'en serait-il pas de même lorsqu'il s'agit de fixer la portion du revenu dotal nécessaire aux charges du mariage ? Cette portion ne constitue-t-elle pas une sorte de pension alimentaire nécessaire à la subsistance des époux et des enfants ?

M. le conseiller de Raynal, dans le rapport précité qu'il présenta aux chambres réunies de la Cour de cassation le 7 juin 1864, cherchant à éviter cette fixation toujours difficile du superflu des revenus, proposa que l'indisponibilité des revenus dotaux, au lieu d'être restreinte à la portion nécessaire aux besoins de la famille, s'appliquât seulement à ce qui dépassait les exigences d'une sage administration : « Nous admettrions
« donc, dit-il, que ce n'est pas entre le nécessaire
« et le superflu qu'il faut distinguer, mais entre
« les actes d'administration et les actes d'aliéna-
« tion. Que la femme, dans l'intérêt et dans la
« limite de l'administration qui lui est rendue,
« dans l'intérêt de la famille, de la conservation et

« de l'amélioration de la dot, puisse disposer de
« ses revenus, quelquefois même au delà du su-
« perflu, qu'elle les consacre même, au prix d'une
« gêne momentanée à des dépenses nécessaires et qui
« auraient pu légalement justifier l'aliénation du
« fonds lui-même, elle agira dans le cercle d'une
« administration sage et prudente ; c'est toujours
« là ce que les tribunaux pourront être appelés à
« vérifier ; mais ils seront ainsi dispensés de cette
« appréciation du nécessaire et du superflu, tou-
« jours si délicate. . . . »

Cette doctrine nous paraît bien dangereuse pour les créanciers dont, elle prétend fixer les droits ; car, comme le fait remarquer un arrêt de la Cour de Rouen, du 14 mars 1828, qui la repousse : « Si
« la loi faisait dépendre le sort des obligations des
« femmes séparées du seul fait de leur bonne ou de
« leur mauvaise administration, ce serait subor-
« donner la condition des créanciers à toutes les
« surprises qu'elles seraient libres d'employer, et
« donner naissance à autant de procès qu'il y au-
« rait d'obligations par elle contractées dans l'état
« de séparation. »

Au surplus, ce système ne dispense pas de déterminer la limite au delà de laquelle les engagements de la femme peuvent s'exécuter sur les revenus dotaux. Sans doute, cette appréciation sera inutile lorsque les tribunaux auront jugé que l'engagement de la femme est relatif à un acte

d'aliénation ; mais, quand ils reconnaîtront que l'obligation rentre dans les limites du droit d'administration de la femme, il leur restera à marquer dans quelle mesure l'exécution pourra en être poursuivie sur les biens dotaux. Autrement, ce serait admettre que la totalité des fruits de la dot est affectée aux obligations nécessitées par l'administration de la femme, et que leur exécution peut enlever à la famille une partie des ressources qui lui sont indispensables.

Enfin, quant aux biens paraphernaux, ils restent après la séparation de biens comme auparavant, le gage des créanciers de la femme. Mais il ne faut pas oublier cependant que c'est surtout après la séparation de biens que la jurisprudence a eu l'occasion d'affirmer sa fameuse théorie de la dotalité renfermée. C'est alors, en effet, que la femme pourra recevoir de son mari un immeuble en paiement de ses valeurs dotales, ou en acquérir des deniers dotaux remboursés par lui.

Nous savons qu'en vertu de l'article 1553, cet immeuble n'est pas dotal ; mais, bien qu'étant paraphernal, il ne sera pas saisissable d'une façon absolue, parce qu'il renferme des valeurs dotales : la femme a droit de prélever sa dot sur le prix.

SECTION III

*Biens donnés à la femme en paiement de ses reprises
dotales.*

Lorsque l'on considère les garanties dont la jurisprudence entoure la femme pour la conservation de sa dot mobilière, on est frappé de voir combien elle s'en désintéresse par ailleurs en autorisant la femme à toucher le montant de ses reprises sans être tenue, en dehors de toute clause spéciale du contrat de mariage, d'en faire emploi. Le mari est libéré par simple quittance de la femme, et celle-ci a toute liberté pour gaspiller les deniers dotaux, que la jurisprudence soustrait pourtant formellement à l'exécution de ses engagements.

C'est pour obvier à cet inconvénient que quelques auteurs ¹ se sont efforcés de démontrer que le bien acquis des deniers dotaux, après la séparation de biens ou donné à la femme en paiement de ses reprises, était dotal.

L'argument qu'ils invoquent d'abord est que l'article 1553 ne saurait s'appliquer après la séparation de biens. C'est là une erreur, à notre avis : ce texte, ne faisant aucune distinction, doit recevoir son application avant comme après la séparation.

1. RODIÈRE et PONT, III, n° 2177 ; SÈRIZIAT, n° 127.

Ils ajoutent encore que, lorsque la femme a des créanciers, c'est lui faire une situation impossible que d'admettre la paraphernalité, et par suite, la saisissabilité du bien acquis des deniers dotaux du mari. Nous avons déjà répondu à cette objection en exposant la théorie de la jurisprudence. Si favorable que soit la situation de la femme, il est impossible de lui sacrifier complètement celle de ses créanciers. Les droits de ceux-ci se trouvent déjà suffisamment réduits par le droit qu'a la femme de prélever la valeur de son dot, il serait véritablement immoral de permettre ainsi à un débiteur de ne pas payer ses dettes alors qu'il en a le moyen.

En résumé, la situation des créanciers envers lesquels la femme s'est engagée depuis la célébration du mariage ne diffère pas avant ou après la séparation de biens : ils n'ont aucune action sur le fonds dotal, ni, en principe, sur le revenu ; quant aux paraphernaux contenant des valeurs dotales, ils ne peuvent les saisir qu'en assurant à la femme la reprise de ces valeurs.

Nous allons voir, dans le chapitre suivant, que la situation de ces mêmes créanciers se trouve davantage modifiée après la dissolution du mariage.

CHAPITRE II

DROITS DES CRÉANCIERS APRÈS LA DISSOLUTION DU MARIAGE

La dissolution du mariage peut arriver, soit par la mort du mari, soit par la mort de la femme, soit encore par le divorce. En conséquence, nous étudierons la situation des créanciers, d'abord dans le cas où la femme survit à la dissolution du mariage survenue par le décès du mari ou par le divorce, et ensuite dans le cas où l'union conjugale prend fin par le décès de la femme.

SECTION I

La femme survit

Lorsque la femme survit à la dissolution du mariage, la dotalité continue-t-elle à produire ses effets ? En d'autres termes, les biens dotaux que la femme possédait à l'époque du décès de son mari deviendront-ils saisissables à raison des obligations contractées par la femme durant le mariage ?

Ces mêmes obligations pourront-elles être exécutées sur les biens échus à la femme depuis la dissolution du mariage, en supposant qu'elle s'est constitué en dot sur tous ses biens présents et à venir ?

Ces deux questions présentent quelque difficulté, et nous allons les étudier successivement.

§ 1

Les biens dotaux ne deviennent pas saisissables pour les créanciers antérieurs à la dissolution

En ce qui concerne les biens dotaux que la femme possédait avant la dissolution du mariage, nous savons que la dotalité doit persister, et que les créanciers de la femme ne peuvent pas exercer de poursuites contre eux à raison des obligations contractées durant le mariage.

Troplong professe une opinion contraire. A son avis, l'obligation de la femme n'est arrêtée, dans son exécution sur les biens dotaux, qu'à cause des droits que la loi accorde au mari sur ces biens ; dès lors, l'insaisissabilité doit disparaître avec le mariage, et le principe *qui s'oblige oblige le sien* doit recouvrer toute sa force. La femme, dit M. Troplong, n'est pas incapable de s'obliger, puisque les engagements qu'elle contracte durant le mariage peuvent être exécutés

sur ses biens paraphernaux ; l'incapacité de la femme n'est donc pas le motif de l'inaliénabilité, c'est uniquement la situation des biens dotaux ; ce sont les droits du mari qui paralysent l'action des créanciers.

D'après cet auteur, l'inaliénabilité dotale tiendrait à une indisponibilité réelle causée par les droits du mari sur les biens dotaux. Nous avons déjà exposé cette théorie ; aussi nous contenterons-nous de faire remarquer ici que, s'il était vrai que le législateur en consacrant l'inaliénabilité de ces biens eût eu en vue l'intérêt du mari, on arriverait fatalement aux conséquences suivantes :

1° Les créanciers antérieurs au mariage ne pourraient, durant le mariage, exercer des poursuites sur les biens dotaux ; ils n'auraient d'autre ressource que d'invoquer l'article 1167 et faire révoquer cette sorte d'aliénation, qui aurait été faite en fraude de leurs droits. L'intérêt du mari exigerait qu'il en fût ainsi.

2° Les dettes résultant des délits de la femme ne pourraient être acquittées durant le mariage, l'intérêt du mari y faisant obstacle.

3° Au mari seul devrait appartenir le droit de demander la nullité des aliénations consenties pendant le mariage. Ni la femme ni les héritiers ne devraient avoir cette faculté, puisque ce n'est pas à raison de leur intérêt que l'inaliénabilité a été établie.

Or ces conséquences ne sont pas admises, soit par la loi, soit par les partisans du système que nous combattons.

L'article 1558 reconnaît implicitement aux créanciers antérieurs au mariage le droit de saisir les biens dotaux, puisqu'il permet aux époux de les aliéner pour payer ces dettes, et d'éviter aussi les inconvénients de toute nature qui résultent d'une expropriation forcée.

La seconde conséquence que nous venons de signaler n'est pas admise par M. Troplong lui-même, qui professe une opinion contraire à celle que nous soutenons. Suivant lui, les biens dotaux sont saisissables à raison des délits et des quasi-délits de la femme. L'intérêt du mari est donc encore mis de côté dans cette hypothèse.

Enfin, et ce qui termine notre démonstration, l'article 1560 accorde formellement à la femme ou à ses héritiers le droit de faire annuler les aliénations de biens dotaux qui auraient pu être faites durant le mariage

La fausseté des conséquences démontre la fausseté du principe qui sert de point de départ au système que nous réfutons.

Ce n'est pas à raison des droits du mari sur la dot que celle-ci est inaliénable. Cela est d'autant plus évident que la femme, même séparée, n'a pas la faculté d'aliéner, et cependant le mari perd tous les droits que le régime dotal lui avait ac-

cordés pour être investi de ceux d'un autre régime. Par conséquent, répétons-le ici, l'intérêt de la femme et des enfants, voilà le seul motif de la règle qui déclare inaliénables les biens dotaux. C'est une règle protectrice de la femme, destinée à parer aux défaillances de sa volonté. C'est donc au moment où l'acte a été conclu qu'il faut se reporter pour savoir si la femme pouvait le faire ou si elle ne le pouvait pas. En un mot, c'est une règle d'incapacité, incapacité bizarre, nous l'admettons, puisqu'elle est restreinte à certains biens. Par suite, comment cette incapacité serait-elle efficace, si l'exécution des obligations de la femme sur les biens dotaux, impossible pendant le mariage, pouvait être poursuivie après sa dissolution ? La ruine de la femme serait différée seulement, mais non pas prévenue, et la garantie de l'inaliénabilité dotale serait bien illusoire.

§ 2

Les biens échus après la dissolution deviennent saisissables même par les créanciers antérieurs

Abordons maintenant la seconde question : les obligations contractées pendant le mariage peuvent-elles être exécutées sur les biens échus à la femme depuis la dissolution du mariage, lorsqu'elle s'est constitué en dot tous ses biens présents et à venir ?

D'après une opinion qui n'est plus guère suivie, il faudrait répondre négativement. La Cour de Caen, après avoir jugé, en 1835, que les engagements de la femme contractés pendant le mariage étaient exécutoires sur les biens à elle échus après sa dissolution, se prononça en sens contraire le 9 juillet 1840 ¹. Le motif invoqué était que les biens dont il s'agissait ayant été constitués en dot, la femme n'avait pas pu les engager pendant le mariage. Autrement, le but du régime dotal serait manqué et la prudence des parents souvent inutile. Il suffirait que la mort ne vînt les prendre qu'après la dissolution du mariage pour que leur fortune, à peine devenue celle de la femme, devînt aussitôt la proie des créanciers du mari, imprudemment cautionné par elle. Pour défendre cette théorie, on s'est appuyé sur l'article 2092, aux termes duquel « quiconque s'est obligé personnellement est tenu de remplir son engagement sur tous ses biens mobiliers et immobiliers, présents et à venir ». Il importe donc, dit-on, que les biens à venir puissent être compris dans la dotalité, puisqu'ils présentent une expectative pour le paiement des obligations qui seraient contractées par suite du mariage, par exemple pour l'établissement des enfants, pour fournir des aliments à la famille ou pour tirer de

1. S. 40, II, 402.

prison le mari ou la femme. D'ailleurs, dit-on encore, la loi elle-même fournit, dans l'article 1082, la preuve que les biens à venir, qu'ils échoient ou non pendant le mariage sont frappés de dotalité. Aux termes de cet article, certaines personnes peuvent, par contrat de mariage, disposer des biens qu'elles laisseraient au jour de leur décès, sans distinguer, et l'article ne distingue pas, si l'instituant décède avant ou après la dissolution du mariage.

Enfin, fait-on encore observer, pourquoi faudrait-il excepter les biens qui échoient après la dissolution du mariage de la constitution qui frappe, en termes généraux, sur tous les biens présents et à venir ? Une semblable constitution n'a-t-elle pas pour but d'empêcher la dissipation du patrimoine de la famille ? Et le patrimoine sera-t-il bien garanti, si, par le fait du hasard qui amènera plus tôt la dissolution du mariage, ces biens se trouvent hors de la dotalité ?

Ces considérations n'ont point touché la grande majorité des auteurs ni la Cour de cassation, qui, le 7 décembre 1842 ¹, cassa l'arrêt précité de la Cour de Caen, et décida avec raison que les biens échus à la femme, le mariage dissous, étaient le gage des créanciers contemporains du mariage. Les arguments, d'ailleurs, ne manquent

1. S. 43, 1, 131.

pas pour réfuter l'opinion de la Cour de Caen.

Quel est le principe en vertu duquel les obligations contractées par la femme durant le mariage ne peuvent être exécutées sur les biens dotaux ? C'est uniquement l'article 1554, qui établit l'inaliénabilité des biens dotaux. Le Code civil, en effet, n'a nulle part frappé la femme dotale d'incapacité, et il reconnaît, au contraire, que, munie de l'autorisation maritale, elle jouit de la capacité la plus complète. C'est donc seulement dans l'article 1554 qu'il faut rechercher la cause de l'impuissance où se trouve la femme de s'obliger sur ses biens dotaux. Si c'est sur cet article qu'il faut mesurer l'incapacité de la femme dotale, les biens qui échouent à la femme après la dissolution de son mariage ne sont pas frappés de dotalité ; car l'article 1554, en prohibant l'aliénation des biens dotaux, suppose évidemment leur présence actuelle, puisque la femme ne saurait aliéner les biens dont elle n'aurait pas la propriété actuelle. De plus, l'article 1540 définit la dot : « le bien que la femme apporte au mari pour supporter les charges du mariage. » N'en résulte-t-il pas qu'il ne peut plus y avoir de dot lorsque la fonction à laquelle sont destinés les biens que la femme s'est constitués est supprimée ¹ ?

1. GUILLOUARD, IV, 1728 ; RODIÈRE et PONT, III, 1569 ; MARCADÉ, IV, art. 1554 ; AUBRY et RAU, V, § 534, note 4.

Réfutons maintenant les arguments de nos adversaires.

L'article 1542, disent-ils, décide que la constitution de dot peut frapper les biens à venir aussi bien que les biens présents. Mais, disons-nous, pour interpréter sainement cet article et lui donner son véritable sens, il faut le rapprocher des articles 1554, 1560 et 1561, qui apportent une limitation à des expressions qui pourraient être trop larges. Car, si l'article 1542 doit être seul à consulter, une femme aurait le droit de se constituer en dot les biens qui pourraient lui advenir après la dissolution de son mariage, ce qui serait extrêmement bizarre.

Enfin, aux considérations que font valoir nos adversaires et qu'ils tirent, soit de l'intérêt de la femme, soit du but du régime dotal, nous répondons que des considérations ne sont pas des arguments et que, seraient-elles bien puissantes, on n'en saurait conclure autre chose, si ce n'est que le système du Code est vicieux et qu'il importe de le réformer. D'ailleurs, ces considérations n'ont pas une force si grande ; car, en général, les dangers que court la femme mariée sous le régime dotal ne sont pas bien sérieux. En effet, l'adoption de ce régime écarte beaucoup de contractants par la crainte qu'il engendre et l'incertitude à laquelle on est exposé.

Pour nous résumer : les créanciers ne pourront

poursuivre les biens dotaux qui appartenaien à la femme à la dissolution du mariage. Mais ils auront parfaitement le droit, et aucun obstacle ne les empêche d'exercer des poursuites sur les biens échus à la femme après la dissolution du mariage, lors même que les conventions matrimoniales porteraient constitution de tous les biens présents et à venir.

Nous ferons aussi remarquer que les créanciers envers lesquels la femme s'engagera après la dissolution du mariage, pourront librement poursuivre l'exécution de leur créance sur les biens qui précisément formaient la dot, et qui, désormais, sont de libre disposition à l'égal des paraphernaux. Quant aux créanciers dont le titre a date certaine antérieure au mariage, et qui, pendant le mariage, ont conservé le droit de saisir les biens dotaux, la dissolution du mariage n'a certainement pas pour résultat de rendre leur condition moins favorable ; et même, s'ils sont simplement chirographaires, elle leur permettra de ne plus subir le concours du mari, créancier des fruits de la dot, dans la distribution du prix des biens dotaux expropriés. Elle aura encore pour eux l'avantage de rendre exigible la créance en reprise que la femme a contre son mari, et en quelque sorte plus efficace la saisie-arrêt qu'ils pourraient en faire. La séparation de biens, d'ailleurs, leur procure la même faveur.

SECTION II

La femme prédécède

Lorsque le mariage se trouve dissous par la mort de la femme, l'immeuble dotal pourra-t-il être saisi entre les mains de ses héritiers ?

Cette question a fait l'objet de nombreuses distinctions de la part de la jurisprudence.

Certains arrêts se sont prononcés pour la saisissabilité absolue des biens dotaux, parce que la femme, a-t-on dit, étant parfaitement capable de s'obliger, ses dettes devaient s'exécuter sur les biens lorsqu'ils sont redevenus aliénables. La femme, portent ces arrêts, transmet la charge de ses engagements personnels à ses héritiers : ceux-ci ne peuvent invoquer le privilège de la dotalité établi en faveur du mariage, et pendant sa durée seulement ; tous les biens de la succession sans distinction, forment entre les mains de l'héritier un actif soumis à l'action du créancier, qu'il s'agisse de lui conférer un droit nouveau ou de lui payer une dette ancienne ¹.

On a proposé aussi de distinguer entre le cas où les héritiers sont des descendants et où ils ne sont

1. Paris, 13 mars 1821, S. 22, II, 344 ; Toulouse, 29 nov. 1834, S. 35, II, 492.

que de simples collatéraux. S'ils sont des descendants, ils pourront, comme la femme, invoquer après le mariage les conséquences de la dotalité; car les auteurs du Code, en sanctionnant le principe de l'inaliénabilité dotal ont eu pour but principal d'assurer aux enfants la conservation du patrimoine maternel en le mettant à l'abri soit de la dilapidation du mari, soit des complaisances de la femme. Les biens, au contraire, passent-ils entre des mains étrangères ou même à des collatéraux, le droit commun reprend son empire et les créanciers peuvent poursuivre sur les biens dotaux l'exécution des obligations contractées par la femme. Dans cet ordre d'idées, un arrêt de la Cour de Paris du 9 juin 1856¹ a jugé que le légataire universel, recueillant la succession de la femme, à défaut d'héritiers du sang, ne pouvait se prévaloir de l'exception de dotalité pour arrêter les poursuites des créanciers de la défunte. La raison invoquée est que la dotalité et l'insaisissabilité n'ont été introduites dans le Code civil que dans l'intérêt de la femme et aussi des enfants, et que le législateur n'aurait pas créé, au détriment des tiers, un privilège aussi exorbitant, s'il avait prévu que la protection du régime dotal dût profiter uniquement à des collatéraux ou à des étrangers appelés par testament.

¹ S. 56, II, 330.

Nous avons établi que l'impuissance où se trouve la femme de pouvoir aliéner ses biens et, par suite, de les affecter à la garantie de ses dettes, avait été admise parce que le mari était censé l'avoir déterminée à le faire. Pourquoi donc renverserions-nous cette présomption à raison d'un fait postérieur à l'obligation de la femme ? Pourquoi faire une distinction dont on ne trouve nulle part des traces dans la loi ? Car l'article 1560 accorde à tous les héritiers, quels qu'ils soient, le droit de faire révoquer les aliénations consenties par la femme. Les héritiers, qu'ils soient enfants ou simples collatéraux, ont, par conséquent, le droit de se prévaloir du contrat de mariage de la femme.

Mais la distinction qui a rencontré le plus de partisans repose sur la manière dont les héritiers de la femme ont accepté sa succession. L'ont-ils acceptée purement et simplement, ils ont fait propres les dettes qui la grevaient, et ils en sont tenus sur leurs biens personnels comme sur les biens successoraux, sans pouvoir invoquer aucune exception de dotalité. Au contraire, ne l'ont-ils acceptée que sous bénéfice d'inventaire, ils ont empêché par là la confusion de leur patrimoine avec celui de la défunte, et conséquemment, ils ne sont tenus de ses dettes que dans la même mesure et sur les mêmes biens que la femme. Nous trouvons cette distinction dans un consi-

dérant d'un arrêt de la Cour de Toulouse, du 26 mai 1843 : « Attendu que c'est sans fonde-
« ment que les intéressés soutiennent que ces
« sommes étant, dans le principe, des sommes do-
« tales non susceptibles de garantir l'exécution
« des engagements de celle à qui ils ont succédé,
« ce caractère subsiste, quoique ce soit sur leur
« tête que ces sommes aient passé, puisque,
« d'un côté, l'effet de l'addition d'hérédité est,
« sauf un seul cas, qui ne se rencontre pas dans
« l'espèce, de confondre les biens du défunt avec
« ceux de l'héritier, après cette addition *confusa*
« *sunt duo patrimonia*. S'il n'y a donc qu'un seul
« patrimoine, ce patrimoine est celui de l'héritier,
« et, à ce titre, il tombe sous l'empire de l'article
« 2092 précité ; et, d'un autre côté, que l'article
« 732 du même Code ne distinguant ni la nature
« ni l'origine des biens pour régler la transmis-
« sion, il est impossible, lorsqu'ils ont été trans-
« mis et se sont confondus avec les biens per-
« sonnels de l'héritier, de rechercher leur nature
« primitive, afin de les affranchir des charges qui
« sont communes avec le patrimoine de celui-ci
« après le décès de la femme mariée sous le régime
« dotal. En un mot, ces biens passent à ces héri-
« tiers sans aucune distinction, à moins que, par
« le recours au bénéfice d'inventaire, ils ne conser-
« vent leur nature primitive ; ils ne sont plus biens
« dotaux ; ils sont exclusivement et sans pouvoir

« être envisagés sous aucun autre rapport, biens
« de l'héritier ; à ce titre, ils sont donc la garantie
« des obligations qui sont à la charge exclusive
« de celui-ci, car ainsi qu'il a été dit plus haut,
« ce n'est plus la femme mariée sous le régime
« dotal qui est débitrice de l'obligation primitive. »

MM. Rodière et Pont, qui partagent cette opinion, ajoutent un argument à ceux qu'on vient de lire dans l'arrêt précité. Ces auteurs enseignent qu'il faut supposer que si les héritiers ont accepté purement et simplement c'est qu'il y a assez de valeurs non dotales pour désintéresser les créanciers. Le détournement présumé des valeurs non dotales doit autoriser les créanciers à se venger sur les valeurs dotales, sur lesquelles le quasi-contrat d'addition d'hérédité leur confère une action qui n'était pas attachée à leur titre primitif.

On peut faire à cette opinion le même reproche que nous avons déjà adressé à celle précédemment examinée, à savoir que l'on introduit ici une distinction qui n'existe pas dans l'article 1560. Cet article accorde le même droit aux héritiers de la femme qu'à celle-ci, sans distinguer s'ils ont accepté purement et simplement ou sous bénéfice d'inventaire ; on peut dire ensuite que, si l'addition d'hérédité pure et simple a pour effet de confondre les biens de l'hérédité avec les biens personnels de l'héritier et d'obliger celui-ci au paiement des dettes sur tous les biens confondus sans

distinction, elle n'a pas pour effet de changer la nature de l'engagement primitif. L'héritier, en effet, est continuateur de la personne du défunt : la dette passe sur sa tête telle qu'elle existait sur la tête du *de cujus*. Autrement, le but du régime dotal serait complètement manqué : il suffirait qu'ils acceptent purement et simplement pour n'avoir plus le droit de faire révoquer les aliénations indirectes qui résulteraient des obligations contractées par la femme ; l'héritier, de quelque façon qu'il accepte, doit donc recueillir les biens dotaux affranchis des obligations souscrites par la femme, comme s'ils étaient encore entre les mains de celle-ci ; il doit, en conséquence, avoir le droit de se prévaloir du caractère dont ils sont affectés. Ainsi, de toute façon, les héritiers, comme la femme elle-même, pourront repousser les poursuites des créanciers sur les biens dotaux.

Maintenant, se pose la question de savoir si les principes mis en lumière à l'égard des biens dotaux doivent recevoir leur application à l'égard du prix de ces biens vendus, après la dissolution du mariage, soit par la femme, soit par ses héritiers.

La Cour de Paris, dans un arrêt du 11 juin 1856 ¹, a décidé que le privilège de la dotalité ne devait pas s'étendre au prix de l'immeuble dotal :

1. S. 56, II, 330.

« Considérant en droit », y est-il dit, « que, si les
« héritiers de la femme dotale peuvent, à quelque
« source qu'ils aient puisé leur droit, soustraire
« le fonds dotal à l'exécution des engagements
« qu'elle a pu contracter durant le mariage, il
« répugne à la raison, non moins qu'à la saine
« entente des lois de la matière, qu'à l'égard des
« héritiers institués, le privilège de la dotalité
« survive à la transformation par eux faite des
« biens qu'ils ont reçus de la femme dotale... ;

« Que le résultat de ce système serait de subs-
« tituer à un privilège exorbitant un privilège
« nouveau qui n'est pas inscrit dans la loi, d'ad-
« mettre non des cas déterminés, des subroga-
« tions de choses, d'affranchir enfin l'héritier
« institué des obligations intéressées au legs uni-
« versel ; que, si cet héritier, dans le cas même
« où il a pris la succession sous bénéfice d'inven-
« taire, est autorisé à s'approprier les biens mo-
« biliers ou immobiliers que la loi a, par des con-
« sidérations d'ordre et d'intérêt publics déclarés
« insaisissables, il est naturel que l'effet dispa-
« raisse avec la cause et que, du moment où, par
« sa volonté ces biens se sont convertis en argent,
« il soit privé des avantages que comportait la
« nature privilégiée de ces biens ; qu'il suit de là
« qu'en cas de vente du fonds dotal par l'héritier
« institué, l'obstacle que la qualité de l'immeu-
« ble opposait aux poursuites cesse d'exister et

« que le prix, formant désormais une propriété
« libre est accessible à leur action.... Que le
« droit des créanciers est indépendant de l'ori-
« gine des deniers. »

Dans l'espèce sur laquelle a statué cet arrêt, il s'agissait d'un légataire universel ou d'héritiers ; mais, si l'on considère les motifs de sa décision, on voit qu'elle n'aurait pas été différente s'il se fût agi de la femme elle-même.

Cette décision est difficile à comprendre de la part de la jurisprudence, qui décide que la dot mobilière est inaliénable: peu importe que d'immobilière la dot devienne mobilière, puisque ce n'est pas tel bien en lui-même qui est frappé d'inaliénabilité, c'est la valeur affectée aux charges du ménage. Si son origine est perdue, le créancier ne rencontre plus d'obstacle. Mais, dans l'espèce, il s'agissait d'une somme provenant évidemment de la vente d'un immeuble dotal, puisque c'était le prix dû encore par les acheteurs. Le motif donné par l'arrêt est qu'il ne faut pas admettre de subrogations réelles en dehors des textes de la loi, et qu'il n'est écrit nulle part que la qualité de l'immeuble aliéné passe à la créance du prix d'aliénation.

Si la subrogation ne doit pas avoir lieu lorsque les biens sont considérés dans leur individualité, lorsqu'il s'agit d'une universalité, au contraire, le prix prend la place de la chose aliénée. Cela

est vrai pour l'hérédité, pour la séparation des patrimoines à l'égard des choses données par un ascendant. Cela doit être vrai aussi pour les biens dotaux de la femme : ils constituent une universalité, puisque leur ensemble a un même caractère, une même origine, une même affectation. Aliène-t-on un bien dotal pendant le mariage dans un des cas permis ? le prix est dotal ; et si, avec le surplus du prix nécessaire à ce que l'on voulait faire, on achète un immeuble, cet immeuble deviendra dotal comme l'était le prix lui-même, et le créancier qui a traité avec la femme devra respecter ce bien, qui n'a acquis le caractère de dotal que par une subrogation réelle.

Cela est incontestable pendant le mariage ; mais, dit-on, après le mariage, cette universalité a disparu ; les biens, en se confondant avec ceux de l'héritier, ont perdu le caractère qui, durant le mariage, les réunissait ensemble ; comme tous les autres biens de l'héritier, ils sont devenus aliénables et peuvent être prescrits. Oui, l'unité de caractère qui réunissait ces biens a disparu, mais pour l'avenir seulement, car pour le passé, ils ont encore cela de commun qu'ils ne peuvent être aliénés à raison des obligations contractées par la femme au mépris de son contrat de mariage. Les conséquences de l'incapacité dotale s'étendent même après le mariage, et subsistent dans toute

leur rigueur pour les actes antérieurs à sa dissolution.

Il faut dire du prix dotal, comme du bien vendu lui-même, qu'il n'est plus dotal, mais seulement vis-à-vis des créanciers postérieurs au mariage; mais il garde toujours ce caractère à l'égard des créanciers qui ont contracté avec la femme durant le mariage. La doctrine soutenue par la Cour de Paris aboutirait à cette conséquence bizarre que la femme ou ses héritiers auraient entre leurs mains une propriété presque indisponible, dont la valeur peut leur échapper à chaque aliénation qu'ils seront tentés de faire.

Nous venons d'établir que les créanciers qui ont traité avec la femme durant le mariage ne peuvent pas saisir les immeubles ou les capitaux dotaux après la dissolution, soit qu'ils se trouvent dans les mains de la femme, soit qu'ils se trouvent dans celles de ses héritiers. Que déciderons-nous pour les revenus et les fruits de la dot ?

Il n'y a plus lieu de faire ici la distinction que nous avons faite pendant la séparation de biens, au sujet des besoins du ménage : aussi admettons-nous qu'après la dissolution du mariage, ces fruits ou revenus demeurent insaisissables pour la totalité. Sans doute, on peut être frappé de la différence dans les deux cas, mais nous ferons observer comme l'a fait un arrêt de la Cour de Caen du

21 avril 1875 ¹, que « le principe de l'inaliénabilité n'est respecté que si, à la fin de l'union matrimoniale, le fonds dotal rentre en la possession de la femme ou de ses héritiers libre de toutes charges créées pendant sa durée ». Or il n'en saurait être ainsi, s'il était permis à la femme séparée d'engager ses revenus pour l'époque qui suivra la dissolution du mariage ; car, à ce moment, la dot ne se retrouverait plus intacte et libre de tout engagement antérieur. Il n'est pas admissible, d'autre part, que le droit de saisie subsiste avec la restriction qui lui est imposée après la séparation de biens. Le mariage dissous, en effet, comment déterminer la portion de revenus disponibles et celle nécessaire aux besoins d'un ménage qui n'existe plus ? Et puis, la femme séparée n'est qu'une administratrice, et n'a pas la faculté de disposer, même indirectement, des revenus de la dot pour l'époque où la dotalité aura cessé, car cet acte dépasserait les limites de son administration. Dans ces conditions, une seule solution reste possible : c'est de décider que les revenus dotaux sont insaisissables pour la totalité.

Enfin, ce que nous avons dit pour le cas de la dissolution du mariage produite par la mort de l'un des époux, il faut le dire aussi de l'hypothèse

1. S. 75, II. 281.

où la femme a contracté de bonne foi un mariage nul. On sait en effet que, lorsque le mariage a été annulé par les tribunaux, il produit à l'égard des époux de bonne foi les mêmes effets que s'il eût été valable. Il faut admettre la même décision en ce qui concerne le mariage de l'absent qui ne revient plus : il est censé être mort depuis le jour où l'on a cessé de recevoir de ses nouvelles.

Si, ordinairement, les créanciers qui ont traité avec la femme pendant le mariage ne peuvent pas poursuivre ses biens dotaux en raison des obligations qu'elle a souscrites, il n'en sera pas toujours ainsi. C'est ce qui arrivera lorsque la femme aura laissé passer en force de chose jugée une condamnation survenue à l'occasion d'une dette contractée durant le mariage ; mais alors, ce ne sera pas en vertu de l'obligation ancienne que ses biens dotaux seront engagés, mais en vertu de la novation qu'elle a opérée en n'invoquant pas l'inaliénabilité dotale alors qu'elle le pouvait. Et la même solution devra intervenir chaque fois que la femme ratifiera un acte fait pendant la durée du mariage.

Cette dernière conséquence est encore une application du grand principe que nous avons adopté au début de notre étude, que nous avons si souvent consacré dans nos développements, et que nous rappelons ici en termi-

nant : l'inaliénabilité dotale a pour fondement
une incapacité purement personnelle de la
femme.

Vu :

Le Président de la Thèse.

G. LEBRET.

Vu :

Le Doyen de la Faculté.

EDMOND VILLEY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Université de Caen,

E. ZEVORT.



TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION	1
PREMIÈRE PARTIE	
Droits des créanciers sur les biens dotaux.	
CHAPITRE I ^{er} . — DE L'INSAISSABILITÉ	19
SECTION I ^{re} . — <i>Déroations à l'insaisissabilité.</i>	19
§ I ^{er} . — Réserve du droit d'aliéner	20
1 ^o Interprétation de l'article 1557 du Code civil.	20
2 ^o La faculté d'aliéner n'implique pas celle d'hypothéquer.	23
§ II. — Réserve du droit d'hypothéquer.	25
1 ^o Le droit d'hypothéquer n'implique pas le droit d'aliéner	25
2 ^o Dans les cas prévus par l'art. 1558, le juge peut accorder la faculté d'hypothéquer. .	27
SECTION II. — <i>Durée et sanction de l'insaisissabilité</i> . .	31
§ I ^{er} Durée.	31
§ II. — Sanction	33
CHAPITRE II. — CRÉANCIERS ANTÉRIEURS AU MARIAGE.	40
SECTION I ^{re} . — <i>Existence du droit de saisie</i>	40
§ I ^{er} . — L'adoption du régime dotal ne modifie pas les droits des créanciers hypothécaires.	40
§ II. — Situation des créanciers chirographaires.	41

	Pages
SECTION II. — <i>Etendue du droit de saisie.</i>	47
SECTION III. — <i>Conditions d'exercice du droit de saisie.</i>	53
§ I ^{er} . — Le titre de créance doit être antérieur à la célébration du mariage.	53
§ II. — Date certaine exigée pour le titre résultant d'un acte sous seings privés.	59
SECTION IV. — <i>Du droit de saisie dans les cas où la dot a été constituée par un tiers.</i>	63
CHAPITRE III. — CRÉANCIERS POSTÉRIEURS AU MA- RIAGE.	67
SECTION I ^{re} . — <i>Insaisissabilité des revenus.</i>	70
§ I ^{er} . — Fruits ou revenus perçus ou échus.	70
§ II. — Fruits ou revenus futurs	72
1 ^o Pendant le mariage.	74
2 ^o Après la séparation de biens.	77
3 ^o Après la dissolution du mariage	78
SECTION II. — <i>Insaisissabilité des biens dotaux à raison des quasi-contrats</i>	80
§ I ^{er} Gestion d'affaires.	80
§ II. Acception de succession	84
§ III. — Condamnation aux dépens	89
SECTION III. — <i>A raison des délits ou des quasi-délits</i>	92
§ I. — En dehors des contrats.	92
§ II. — A l'occasion des contrats	97
SECTION IV. — <i>Des exceptions au principe de l'insai- sissabilité de la dot prévues par les art. 1555 à 1558</i>	100
§ I. — Etablissement des enfants	102
§ II. — Intérêts de la famille et conservation de la dot	104

DEUXIÈME PARTIE

Droits des créanciers de la femme dotale sur les paraphernaux et sur les biens de société d'acquêts et étude des clauses d'insaisissabilité en dehors du régime dotal.

	Pages.
CHAPITRE I ^{er} . — DROITS DES CRÉANCIERS SUR LES PARAPHERNAUX ET SUR LES BIENS DE SOCIÉTÉ D'ACQUÊTS,	111
SECTION I ^{er} . — <i>Sur les paraphernaux proprement dits</i>	111
§ I ^{er} . — Ils sont saisissables pour toutes espèces d'obligations,	111
§ II. — Pas de distinction à faire entre les meubles et les immeubles au point de vue de l'autorisation,	117
§ III. — Cas où le paraphernal est joint à un bien dotal,	119
SECTION II. — <i>Sur les paraphernaux représentant des valeurs dotales. — Théorie de la dotalité renfermée</i> ,	122
§ I. — Exposé de la théorie de la jurisprudence,	122
§ II. — Situation des créanciers de la femme quant à ses biens,	126
SECTION III. — <i>Sur les biens de société d'acquêts</i>	140
§ I. — Conséquences quant aux paraphernaux,	140
§ II. — Biens de société d'acquêts proprement dits	144
CHAPITRE II. — ÉTUDE DES CLAUSES D'INALIÉNABILITÉ ET D'INSAISSISSABILITÉ EN DEHORS DU RÉGIME DOTAL	149
SECTION I ^{re} . — <i>Sous le régime de la communauté</i> ,	150
§ I. — Validité de ces clauses,	150
§ II. — Caractères des biens qui y sont soumis	154
§ III. — Solutions de la jurisprudence,	157

	Pages
SECTION II. — <i>Sous le régime exclusif de communauté et sous le régime de séparation de biens.</i> . .	161
§ I. — Régime exclusif de communauté.	162
§ II. — Régime de séparation de biens.	165

TROISIÈME PARTIE

Droits des créanciers après la séparation des biens et après la dissolution du mariage

CHAPITRE I ^{er} . — APRÈS LA SÉPARATION DE BIENS. . .	175
SECTION I ^{re} . — <i>L'inaliénabilité dotale subsiste.</i>	175
SECTION II. — <i>Insaisissabilité des revenus.</i>	180
SECTION III. — <i>Biens donnés à la femme en paiement de ses reprises dotales.</i>	189
CHAPITRE II. — APRÈS LA DISSOLUTION DU MARIAGE. .	191
SECTION I ^{re} . — <i>La femme survit.</i>	191
§ I. — Les biens dotaux ne deviennent pas saisissables par les créanciers antérieurs à la dissolution	192
§ II. — Les biens échus après la dissolution sont le gage de ces mêmes créanciers.	195
SECTION II. — <i>La femme prédécède.</i>	201

